

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
JUSTICE COMMERCIALE
EN DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 décembre 1932, à 14 heures

PAR

Armand THOMAS

Avocat Stagiaire à la Cour d'Appel.

Président : M. LÉVY-ULLMANN, Professeur.

Suffragants { *M. ROUAST, Professeur.*
 { *M. NIBOYET, Professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1932

LA
JUSTICE COMMERCIALE
EN DROIT COMPARÉ



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
JUSTICE COMMERCIALE
EN DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 décembre 1932, à 14 heures

PAR

Armand THOMAS

Avocat Stagiaire à la Cour d'Appel.

Président : M. LÉVY-ULLMANN, Professeur.

Suffragants { *M. ROUAST, Professeur.*
 { *M. NIBOYET, Professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1932



LA JUSTICE COMMERCIALE

EN DROIT COMPARÉ

INTRODUCTION

Les États civilisés, pour régler les multiples difficultés qui naissent chaque jour du conflit des libertés individuelles, ont imaginé des procédés fort divers.

Suivant le caractère de chaque peuple, selon qu'il se fait de la justice une idée plus ou moins haute, selon qu'il accorde plus volontiers sa confiance à des personnalités éminentes ou à des corps constitués, l'organisation judiciaire et la procédure revêtent des formes variées.

Cependant, c'est en examinant la manière dont sont tranchés les litiges commerciaux, que l'on rencontre la plus frappante diversité; non seulement d'un État à l'autre les systèmes sont différents et parfois opposés, mais, à l'intérieur même des frontières d'un pays, les procès commerciaux sont portés tantôt devant des tribunaux d'exception où siègent des commerçants, et tantôt devant les tribunaux ordinaires, selon que la juridiction spéciale existe ou non dans le ressort, ou, tout simplement, selon le bon plaisir des parties.

Pourquoi un système aussi désordonné et répondant si mal à ce besoin de logique, d'unité et de symétrie qui doit être celui des esprits juridiques, a-t-il été adopté ?

Pourquoi la méthode, qui devrait être à la base de toute organisation, aussi bien judiciaire que politique, semble-t-elle avoir été complètement bannie ? Tel sera l'objet principal de cette étude où l'on s'efforcera de montrer comment des institutions aussi singulières peuvent s'expliquer par les circonstances historiques, par les caractères propres à chaque race, et il faudrait dire aussi par le hasard qui, bien souvent, justifie seul des phénomènes dont on s'efforce cependant de trouver les causes.

Cette recherche ne sera pas l'objet unique de notre étude, car le domaine du droit comparé dépasse les travaux d'érudition pure ou de simple curiosité. Son but principal est de rendre plus complète l'intelligence de nos institutions à la lumière de celles qui leur correspondent à l'étranger, et, s'il se peut, de suggérer des améliorations ou des perfectionnements de ce qui existe dans notre pays, soit par substitution de ce qui nous paraît préférable chez nos voisins, soit, plus simplement, par des modifications plus ou moins importantes de nos institutions.

Nous nous efforcerons, dans notre étude, de nous garder également de deux travers toujours à craindre lorsqu'on établit des comparaisons entre l'étranger et son propre pays.

Nous éviterons surtout cette attitude déplorable, malheureusement trop fréquente chez les Français, d'admiration immédiate et sans contrôle de tout ce qui se fait au-delà de nos frontières ou, plus encore, de l'autre côté de la Manche ou de l'Océan.

Cette tendance déjà fâcheuse dans la vie courante, lorsqu'il s'agit de sports ou de modes, serait particulièrement dangereuse si elle se manifestait à propos de nos institutions essentielles.

Nous éviterons aussi, et ce sera plus facile, de nous laisser guider par un parti-pris inverse, qui nous amènerait à faire de cette étude un monument à la gloire de nos institutions judiciaires, et à ne décrire, que pour mieux les critiquer, celles des autres États.

Par dessus tout, on se gardera de perdre de vue le caractère tout relatif de la valeur des institutions. On se souviendra que telle qui donne des résultats satisfaisants sous une latitude ne serait peut-être, sous une autre, qu'une source de conflits et de désordre.

L'esprit et les besoins de chaque race sont si divers, qu'il faut une grande prudence pour porter des jugements de valeur sur ce qui se fait à l'étranger, et pour y choisir des exemples dont notre législation puisse profiter.

Nous n'oublierons pas non plus que, lorsqu'il s'agit d'apprécier le fonctionnement d'un organisme, il n'y a pas de meilleur critérium de sa valeur que la satisfaction de ceux qui s'en servent, alors même que la logique serait heurtée ou que la belle harmonie de l'ensemble du système se trouverait compromise par quelque déséquilibre entre ses éléments.

On voit déjà combien il sera délicat, après avoir examiné comment la justice commerciale est rendue en dehors de nos frontières, d'apprécier ce qui est inconciliable avec notre esprit ou ce qui, au contraire, pourrait avantageusement s'y adapter. Il est pourtant encore d'autres raisons de se montrer circonspect et, en particulier, nous ne proposerons d'améliorations ou de solutions nouvelles empruntées à l'étranger, ou à des projets présentés par certains de nos compatriotes, que s'il nous apparaît qu'elles doivent marquer un progrès vraiment notable sur nos institutions actuelles, car nous estimons que tout changement

présente de graves dangers pour la sécurité des transactions, et ne doit être apporté que si ses inconvénients peuvent être largement compensés par le bénéfice qu'en tireront les justiciables.

Nous tiendrons compte aussi de la très légitime considération attachée par les commerçants de France et de quelques autres pays à la dignité de magistrat consulaire, qui fait l'objet de l'ambition désintéressée des plus intègres et des plus capables. Peut-être ne serons-nous pas seuls à estimer que, dans un monde où se développe chaque jour davantage, avec la complicité presque générale, l'esprit de lucre sous toutes ses formes, il faut conserver soigneusement tout idéal qui ne se monnaye pas.

CHAPITRE PREMIER

Le droit commercial et son origine. — La notion d'acte de commerce et ses diverses acceptions en droit étranger. — La codification du droit commercial. — Les aspects principaux présentés par la justice commerciale en France et à l'étranger.

Avant d'examiner les organismes spéciaux qui existent dans beaucoup d'États pour trancher les litiges nés des rapports commerciaux, avant d'analyser les différentes pièces qui les composent, et d'apprécier la manière dont ils fonctionnent, il est indispensable de s'informer des motifs qui ont pu amener à leur création et des causes qui expliquent leur diversité.

On peut s'étonner, à première vue, que les commerçants jouissent, dans certains pays, du privilège d'être jugés par leurs pairs, et ce, non seulement au point de vue disciplinaire, comme dans certaines corporations ou certains ordres, mais même lorsqu'il s'agit de leurs rapports avec des non-commerçants.

Comment s'expliquer qu'un tel privilège soit l'apanage exclusif des commerçants et n'existe pas au profit d'autres catégories de personnes, exerçant, par exemple, des professions libérales ?

C'est que, partout ou presque partout, il existe, pour

régir les rapports juridiques divers et multiples qui existent entre les commerçants, et qui sont l'essence même du commerce, des règles spéciales, différentes de celles qui s'imposent aux particuliers.

Aussi loin qu'on puisse remonter dans l'Antiquité, on trouve, au moins dans les pays dont la position géographique, les ressources ou les aptitudes des habitants favorisaient particulièrement le commerce, des usages juridiques spéciaux caractérisés, le plus souvent, par une simplification notable des règles ordinaires, ainsi mieux adaptées à la rapidité nécessaire au négoce.

On considère d'ordinaire les Phéniciens comme le premier grand peuple commerçant, et on possède des documents établissant qu'ils avaient un grand nombre d'usages commerciaux particuliers, spécialement en matière maritime. On sait également que la Grèce connut aussi la prospérité des échanges et posséda de nombreux marchés et comptoirs à l'étranger, régis par leurs règles propres qui, prévoyant semble-t-il des juges spéciaux pour trancher les litiges leur assuraient, en tout cas, une solution rapide.

A Rome le commerce fût beaucoup moins florissant, sans doute parce qu'il était mal considéré et abandonné aux esclaves ; le « jus civile » n'indique à peu près rien qui intéresse directement le commerce.

Quoiqu'il en soit d'ailleurs, les institutions en matière commerciale d'Athènes ou de Rome ne présentent guère qu'un intérêt de pure érudition, parce qu'à cette époque de civilisation brillante, d'art, de science, et d'échanges de toutes sortes entre les peuples méditerranéens, a succédé, après l'écroulement de l'empire romain, une période souvent présentée comme un retour vers la barbarie, aujourd'hui plus favorablement considérée, parce que mieux

connue, mais pendant laquelle se produisit un ralentissement très marqué dans les transactions.

On peut voir là une véritable solution de continuité dans les institutions commerciales, qui rend à peu près inutile à l'intelligence de leur développement ultérieur, de remonter plus loin dans le cours des temps.

On verra par la suite, à propos de chacun des pays que nous aborderons, comment s'y expliquent historiquement la naissance et le développement de la justice commerciale. Mais, dès à présent, il faut voir comment il se fait que, suivant les pays, tantôt existe une distinction entre droit civil et droit commercial, et tantôt il y a unité complète du droit, aussi bien à l'égard du commerçant et des actes de commerce, qu'à l'égard des particuliers et des actes civils.

Il semble bien que cette première question soit en rapports directs avec l'organisation de la justice commerciale dans les divers États. On ne voit pas bien, en effet, comment on pourrait, là où il n'existe pas de droit commercial, découvrir des procès commerciaux et, partant, des juges du commerce. Il faut se tourner vers le système juridique de la Grande-Bretagne, si déconcertant pour les esprits « continentaux », si l'on veut faire une aussi paradoxale constatation.

La distinction entre les deux branches civile et commerciale du droit privé, n'a pas trouvé son origine dans des considérations d'ordre purement rationnel, car il n'y a pas une dualité inhérente à l'essence même de ces deux disciplines ; la meilleur preuve en est l'excellence de certaines législations, et non des moins importantes, telles que celles de Grande-Bretagne, de Suisse ou des États-Unis, qui ignorent totalement cette distinction.

Ce sont des raisons purement historiques qui l'expliquent : en Italie, au Moyen-Age, le commerce avait pris une extension considérable dans les villes du nord où existaient de très nombreuses corporations, qui constituèrent peu à peu de puissantes unions, telles que la « Mercanzia », de Florence, au XIV^e siècle.

Ces unions de corporations éalisaient le corps de ville qui se trouvait ainsi aux mains des commerçants et qui, tout naturellement, était amené à donner un caractère officiel aux règles en usage dans les diverses corporations ; règles qui constituèrent ainsi un droit plus simple, moins formaliste, prenant place à côté des règles plus strictes provenant du Droit Romain.

Alors qu'en Italie, la dualité est née de la puissance des marchands, maîtres des gouvernements de toutes les petites républiques du Nord, il en fût différemment en France, où les commerçants durent surtout le bénéfice des règles spéciales à la faveur royale.

De bonne heure, les rois de France comprirent les avantages que le pays pouvait tirer du développement commercial, et favorisèrent les marchands, en écartant, toutes les fois qu'ils le pouvaient, les entraves multiples provenant de la féodalité et de l'inextricable complication administrative et judiciaire qui en résultait dans tout le royaume.

Louis XI, en 1462 et 1464, établit, à Lyon, quatre grandes foires internationales annuelles, qui avaient été, elles-mêmes, précédées par des foires plus anciennes en Champagne et en Brie.

Ces réunions importantes et régulières de marchands devaient forcément amener la création, le développement et la précision des usages et coutumes commerciaux ; elles y arrivèrent d'autant plus facilement, qu'en créant ces

foires, le roi avait, en même temps, organisé des corps judiciaires à pouvoirs très étendus, même en matière répressive, et dont les décisions s'appliquaient à tous les commerçants, qui trafiquaient dans ces foires.

Ces usages se développant de jour en jour, il devint indispensable avec l'extension considérable prise par l'industrie intérieure et le commerce extérieur sous l'impulsion de Louis XIV, inspiré par Colbert, de fixer le droit commercial ainsi élaboré d'une manière très peu systématique. Ce fût l'œuvre de la célèbre ordonnance de 1673, dite « Code Savary », ouvrage admirable qui, à peine retouché, a pu devenir notre Code de Commerce de 1808.

Avec cette codification, qui passa plus ou moins intégralement dans les pays soumis à l'influence française sous l'Empire, fût définitivement fixée, dans beaucoup d'États, la division bi-partite du droit privé.

Ailleurs, au contraire, et pour des raisons diverses, on considéra que les mêmes règles pouvaient fort bien s'appliquer à tous les citoyens, soit, parce que le développement du commerce est si important que tous les citoyens peuvent être considérés comme plus ou moins commerçants, soit, au contraire, parce que les échanges et les transactions sont si rares, que le besoin d'une législation commerciale ne se fait nullement sentir, et que les règles du droit civil répondent à toutes les nécessités juridiques.

Un rapide coup d'œil sur les législations étrangères montre que presque tous les pays importants, l'Angleterre, et les États-Unis exceptés, ont un corps de règles juridiques propres aux commerçants, soit sous forme de code comme en France, Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Hollande, Portugal, etc... soit sous forme de lois spéciales à certaines matières, telle la loi de 1886 sur

la lettre de change et le billet à ordre, commune aux trois états scandinaves.

Le problème de la justice commerciale, déjà compliqué en droit comparé, parce que tous les pays n'ont pas de droit commercial, se complique encore davantage du fait que le contenu de ce droit commercial, lorsqu'il existe n'est pas partout le même. Le droit commercial est évidemment celui qui régit les actes de commerce, mais cette définition n'apporte aucune précision, parce que l'acte de commerce est lui-même une notion à contours bien imprécis et même bien conventionnels. Un grand nombre de juristes se sont attachés à rechercher une définition précise et exacte de l'acte de commerce ; beaucoup en ont proposé dans leurs ouvrages, mais, nulle part, la législation n'a cru devoir adopter une de ces formules. Partout on a eu recours à une méthode essentiellement empirique, celle de l'énumération, qui n'est après tout, que la liberté accordée au juge, en raisonnant tantôt « a contrario » et tantôt par analogie, de définir à son gré l'acte de commerce.

Heureusement, d'une manière générale, on peut dire que ce sont à peu près les mêmes actes qui sont considérés par la plupart des législations comme commerciaux et, par conséquent, sont justiciables des organismes spéciaux.

Il serait particulièrement fastidieux, bien que les résultats en puissent être fort utiles en pratique, d'établir un tableau comparatif de l'acte de commerce en droit comparé.

Une pareille étude ne serait évidemment pas déplacée ici, puisqu'elle pourrait constituer un chapitre qui s'intitulerait « La compétence commerciale en droit comparé ». Elle sera pourtant à peu près complètement négligée, parce

qu'elle ne paraît pas susceptible de conclusions présentant un véritable intérêt juridique.

On considérera ici la justice commerciale sous les aspects très divers qu'elle présente, on s'efforcera de la rendre vivante et d'expliquer ses changements de visage, mais on ne s'attachera à la compétence que lorsqu'on se trouvera en présence de principes originaux nettement différents des nôtres.

Peu importe, en somme, que tel genre particulier d'assurances soit considéré comme civil ici, là comme commercial, et ailleurs comme mixte; ces différences peuvent être grosses de conséquences financières et pratiques, philosophiquement ou juridiquement elles ont une bien médiocre importance.

Le droit comparé, et c'est probablement ce qui lui donne une valeur toute particulière, et un intérêt de premier plan parmi les disciplines juridiques, veut la simplification, la stylisation, si l'on peut dire, des institutions qu'il rapproche. Ce qu'il faut comparer ce ne sont pas des détails de procédure ou de réglementation, des délais, des formes d'actes. Certains savants étrangers ont cru, il est vrai, faire œuvre scientifique en se livrant à de pareilles entreprises. Nous nous faisons de la science une idée plus haute, nous considérons que seule l'idée générale constitue son domaine.

On s'efforcera d'éliminer de cette étude tout ce qui pourrait lui donner un aspect de catalogue ou de répertoire, on comparera les institutions dans leur esprit d'abord, dans leur forme ensuite, mais on évitera de s'arrêter aux détails qu'il est facile de trouver lorsque on peut en avoir besoin, en se reportant aux sources : aux codes et aux collections de lois.

Ce n'est que pour l'Angleterre qu'il sera intéressant de procéder d'une façon un peu différente ; la justice commerciale y présente des particularités si singulières, qu'on ne peut qu'être intéressé par elles, parce qu'elles font apparaître d'une façon frappante l'originalité juridique de nos voisins, et aussi parce qu'on se reporterait vainement aux sources pour trouver des règles que les juges, seuls, ont établies et peuvent modifier à leur gré.

Le problème de la justice commerciale, car il y a là un véritable problème, est certainement très délicat, ce qui explique la diversité des solutions qui lui ont été apportées et qu'il s'agit de comparer et de critiquer.

Réduit à ses termes essentiels, c'est-à-dire si l'on suppose nettement définis tous ces concepts fuyants de droit commercial, d'acte de commerce et de commerçant, ce problème consisterait à trouver un mode d'organisation judiciaire qui permit d'apporter une solution rapide, équitable et économique, aux litiges commerciaux, à la satisfaction des commerçants, et sans danger pour les particuliers.

D'un point de vue purement systématique, on peut envisager les solutions suivantes :

Se contenter d'un mode d'organisation judiciaire uniforme pour tous les justiciables, sans aucune distinction de profession. C'est le procédé évidemment le plus simple, mais il n'est guère utilisable que dans un pays où le commerce est fort peu développé, ou, au contraire, dans un pays extrêmement actif, où tout le monde est plus ou moins commerçant.

Pratiquement, parmi les pays importants, ce système n'est guère que celui des États-Unis, dont l'organisation judiciaire n'est pas, on le sait, à l'abri des critiques.

On peut encore, tout en ne recourant qu'à une seule catégorie de juges, apporter à la procédure ordinaire forcément compliquée et lente, des simplifications qui la rendent plus rapide, moins onéreuse, et, par conséquent, mieux adaptée aux besoins du commerce. C'est le système qui fonctionne, depuis plus d'un siècle, dans les Pays-Bas.

Ou bien, préférant à l'unité de l'ensemble, une division du travail dont on espère qu'elle utilisera mieux les compétences, organiser deux ordres de juridictions distincts, au moins à la base : juges civils et juges commerciaux.

Dans cette hypothèse, on peut encore sous-distinguer, tantôt ces juges spéciaux aux affaires commerciales seront des magistrats de carrière comme leurs collègues des tribunaux civils, siégeant soit en des chambres spéciales, soit même dans des tribunaux distincts, tantôt au contraire, ce seront des juges « laïcs », des commerçants recrutés par élection, ou nommés par le pouvoir central sur des listes proposées par les négociants. Il y a place enfin pour un système procédant des deux autres, mélangeant, dans des proportions variables, l'élément judiciaire professionnel et l'élément commerçant.

L'organisation judiciaire de la plupart des pays d'Europe procède de l'un de ces trois derniers systèmes.

L'Angleterre, quelques Cantons suisses, la République Argentine, ont adopté le premier.

La France et la Belgique ont leurs tribunaux consulaires.

L'Allemagne, le Portugal, d'autres Cantons suisses, celui de Zurich en particulier, et la plupart des États de l'Europe Centrale préfèrent le système mixte.

Ces diverses catégories de solutions seront étudiées dans leur ordre logique en allant du simple au complexe, depuis

l'absence totale même d'une procédure commerciale, jusqu'au tribunal de commerce parfaitement distinct d'autres tribunaux et possédant son personnel propre, ne comprenant que des commerçants à l'exclusion de tout magistrat de carrière.

Cette division logique qui paraît assurer le mieux la clarté de l'exposé, a cependant l'inconvénient de sacrifier la classification historique. Il arrivera en effet que tel pays, que nous rangerons dans l'une de ces catégories, parce que la manière dont la justice y fonctionne aujourd'hui nous y convie, a connu, avant d'arriver au stade actuel, une organisation le rattachant à quelque autre d'entre elles.

L'histoire, clef des institutions, ne sera pas laissée de côté pour autant ; mais la place de chaque pays dans le corps de ce travail sera fixée uniquement par l'état actuel de sa législation.

Enfin, lorsqu'on connaîtra bien les aspects de la justice commerciale dans les pays les plus importants, et après en avoir fait une étude critique, il restera à se demander quel doit être son avenir et dans quelle mesure elle doit craindre la concurrence de l'arbitrage.

CHAPITRE II

Des pays dans lesquels la justice commerciale ne revêt aucune forme propre.

Des législations de cette première catégorie de pays, il y a fort peu de choses à dire, puisque la justice commerciale ne s'y manifeste sous aucune forme distincte.

I

La plus typique à cet égard est l'organisation judiciaire des États-Unis d'Amérique qui, à aucune époque, n'a connu de procédure commerciale.

Son droit, directement dérivé de celui de la Grande-Bretagne, à une période où les multiples petites Cours qui s'occupaient jusqu'alors des litiges maritimes ou commerciaux avaient disparu, où les juges n'avaient pas encore éprouvé la nécessité de créer un organisme spécial pour les procès commerciaux, n'a rien prévu dans cet ordre d'idées.

Litiges commerciaux et litiges civils (qu'il serait difficile de différencier, puisqu'il n'existe qu'une seule catégorie de règles qui s'appliquent à toutes les transactions, à tous les rapports juridiques) sont tranchés par les mêmes juges, selon la même procédure.

On sait d'ailleurs que l'organisation des États-Unis est

déjà d'une inextricable complication, qui oblige les Américains à ne recourir à la Justice qu'aussi rarement que possible : justice des États et justice fédérale sont, à chaque instant, en conflit de compétence, et la variété de composition des Cours de chacun des États de l'Union rend ces conflits particulièrement aigus.

S'il fallait, en plus, faire une nouvelle distinction entre juridictions civiles et juridictions commerciales, il serait à peu près impossible d'amener un procès à sa fin ¹.

Cependant, s'il n'existe pas de juridiction fédérale, ni de juges spéciaux pour les affaires de commerce, il faut remarquer que la compétence des juridictions fédérales est exclusive de celle des tribunaux d'États pour un certain nombre d'affaires très importantes qui, chez nous, ressortissent au droit commercial : parmi lesquelles toutes les espèces du droit maritime et toutes celles qui touchent aux faillites.

Le législateur américain avait sans doute pensé introduire une réforme de son organisation judiciaire en faveur des procès commerciaux, puisqu'en 1909, par l'intermédiaire de son ministère du commerce, il avait chargé ses consuls de lui adresser des rapports sur ce qui existait à cet égard à l'étranger.

Ces rapports réunis et publiés sous le titre de « Commercial Courts in Europe » n'étudièrent guère, il est vrai, que l'organisation de l'arbitrage. En tout cas, ils ne paraissent pas avoir déterminé, jusqu'à présent, le Département de la Justice à introduire une réforme quelconque.

C'est donc plutôt pour mémoire, et en considération de leur importance industrielle et commerciale, que les États-Unis figurent ici, car il est impossible de tirer de

1. Sur les défauts de l'organisation judiciaire aux États-Unis, voir : A. Nérinx. — *L'Organisation judiciaire aux États-Unis*, 1909.

l'examen de leurs institutions aucune conclusion pratique en ce qui touche la question particulière de la justice commerciale. L'organisation judiciaire y est si imparfaite et si compliquée aux autres points de vue, que son fonctionnement défectueux ne saurait rien prouver, ni en faveur de l'unité de juridiction, ni contre elle.

II

Beaucoup plus intéressante pour nous est notre voisine l'Espagne, qui, après avoir connu des tribunaux de commerce à peu près identiques aux nôtres, et créés à leur imitation par le Code de Commerce Espagnol de 1830 (rédigé d'après le Code français et les ordonnances de Bilbao), a cru devoir supprimer radicalement de ses lois tout ce qui pouvait avoir trait à la juridiction commerciale.

Il faut dire que ces tribunaux de commerce espagnols s'étaient montrés tout à fait inférieurs à leur tâche, et d'une incompétence si manifeste que tout le monde se plaignait de leur mauvais fonctionnement.

Leur suppression fût l'un des actes du gouvernement provisoire de 1868, et, lorsqu'on remania le Code de Commerce en 1885, on ne songea pas à les rétablir.

Non seulement l'Espagne n'a pas de juges du commerce, mais de plus, elle ignore toute procédure commerciale.

Il n'y a plus dès lors qu'une seule manière de trancher les litiges, qu'ils soient civils ou commerciaux, et nul ne paraît s'en plaindre.

La loi du 30 juillet 1878 avait bien tenté un timide retour vers les juridictions composées de citoyens distincts des juges de carrière : elle prévoyait, en matière

de brevets d'invention, l'institution de jurys industriels ; mais, en fait, ces jurys n'ont jamais été organisés, et les actions civiles ou pénales relatives à la propriété industrielle ont continué à être déferées aux tribunaux ordinaires.

CHAPITRE III

Des pays où il existe des règles de procédure spéciales aux affaires commerciales.

A côté des législations qui ne prévoient aucun mode particulier d'instruction et de jugement pour les causes commerciales, certaines, pour répondre aux besoins de simplicité et de célérité des commerçants, organisent une procédure spéciale à ces affaires.

Les tribunaux civils ordinaires y tranchent aussi bien les litiges commerciaux que ceux qui intéressent les non-commerçants, mais la loi apporte des simplifications à leur forme ordinaire de procéder.

I

Actuellement, c'est en Hollande que l'on peut trouver l'application la plus typique de ce système¹.

Sous la domination française, des tribunaux de commerce avaient été créées par Napoléon, en 1811, tant dans les Pays-Bas qu'en Belgique.

1. Cf. *Les Codes Néerlandais*, traduits par Gustave Tripels, Maestrich, 1886. — W. L. P. A. Molengraff. *Principes de droit commercial néerlandais*, traduits par Max Franssen. Paris, 1931.

Ces tribunaux, organisés sur le même modèle que les tribunaux français de l'époque impériale, survécurent quelques années à la chute de l'Empire, mais dès 1817, leur organisation fût modifiée : une loi vint adjoindre aux juges commerçants qui les composaient jusqu'alors, des magistrats professionnels.

En 1827, les tribunaux de commerce furent supprimés, et leur compétence transférée aux tribunaux civils d'arrondissement ; mais le législateur hollandais établissait, dans ces tribunaux, des chambres pour les affaires de commerce, composées de trois juges de carrière et de deux commerçants.

Cette dernière disposition n'entra jamais en application, et il n'en est point question dans le Code de Commerce hollandais qui, introduit en 1811, fût remanié en 1838¹.

La suppression des tribunaux de commerce paraît avoir été vue avec défaveur au moins par certains commerçants, puisqu'en 1865, l'association Industrielle adressa au gouvernement hollandais une pétition en faveur du rétablissement de tribunaux de commerce organisés comme nos tribunaux français.

Le gouvernement ne crut pas devoir tenir compte des vœux exprimés par cette association. Sans doute faut-il voir là une manifestation de la défaveur avec laquelle les hollandais considèrent toute collaboration à la fonction judiciaire de personnes qui n'y sont pas professionnellement vouées ; tendance que traduit aussi la suppression du jury en matière criminelle.

A l'heure actuelle, il n'existe donc plus que des juges de carrière (tribunaux civils ou tribunaux de canton,

1. En 1838, il ne subsistait plus que quelques tribunaux spéciaux qui, pour la plupart furent supprimés par arrêtés royaux.

suivant l'importance du litige) qui tranchent indistinctement, aux mêmes audiences, les litiges commerciaux et les litiges civils, sauf les exceptions des deux centres particulièrement importants de Rotterdam et d'Amsterdam où il existe des chambres commerciales spécialisées ¹.

Si l'on ne s'arrête pas aux exceptions, et on est bien obligé de ne retenir que les grandes lignes dans une étude systématique, la législation hollandaise connaît simplement quelques règles de procédure particulières, formulées dans les articles 257 à 268 de son code de Commerce qui forment le titre intitulé « De la Procédure en matière commerciale. »

La plupart de ces règles ont pour but de rendre un peu plus rapide la procédure ordinaire : les ajournements sont, suivant la distance, de deux, quatre, six ou dix jours francs et, en cas d'urgence, le président du tribunal a même la faculté de permettre d'assigner d'heure à heure. L'exécution des décisions est également facilitée ; le jugement par défaut, en particulier, pourra être exécuté un jour après la signification.

La compétence « *ratione loci* » est plus large en matière commerciale qu'en matière civile. Comme en France, le demandeur peut, dans une instance commerciale, assigner à son choix devant le juge dans le ressort duquel le défendeur est domicilié, devant celui du ressort où la promesse a été faite, ou devant celui du ressort où la marchandise est livrée et dans lequel le paiement devrait être effectué. (art. 314 C. proc. Civ. holl.)

Quelques autres règles plus particulières ont pour but

1. Molengraff. *Loc. cit.*, p. 28.

de faciliter la procédure en matière d'avaries ; le législateur a voulu que les capitaines de navires, gens dont la résidence est essentiellement mobile, ne puissent, à la faveur des délais et des lenteurs ordinaires, se soustraire à l'action de la justice.

On voit donc que, si l'on met à part quelques règles très peu nombreuses de procédure, qui ne font pas l'objet de plus de dix articles du Code de Commerce, on ne peut pas dire qu'il y ait, en Hollande, une justice commerciale « différenciée ¹ »

II

Dans cette même catégorie logique vient se placer la législation d'un pays que l'on considère aujourd'hui, à juste titre, comme le berceau de la justice commerciale, l'Italie.

C'est au XIII^e siècle, dans les décisions rendues par les « Consules Mercatorum » que l'on peut trouver, dans la Péninsule, les premières traces d'une juridiction consulaire.

Ces décisions, rendues au sein des corporations des villes marchandes du nord de l'Italie n'avaient d'ailleurs qu'un caractère privé, et plutôt disciplinaire que judiciaire.

Mais, dès le XIV^e siècle, à Florence, les corporations devenues extrêmement puissantes avaient formé des unions, et c'est ainsi que naquit la plus célèbre d'entre elles : « la

1. Un mouvement d'opinion récent en faveur de la juridiction commerciale, provoqué par les lenteurs et le coût élevé de la procédure devant les tribunaux ordinaires, n'a pas abouti à une réforme, sans doute à cause de la multiplication des tribunaux arbitraux permanents (Scheidsgerechter).

Mercanzia » qui réunissait les principales corporations de la République.

La justice y était rendue par les prieurs de chaque art, et ses décisions étaient regardées avec beaucoup de faveur, à tel point que, dès le début du ^{xiv}^e siècle, cette juridiction de la Mercanzia, qui jusqu'alors n'avait eu qu'un caractère privé, reçut une consécration officielle et obtint une compétence générale sur les affaires commerciales.

Les juges étaient pris parmi les membres du conseil de la Mercanzia, mais, fait digne de remarque, ils étaient élus ; leur président était fréquemment un jurisconsulte, et, s'il n'était que commerçant, il arrivait souvent que le tribunal prit des consultations auprès d'avocats célèbres.

Dans la plupart des villes commerçantes du Nord de l'Italie, il existait également des tribunaux du même genre, tirant leur origine du système corporatif, et tranchant les difficultés commerciales.

Lorsqu'il s'agit, en 1865, d'organiser un système judiciaire pour tout le royaume d'Italie, la loi sur l'Organisation Judiciaire (Legge sull. Ordinamento giudiziario du 6 décembre 1865, art. 52 à 63) ne fit pas disparaître la diversité des institutions en les plaçant dans un moule unique.

En principe, les tribunaux de commerce étaient composés de commerçants choisis par le roi sur une liste présentée par la Chambre de Commerce du ressort, et comprenant un nombre de candidats triple de celui des juges à nommer.

Mais, là où le gouvernement le jugeait utile, il pouvait nommer comme vice-président, soit un magistrat, soit un avocat réunissant les conditions nécessaires pour être président d'un tribunal civil.

En fait, on se contenta de maintenir les tribunaux de

commerce, alors au nombre de vingt-trois, qui avaient été créés par les lois des divers États, et ainsi s'explique qu'aucune logique ne paraisse avoir présidé à leur création.

La répartition de ces tribunaux sur le territoire n'avait absolument aucun rapport avec les nécessités économiques puisque, sur les soixante-neuf provinces qui composaient alors le royaume, dix-neuf seulement avaient des tribunaux de commerce.

Presque partout, grâce à la possibilité qui en avait été laissée au gouvernement par la loi de 1865, on maintint ou on introduisit, là où il n'existait pas, l'élément judiciaire professionnel.

Il n'y avait que cinq tribunaux de commerce, et encore étaient-ce les moins importants, qui fussent composés exclusivement de commerçants (dont les fonctions étaient gratuites et duraient 3 années).

La procédure était en général très simple, encore que variable d'une ville à l'autre, et certains tribunaux poussant cette simplification à l'extrême, allaient jusqu'à recevoir les parties sur leur simple présentation. Le plus souvent on procédait sous forme d'enquête suivie d'une délibération collective.

Enfin, il est très important de noter que toutes les affaires commerciales de minime importance échappaient aux tribunaux de commerce, puisqu'elles ressortissaient à la compétence de deux magistrats inférieurs : le Conciliateur, si l'intérêt en litige était inférieur à 30 liras, et le Prêteur s'il était inférieur à 1.500 liras. Il est vrai que ces affaires pouvaient revenir en appel devant le Tribunal de Commerce.

En 1888, une loi extrêmement brève, puisque ses dispositions ne comprennent que cinq articles, décide que « Les tribunaux de commerce sont supprimés. Les affaires

« de leur compétence sont dévolues aux tribunaux civils
« et correctionnels, avec les règles prescrites pour les ma-
« tières commerciales. »

Après cette formule brutale de l'article 1^{er}, le reste du texte, très court, se contente d'indiquer quelques mesures de détail permettant l'adaptation des tribunaux civils à la nouvelle tâche qui leur incombe.

Une réforme aussi radicale ne peut s'expliquer que par l'impatience avec laquelle elle était attendue et sollicitée par la plupart des intéressés, et, en particulier, par les avocats, fort nombreux au Parlement.

Plusieurs projets de loi avaient auparavant, et depuis 1863, envisagé l'abolition des tribunaux de commerce, parce que, en Italie plus que partout ailleurs, les critiques qui peuvent être adressées à ces juridictions ont trouvé, par un concours de circonstances particulier, une justification dans les faits.

Les classes commerçantes italiennes avaient alors, et ont probablement encore, une extrême insuffisance de connaissances juridiques. Aussi, avec la codification des lois et des usages (le Code de Commerce Italien date de 1882) qui rendait de plus en plus nécessaire pour trancher les conflits d'ordre commercial, en plus d'un certain sens juridique déjà rare parmi les commerçants, une certaine-science de la législation commerciale et de la pratique judiciaire, devenait-il de plus en plus difficile d'obtenir que des commerçants seuls fussent capables de rendre des jugements en harmonie avec les lois et la jurisprudence.

L'adjonction à tout tribunal consulaire d'un avocat, jouant le rôle de conseiller technique, était devenue indispensable, et c'est sur lui qu'en définitive retombait le soin de juger, de telle sorte qu'il ne subsistait plus,

en réalité, qu'une apparence de tribunal de commerce.

De plus, et c'était encore une nouvelle conséquence de la promulgation du Code de 1882, qui, dans son article 870, soumettait à la juridiction commerciale les actions pour actes ne présentant le caractère commercial que pour l'une des parties, et donnait, dans ses articles 3 et 4, une très large énumération d'actes de commerce, la compétence des tribunaux de commerce s'était trouvée étendue à un très grand nombre d'affaires, et tous les citoyens pouvaient être attirés devant eux.

De tout cet ensemble de circonstances était né un véritable malaise, qui aurait abouti vraisemblablement plus tôt encore à une réforme, s'il avait trouvé un interprète autorisé et énergique, et surtout sans les protestations violentes que soulevait, de la part des Chambres de Commerce (de Gênes et de Turin, en particulier) toute attaque dirigée contre la juridiction commerciale¹.

Il suffit de la nomination au portefeuille de la justice de M. Zanardelli, ministre de talent et de haute autorité, pour avoir raison des quelques protestataires, et faire aboutir la réforme qui tenait à cœur à la grande majorité des intéressés.

Les discussions très brèves du projet de loi, tant devant la Chambre des Députés, que devant le Sénat italiens, ainsi que les majorités imposantes (218 voix contre 12 à la Chambre, et 79 voix contre 5 au Sénat) montrent combien la loi nouvelle était considérée comme nécessaire.

1. Les auteurs italiens, de leur côté, réclamaient une réforme qu'ils jugeaient indispensable à la bonne administration de la justice :

Franchi. *La Giurisdizione mercantile in Italia* (Arch. giur., vol. XXXVI 1886). — Vidari. *Sulla abolizione dei trib. de com.*, lecture faite à l'Institut Lombard (comptes rendus vol. XIX, p. 145-160). — Fiore-Goria. *La Giurisdizione Commerciale* (Rassegna di dir. com., p. 1-52.)

La situation s'était révélée si tendue, et avait tellement tardé à recevoir une solution, que le législateur prit immédiatement une mesure extrême. Il aurait peut-être pu se contenter d'apporter aux institutions existantes de simples modifications, telles que l'adjonction aux juges commerçants, dans ceux des tribunaux où l'élément judiciaire n'était pas encore représenté, d'un jurisconsulte, ou encore la création, au sein des tribunaux civils, de chambres commerciales composées de magistrats spécialisés en la matière.

On ne s'arrêta à aucune de ces solutions intermédiaires, et il ne resta plus comme différence entre la justice commerciale et la justice civile, qu'une distinction entre les procédures : les causes commerciales continuant à profiter des règles simplifiées établies par le Code de Commerce Italien.

Le seul argument qui fit hésiter quelque peu à supprimer les tribunaux de commerce fût l'argument économique : la suppression des magistrats consulaires, dont les fonctions étaient gratuites, allait nécessiter la création de nouveaux postes pour des magistrats de carrière, et, par conséquent, entraîner de nouvelles dépenses.

Le législateur estima cependant, avec la majorité que l'on sait, qu'un État ne doit pas hésiter à faire quelques sacrifices pécuniaires pour avoir une bonne organisation judiciaire, qui, seule, peut assurer la sécurité des transactions et la tranquillité publique.

Si l'on examine la législation italienne postérieure à 1888, et même les plus récents projets de lois de ce pays, on n'y trouve rien qui paraisse marquer un regret des Italiens pour leur très ancienne juridiction commerciale.

Tout naturellement, puisque la même juridiction devait

connaître et des procès civils et des différends commerciaux, on devait remarquer qu'il n'était ni très logique, ni très pratique que le même tribunal employât des formes de procéder différentes selon qu'il s'agissait ou non de commerce ; aussi trouve-t-on, surtout dans les lois récentes, des mesures tendant à unifier la procédure civile et la procédure commerciale.

C'est d'ailleurs un grand avantage pour la procédure civile, car l'assimilation se fait beaucoup plus en généralisant les règles qui étaient, auparavant, propres au commerce, qu'en adaptant à toutes les affaires les formes de la procédure civile.

Quelques exemples suffisent à montrer cette tendance à l'unification : l'article 4 de la loi du 20 septembre 1922, qui modifie le délai d'appel des sentences du tribunal, le fixe uniformément, en matière civile et commerciale, à trente jours.

Bien auparavant, la loi du 31 mars 1901, n° 107, sur la réforme de la procédure sommaire, l'avait rendue commune aux causes civiles et commerciales, en conservant l'abréviation des délais pour la comparution en justice, de l'article 876 de Code de Commerce, et en fixant des délais pour le dépôt des pièces, de manière à assurer la discussion de l'affaire sans possibilité de renvoi.

Enfin, un projet de loi, dont l'approbation paraît imminente, prévoit la réduction du délai de la prescription civile de trente à dix années, durée de la prescription en matière commerciale, de telle sorte que la prescription serait la même dans les deux matières. Au contraire, le délai de la péremption resterait pour le moment sans modification, c'est-à-dire en matière commerciale la moitié de ce qu'il est en matière civile.

Les modifications propres à la matière commerciale ne se rencontrent guère qu'au sujet de la faillite, et elles ne marquent pas de retour sur la réforme de 1888. A peine peut-on noter que, très récemment, et pour la commodité d'organisation de certains tribunaux siégeant dans des centres particulièrement importants, des sections spéciales ont été créées pour les faillites. Ces sections, dont l'origine est tout à fait extra légale, puisqu'elles ont été créées par voie de simple mesure administrative intérieure, dûe à l'initiative du président, fonctionnent d'ailleurs exactement comme les autres sections, et sont, comme elles, exclusivement composées de magistrats de carrière pris parmi les juges du tribunal, sans condition particulière.

Sans rien modifier au principe de l'unité de juridiction, diverses lois ont établi ou supprimé des règles de procédure commerciale. Parmi ces lois, on peut citer celle du 24 mai 1903 n° 107 sur le concordat préventif et sur la procédure des « petites faillites », celle du 28 décembre 1921 n° 1861, et celle du 15 mars 1923 n° 553, dont l'une remet en vigueur les dispositions précédemment abrogées du Code de Commerce, relatives au moratoire, en y ajoutant quelques règles nouvelles, et la seconde abolissant à nouveau cette institution ; enfin, la loi toute récente du 10 juillet 1930 n° 995, sur la faillite, le concordat et le concordat préventif. Cette dernière loi introduit quelques modifications importantes à la procédure de faillite : c'est ainsi que le report de la date de l'ouverture de la faillite est fixé à un maximum de deux ans au lieu de trois ; que l'article 709 § 4 du Code de Commerce est interprété dans ce sens que le gage et l'hypothèque constitués en même temps que la créance qu'ils garantissent sont sous-

traits à la présomption de fraude ; que la limite d'application de la procédure des « petites faillites » est élevée de 5.000 à 20.000 livres.

Une discipline plus sévère des curatelles de faillite est obtenue par un choix plus strict des curateurs, qui sont désormais limités en nombre, et nommés par décret ministériel à la suite d'un concours ouvert entre les postulants à cette fonction. Les curateurs de faillites sont, depuis lors, considérés comme des officiers ministériels : leur nomination, leur révocation et leur remplacement sont exclusivement l'œuvre de l'autorité judiciaire, sans aucune intervention de la masse des créanciers.

Le curateur dépend étroitement du juge commissaire et l'autorisation de ce dernier lui est nécessaire pour ester en justice ; la procédure de la faillite proprement dite est simplifiée et rendue plus rapide ; il n'y a plus besoin d'une assemblée des créanciers pour nommer le conseil de surveillance (« delegazione di sorveglianza ») car c'est le juge commissaire qui y procède lui-même.

C'est aussi le juge commissaire qui vérifie les créances, mais, si une créance est rejetée, l'intéressé peut demander que la difficulté soit renvoyée devant le tribunal. Le tribunal tranche alors toutes ces contestations par un seul jugement, dont on ne peut appeler que pendant quinze jours de son affichage à la porte du tribunal.

Toutes ces réformes ont surtout en vue la simplification de la procédure et l'atténuation de ses lenteurs ; d'autres innovations ont été introduites dans le même but, mais ne sont pas limitées à la matière commerciale ; elles ont pourtant leur intérêt, puisqu'elles montrent que, là où on a cru devoir supprimer les juridictions commerciales, on n'a pas tardé à s'apercevoir que les formes ordinaires étaient

beaucoup trop compliquées et beaucoup trop peu rapides.

C'est ainsi qu'on a élevé considérablement le taux de la compétence des magistrats inférieurs (Loi du 15 septembre 1922 n° 1287 ; et R. D. 20 septembre 1922 n° 1316 R. D, 2 décembre 1923 n° 2.595 ;) le taux au-dessous duquel le Conciliateur est compétent est de 400 liras ; le taux de la compétence du Prêteur a été porté à 5.000.

L'exception d'incompétence fondée sur la valeur du litige cesse d'être absolue : elle ne peut plus être relevée d'office, mais elle doit être opposée par le défendeur avant toute autre défense.

En matière commerciale, la preuve des obligations est toujours libre (art. 44 du Code de Commerce) mais en matière civile, la limite de l'admission de la preuve testimoniale a été portée de 500 à 2.000 liras (R. D. 20 septembre 1922 art. 20).

Une autre institution, très récente et très curieuse¹, fonctionnant indistinctement en matière civile et commerciale, est la procédure dite « monitoire » ou « par injonction » renouvelée d'une très vieille institution italienne, formée elle-même d'éléments d'origine germanique : le « *mandatum de solvendo cum clausula justificativa* » (c'est-à-dire un « *mandatum* » revêtu de la clause « *nisi se opponat* » ou « *nisi senserit se gravatum* »²).

Cette procédure monitoire consiste essentiellement dans une ordonnance d'un juge (Conciliateur, Prêteur ou Président du Tribunal, selon l'importance de la somme dûe). Cette ordonnance, ce « décret », est rendu sans que le défendeur soit entendu, sur requête du demandeur, et

1. Introduite en Italie par la loi du 24 juillet 1922 (R. D., n° 1035).

2. L'historique de cette institution se trouve dans le rapport de M. Chiovenda dans le *Projet de Réforme de la Procédure* publié en 1920.

lorsqu'il s'agit d'une créance liquide et exigible de sommes d'argent, de marchandises ou de choses fongibles.

Mais il faut que la créance soit constatée par un écrit pour que l'ordonnance puisse être obtenue.

Dans cette ordonnance, le juge enjoint (d'où le nom de procédure « monitoire » ou « par injonction ») au débiteur, de remplir son obligation dans un certain délai, l'avertissant qu'il est de son droit de faire opposition à l'ordonnance.

Si cette opposition est formée dans les délais, elle aboutit à un jugement ordinaire sur le bien-fondé de la demande ; si, au contraire, le débiteur ne fait pas opposition, ou si son opposition est formée tardivement, le décret du juge acquiert la force exécutoire, exactement comme s'il s'agissait d'un jugement et emporte également hypothèque judiciaire.

Ce mode de procéder, qui existe dans plusieurs pays étrangers, et notamment en Suisse, est particulièrement avantageux et rapide, évitant les frais et les lenteurs d'un procès toutes les fois que la créance ne peut être sérieusement contestée.

Malgré sa rapidité, il n'est pas vexatoire pour les débiteurs : la possibilité de faire opposition à l'ordonnance du juge réserve les droits de la défense. N'est-ce pas un peu l'analogue de ce qui se produit lorsque le président du Tribunal de la Seine rend une ordonnance autorisant à pratiquer une saisie-arrêt, disant que le saisi aura le droit de se pourvoir en référé, dans les cinq jours, contre l'ordonnance ?

Il semble bien qu'à l'heure actuelle, la procédure, telle qu'elle fonctionne en Italie, avec les réformes que nous avons indiquées, chemin faisant, donne satisfaction aux commerçants aussi bien qu'aux non-commerçants.

La preuve la meilleure de cette satisfaction nous paraît pouvoir être trouvée dans l'examen des projets récents de réforme du Code de Commerce ou du Code de Procédure

Le projet du Nouveau Code de Commerce¹ prévoit la suppression pure et simple des articles 868 à 878 du Code actuel, contenant les dispositions relatives à l'exercice des actions commerciales, et à la détermination de la sphère de compétence de la juridiction commerciale. Ce serait donc l'unification absolue de la procédure en ces matières.

Quant à la « Proposition de Réforme² » élaborée par la Confédération Générale de l'Industrie, elle n'envisage en aucune manière la possibilité de rétablissement d'un Tribunal de Commerce.

C'est encore une manifestation de la tendance italienne à l'unification et à la centralisation que les critiques adressées au Projet de Réforme par la Confédération Générale de l'Industrie relativement à l'institution du Registre de Commerce : d'après le projet, ce registre devrait être tenu dans chaque Chambre de Commerce (« Consiglio Provinciale dell' Economia ») sous le contrôle d'un juge spécialement délégué à cet effet, chaque année, par le président du Tribunal.

La Confédération Générale a considéré ce système comme fâcheux parce qu'elle y voit une source de complications et d'irrégularités possibles ; elle propose de ne pas scinder les fonctions entre plusieurs organismes, mais au contraire, de

1. *Progetto del nuovo codice di Commercio* (Roma, Libreria dello Stato, 1925 : Vol. I-projet ; vol. II. Rapport sur le projet par S. E. Mariano d'Amelio, président de la sous-commission chargée de la réforme du Code, et par les commissaires Arcangeli, Asquini, Bolaffio, Bonelli, Jannitti et le secrétaire Fre.

2. *Proposte di riforma raccolte della Confederazione Generale dell' Industria* (Roma, Cooperativa Tipografica Egeria, 1925).

confier complètement le Registre du Commerce au Tribunal.

On paraît donc bien pouvoir dire, à l'heure actuelle, en complet accord avec les jurisconsultes italiens, que la réforme radicale de 1888 répondait à un réel besoin ; que les tribunaux de commerce en Italie ont pu être supprimés sans que personne songe sérieusement à s'en plaindre, et que, depuis lors, le système de juridiction unique a fonctionné à la satisfaction de tous, sans qu'aucun retour en arrière ait été nécessaire.

Car on ne saurait considérer comme un recul dans la voie choisie en 1888, la création, par la loi du 11 juin 1893, des Conseils de Prud'hommes (*Collegi dei Probiviri*), imités de notre institution française, et auxquels a été dévolue la connaissance de matières qui, avant la loi du 25 janvier 1888, ressortissaient à la compétence des tribunaux de commerce (Code comm. art. 869).

La réforme n'est plus en effet inspirée par une distinction entre causes civiles et commerciales, mais repose sur un tout autre critérium : elle est particulière au contrat de travail, au contrat d'emploi privé (*contratto d'impiego privato*).

Alors qu'autrefois l'article 869 du Code de Commerce Italien (qui dérive des articles 631 et suivants de notre Code de Commerce français) attribuait à la juridiction commerciale la connaissance, entre autres, des actions contre les fondés de procuration, les représentants de commerce, les commis voyageurs et les commis-marchands lorsqu'elles dérivait des actes de commerce auxquels ils étaient préposés, ainsi que des actions de ces mêmes personnes contre leurs commettants, des actions des entrepreneurs de spectacles publics contre les artistes de

théâtre et de ces derniers contre les directeurs ; depuis la guerre, et en particulier d'après le décret-loi du 9 février 1919 (decreto luogotenenziale n° 112), sur le contrat « d'emploi privé », toutes les controverses relatives aux rapports dérivant de tels contrats furent soumises à la décision d'un organe spécial.

Le décret du 9 février 1919, prévoyant pour une époque rapprochée la réforme des Collèges de Prud'hommes, réforme comportant une extension de leur compétence à toutes les controverses sur le contrat d'emploi, attribua la connaissance de ces difficultés à une commission arbitrale qui existait depuis un décret du 1^{er} mai 1916 (n° 60) édictant des dispositions particulières en faveur des employés appelés sous les drapeaux.

En 1923 (R. D. 2 décembre 1923, n° 2.686), d'autres commissions arbitrales provinciales furent créées, composées d'un magistrat président et de quatre membres, deux pris parmi les industriels et les commerçants et deux parmi les employés des entreprises privées.

Ces Commissions arbitrales connaissaient de toutes les difficultés en matière de contrat d'emploi, pourvu que l'intérêt du litige ne fût pas supérieur à 20.000 liras, la compétence continuant à appartenir, au-dessus de cette somme, au tribunal civil.

Les décisions de ces commissions étaient d'ailleurs susceptibles de voies de recours : appel devant une Commission Centrale présidée par un Conseiller à la Cour de Cassation, assisté de deux magistrats de grade inférieur, de deux industriels ou commerçants et de deux employés ; pourvoi devant les Chambres Réunies (Sezioni Unite) pour incompetence ou excès de pouvoir.

En 1926 (loi du 3 avril 1926 n° 563 — et décret du

1^{er} juillet 1926) d'importantes innovations furent introduites dans la législation du travail : des dispositions juridiques nouvelles vinrent alors régir les rapports collectifs du travail et tous les différends pouvant s'élever à leur sujet furent soumis à la Cour d'Appel fonctionnant comme « Magistrature du Travail ».

La Cour d'Appel se voyait en outre attribuer la connaissance, en appel, des décisions rendues, suivant le cas, soit par les Collèges de Prud'hommes, soit par les Commissions Arbitrales, à propos de contrats individuels de travail.

Cette législation d'après-guerre du travail, qui répondait plus, semble-t-il, à des préoccupations d'ordre politique que juridique, avait le grave inconvénient d'être fort compliquée, puisqu'il n'y avait pas moins de trois juridictions différentes devant lesquelles, selon les cas, les difficultés en matière de contrat de travail ou d'emploi pouvaient être déferées ; c'était une grave atteinte portée au principe italien de l'unité de juridiction.

Le législateur italien ne devait pas tarder à remédier, par une nouvelle réforme, à cet inconvénient sérieux : en 1928 (R. D. 26 février 1928 — n° 471) il supprime radicalement et les Collèges de Prud'hommes et les Commissions Arbitrales ; c'est le retour presque complet au droit commun : d'une manière générale, toutes les difficultés individuelles relatives à des rapports dérivant du contrat d'emploi et du contrat de travail, aussi bien que toutes les difficultés collectives du travail sont soumises en première instance, selon l'importance du litige, au Prêteur (à l'exclusion du Conciliateur, qui n'est jamais compétent, lorsqu'il s'agit de difficultés du travail) et au Tribunal, auprès duquel est créée une section spéciale du travail. En seconde instance,

c'est la Cour d'Appel faisant fonction de « Magistrature du Travail » qui est compétente.

Mais, innovation assez intéressante, lorsque la juridiction ordinaire statue en matière de travail, sa composition est modifiée : le Prêteur, aussi bien que le Tribunal, doivent s'adjoindre, mais non à peine de nullité, il est vrai, deux spécialistes, deux « experts » choisis, l'un parmi les employeurs, et l'autre parmi les travailleurs. Quant à la « Magistrature du Travail », c'est une section de la Cour d'Appel composée de trois magistrats, au lieu de cinq comme les sections normales, et de deux « experts » choisis de la même manière que ceux qui siègent au tribunal ou qui assistent le prêteur.

Les sentences rendues en ces matières, après l'accomplissement de formalités de procédure qui diffèrent notablement de celles de la procédure ordinaire, parce qu'elles permettent une plus grande célérité, et que les délais d'appel sont réduits, peuvent être portées, selon les règles générales, et pour les motifs ordinaires, devant la Cour de Cassation du Royaume.

Tout ce que l'on peut donc dire, c'est que, pour les différends qui s'élèvent à propos des contrats de travail, il existe en Italie une procédure simplifiée et plus rapide. Il serait faux de croire que ces différends ressortissent à la compétence d'une juridiction spéciale. Cette dernière opinion, soutenue par la doctrine peu après la promulgation des lois de 1926 et 1928, a dû être abandonnée par les auteurs qui ont été obligés de s'incliner devant la constance des solutions jurisprudentielles : les litiges du travail ne font pas l'objet d'une compétence « *ratione materiae* » spéciale. La conséquence pratique importante de cette considération consiste en ce que le recours pour excès de

pouvoir formé devant la Cour de Cassation doit être porté devant une section ordinaire de la Cour et non devant les Sections Réunies.

En résumé, l'organisation actuelle en Italie est particulièrement simple puisque, mise, à part la spécialisation de certaines chambres pour les matières de faillite, et la procédure un peu particulière dont bénéficient les conflits du travail, il n'y a qu'une seule échelle de juridictions, qui connaissent de tous les procès sans distinction.

CHAPITRE IV

Des chambres ou des magistrats civils spécialisés pour les causes commerciales.

En progressant plus avant, on rencontre certaines législations qui prévoient pour la solution des litiges du commerce, une organisation judiciaire un peu plus complexe, et ne se contentent pas d'une procédure spéciale.

Elles choisissent, parmi les magistrats de carrière, un certain nombre de juges qui, soit à plusieurs réunis en chambres commerciales, soit comme juges uniques statuant commercialement, devront connaître des procès commerciaux.

Ce système de spécialisation, assez logique et assez conforme aux idées modernes, qui veulent que chaque homme soit expert en une étroite matière, est en particulier celui de l'Angleterre, sous une forme originale, assez peu connue en France : la « Commercial Court ». C'est aussi le cas, on l'a déjà vu, de la Hollande, où, à titre exceptionnel, les tribunaux de Rotterdam et d'Amsterdam sont divisés en chambres civiles et en chambres commerciales ; c'est aussi celui de la République Argentine.

En Angleterre, la justice commerciale a connu de nombreuses vicissitudes, liées aux aventures historiques du droit commercial dans ce pays, qu'un auteur anglais con

temporain assimilait à un roman (Bewes « *The Romance of the Law Merchant* » Londres 1926).

Sur le Continent, en Italie et en France, notamment, où avaient existé, de bonne heure, des tribunaux consulaires spéciaux et des juridictions de foires et de marchés, la coutume des marchands, la « *consuetudo mercatorum* » s'était développée au sein des organismes locaux.

Depuis longtemps, les souverains anglais, désireux d'attirer dans leur royaume des marchands étrangers, avaient été amenés à leur promettre, entre autres faveurs, une justice expéditive rendue selon les usages commerciaux (« *secundum legem mercatoriam* »). Ce fût l'œuvre de la « *Carta Mercatoria* » d'Édouard III (1303).

C'est donc à tort que l'on s'imagine très souvent qu'il n'y a pas en Angleterre, et qu'il n'y a jamais eu dans ce pays, de forme spéciale de la justice commerciale.

Bien au contraire, les juridictions de cet ordre ont existé en Angleterre sous des formes et des dénominations très variables.

Pour n'en citer que quelques-unes, ce sont d'abord les Cours des Ports et des Villes qui existaient notamment à Londres, à Bristol, Yarmouth, Ipswich, Newcastle, Liverpool, etc ¹... qui perdirent peu à peu leurs attributions au profit de la Cour d'Amirauté, et qui furent définitivement supprimée en 1835, à l'exception toutefois de la célèbre juridiction dite des « Cinque-Ports. »

C'était aussi la « Cour des Piépoudres » (ou *Curia Regis pedis pulverisati*), sur l'origine étymologique de laquelle

1. On trouve des renseignements précieux sur ces juridictions dans le *Domesday Book of Ipswich* (xiii^e siècle) ; cf. Sir Travers Twiss. — *Monumenta Juridica...*, *The Black Book of admiralty*, tome II.

on se perd en conjectures ¹ ; cette juridiction, analogue à d'autres répandues sur le continent, se tenait dans les foires sous la présidence tantôt du seigneur du lieu, tantôt d'un magistrat municipal.

L'Angleterre possédait également ce que l'on appelait les « Courts of the Staple », qui existaient dans les villes désignées comme places d'entrepôt (onze en Angleterre, une dans le Pays de Galles et une en Irlande) ².

Enfin, à côté de ces juridictions officielles, il en existait d'autres, ne participant pas au caractère légal des premières, mais au contraire assez voisines des organismes arbitraux, dont l'Angleterre est aujourd'hui encore la terre d'élection ; c'étaient des tribunaux arbitraux organisés au sein des « Guildes », des corporations ³.

Toutes ces petites juridictions, multiples et variées à l'origine, virent, peu à peu, diminuer leur compétence et décroître leur nombre et leur éclat ; c'est qu'à côté d'elles existaient de puissantes cours, jalouses de leur autorité, qui finirent par absorber la poussière de petits tribunaux qui faisaient échec à leur omnipotence.

Ce fût d'abord la Cour d'Amirauté qui, jugeant selon le « Droit Civil », selon le droit romain, le droit continental, et non selon la Common Law anglaise, vint entreprendre sur les petites juridictions commerciales qui, justement,

1. Cf. Paul Lerebours-Pigeonnière. Introduction à la traduction française des *Eléments de Droit Commercial Anglais* de Stevens, p. XXVI.

2. La « Court of the Staple » était constituée par le maire de la ville, deux constables et deux marchands étrangers choisis, l'un parmi les marchands venant du Nord, l'autre parmi les marchands venant du Sud. Cf. Paul Lerebours-Pigeonnière, *loc. cit.*

3. Sur les « Guilds merchants », voir : Maitland. *Select Pleas in Manorial and other Seignorial courts*, vol. I, p. 134 ; Gross. « *Guild Merchant* », t. I, chap. III.

appliquaient la « *Consuetudo mercatorum* », dérivée elle aussi du droit romain.

La Cour d'Amirauté¹ (High Court of Admiralty) avait commencé par être une juridiction disciplinaire sur la flotte royale, conférée aux Amiraux, et tenue par un juge nommé par le Lord High Admiral.

Mais, très rapidement, dès le XIII^e siècle et surtout au XIV^e siècle, et suivant en cela une tendance très générale de toutes les juridictions disciplinaires, cet organisme prit un caractère judiciaire et connut de toutes les affaires ayant pris naissance sur mer et sur les eaux assimilées.

Au XVI^e siècle, grâce à l'appui des Tudor, cette juridiction vit encore sa compétence largement étendue, puisqu'il lui fût permis de connaître non seulement des affaires maritimes, comme par le passé, mais même des affaires commerciales terrestres, pourvu que le contrat ait été conclu à l'étranger, ou qu'un commerçant étranger y fût intéressé ou même seulement que ces affaires fussent susceptibles d'engendrer des effets sur mer ou à l'étranger.

C'étaient donc, étant donné l'importance en Angleterre du commerce extérieur, la plus grande partie des causes commerciales qui se trouvaient ainsi soumises à la Cour d'Amirauté, qui était, à l'époque, la Cour Commerciale Anglaise par excellence.

Et, plus qu'en aucun autre pays, existait la distinction entre causes commerciales et causes non commerciales (qu'il ne faut pas appeler « causes civiles » puisque ce mot a, en Angleterre, un sens tout particulier et que justement ce

1. Sur l'histoire de la Haute-Cour d'Amirauté et le rôle important joué par cette juridiction en matière commerciale, voir H. Levy Ullmann. *Eléments d'introduction générale à l'étude du droit et des sciences juridiques*-II. — Le système juridique de l'Angleterre, t. I. — Le système traditionnel (Paris, 1928)

sont les affaires commerciales qui doivent être tranchées selon les principes du droit « civil », ce qui malgré l'apparence, n'est pas du tout paradoxal).

Non seulement, comme c'était le cas en France, les unes devaient être tranchées selon le droit ordinaire et les autres selon les règles du droit commercial, mais, en Angleterre, ces deux disciplines procédaient de principes tout à fait différents.

C'est pourquoi, même en appel, les affaires tranchées en première instance par la Cour d'Amirauté, échappaient aux juges d'appel ordinaires, et étaient déférées, en Chancellerie, à des juges spéciaux connaissant le droit « civil » (des « civilians ») et désignés par le Roi, d'où leur nom de « *judices delegati* ».

Mais déjà au *xvi*^e siècle, la Cour d'Amirauté, qui avait absorbé les petites juridictions locales, vit naître de nouveaux organismes concurrents.

En 1571, par exemple, une loi sur les banqueroutes organisait un tribunal mixte composé en partie de « *lawyers* », de juristes et en partie de marchands.

En 1601, une loi sur les assurances organisait un nouveau tribunal spécial, très original par sa composition, puisqu'à côté du « *recorder* », du greffier, il comprenait trois sortes d'éléments : deux « *doctors civilians* », deux juristes « *common lawyers* » et huit marchands que la loi voulait « *grave and discreet* ».

Il y avait donc rapprochement de l'élément judiciaire et de l'élément commerçant, ce qui était un phénomène, sinon nouveau, puisqu'il était déjà prévu par la loi de 1571 sur la banqueroute, du moins très récent en Angleterre, tandis que sur le continent, et en France en particulier, il existait depuis fort longtemps. Mais de plus, il y avait

encore rapprochement de deux autres éléments jusqu'alors complètement indépendants : les « civilians » et les « common lawyers » et cette collaboration annonçait déjà la fusion proche entre les deux disciplines, c'est-à-dire l'absorption de la « law merchant » par la « common law » et la disparition presque complète de la juridiction de l'Amirauté.

Il semble d'ailleurs, qu'à partir du ^{xv}^e siècle, toutes les cours se soient liguées contre l'Amirauté pour réduire sa compétence au strict minimum.

Le Conseil Privé conseillait aux parties de soumettre leurs différends à des arbitrages mixtes, les sentences étant rendues par des cours où figuraient en même temps des lawyers et des marchands.

La Chancellerie était parvenue à connaître de nombreuses matières commerciales : banqueroutes, actions entre associés, règlement de comptes, etc...

De leur côté, les Cours de Common Law étaient parvenues, en développant habilement certaines actions du droit commun, (celle d' « assumpsit », par exemple), à connaître de nombreux procès en matière de contrats ou de revendication de marchandises.

Il semble d'ailleurs que tous les procédés étaient bons pour les cours de Common Law dans leur lutte contre l'Amirauté ; elles ne craignaient pas d'utiliser dans ce but quelque'une de ces fictions, si nombreuses en droit anglais, en les poussant à l'extrême de leurs conséquences, avec une mauvaise foi évidente mais pleine d'humour.

Il suffit de rappeler à cet égard le fameux « case », la fameuse affaire de l'époque d'Édouard III, dans laquelle, pour s'assurer à l'encontre de l'Amirauté, la connaissance du procès qui intéressait un Français, une cour de Common Law, par une fiction géographiquement très hardie, parle

de Honfleur, où l'acte litigieux avait été passé, et dit : « Honfleur, dans le comté de Kent. »

Lorsque le célèbre jurisconsulte Coke fût placé à la tête des cours de Common Law, la lutte devint plus ardente encore, car Coke était un partisan farouche de l'unification de la « common law » et du « jus civile ».

C'est lui qui déclarait, en mettant au présent ce qui n'allait pas tarder à être réalisé, et qui l'est complètement aujourd'hui : « Law Merchant is a part of the Laws of the Realm », la loi commerciale est une partie des lois du Royaume.¹

La Révolution d'Angleterre et son succès assurèrent, sans conteste, la prééminence des Cours de Common Law, en face desquelles la High Court of Admiralty subsista encore, mais avec une compétence bien réduite, jusqu'aux « Judicature Acts » de 1873. Et, malgré certains « Acts » de la reine Victoria lui rendant la compétence qu'elle avait perdue à l'égard des affaires maritimes, cette juridiction qui avait trop longtemps végété, ne put retrouver l'énergie nécessaire pour réaliser le grand dessein qu'elle s'était proposé :

« La tentative faite par l'Amirauté de constituer un tribunal de commerce unique en Angleterre, échouait »².

Au xvii^e siècle, ainsi que Coke l'avait désiré, la Law Merchant était définitivement incorporée dans la Common Law : en 1621, un jugement rendu dans un « case » type en Angleterre décide que la coutume des commerçants

1. C'est à Lord Mansfield, chief Justice au xviii^e siècle, que l'on attribue l'honneur d'avoir définitivement réalisé la fusion de la « Law Merchant » et de la « Common Law ».

2. Lévy-Ullmann. *Le système juridique de l'Angleterre*, t. I, 1928 (précité).

doit être traitée en justice comme toute coutume particulière, et, par conséquent, être considérée comme une question de fait relevant du jury civil.

Quelques années après, un ouvrage fondamental du droit anglais, la « *Lex Mercatoria* », qui a valu à Malynes, son auteur, d'être appelé le « *Savary anglais* », consacrait, en doctrine, l'entrée de la « *law merchant* » dans la « *common law* ».

On peut donc dire, qu'au XVIII^e siècle, et pendant une bonne partie du XIX^e, il n'existait plus, pour les procès commerciaux, de manière spéciale de les trancher. C'est ce qui explique que beaucoup d'auteurs français, qui écrivaient il y a quarante ans, et cherchaient à donner une vue d'ensemble de la justice commerciale tant en France qu'à l'Étranger, faisaient figurer parmi les législations ignorant toute institution judiciaire particulière au commerce, et au premier rang de celles-ci, la législation anglaise et ne manquaient pas de faire état de l'absence de telles juridictions dans le pays le plus commerçant du monde, pour dénoncer les tribunaux de commerce comme une institution périmée, inutile, sinon nuisible, et dont les pays où le négoce est très développé avaient su s'affranchir.

Et pourtant, la vérité exige que l'on sache que la suppression de la compétence de l'Amirauté en matière commerciale souleva le mécontentement des marchands de Londres, qui étaient peu désireux de voir leurs litiges déferés aux Cours de Common Law et qui adressèrent au Roi, sans succès d'ailleurs, des pétitions en faveur de la juridiction qui avait leurs préférences : l'Amirauté.

D'ailleurs ces marchands, n'ayant pu obtenir satisfaction, s'accommodèrent ensuite fort bien du régime nouveau.

grâce au jury civil, dans la composition duquel figuraient de nombreux marchands qui étaient appelés à trancher les questions de coutumes et d'usages commerciaux, grâce aussi à l'adoption par les Cours de Common Law de la jurisprudence établie auparavant par l'Amirauté.

Il faut dire également que les plaideurs commerçants anglais prirent l'habitude, principalement en raison de la lenteur de la procédure et des frais très élevés devant les cours de Common Law, de recourir de plus en plus fréquemment à l'arbitrage.

Pour lutter contre la concurrence redoutable des chambres arbitrales, la Queen's Bench division décida de faire siéger au Guildhall deux de ses juges qui se seraient ainsi trouvés plus près des justiciables, et auraient pu statuer dans des formes plus expéditives. Pourtant cette innovation n'eût que très peu de succès.

Pendant le troisième quart du siècle dernier, les anglais, semblèrent ne plus vouloir se contenter pour le jugement des affaires commerciales, de leurs cours ordinaires, même avec le jury qui, à cause de ses inconvénients, en particulier à cause des frais élevés qu'il entraînait, était de moins en moins demandé par les justiciables.

On proposa des réformes : en 1858, en 1871, le Parlement nomma des comités pour étudier la question¹ ; on fit des enquêtes. Mais, si tout le monde semblait désirer la création de tribunaux commerciaux, le désaccord réapparaissait lorsqu'il s'agissait de savoir comment on les composerait : juristes, juristes et commerçants, ou commerçants seulement.

1. *Judicature Commission* 3d report. Parl. papers 1874, c. 937.

Reports on the expediency of establishing tribunals of commerce. Londres, 1858, 1871, 1874.

La Chambre de Commerce de Londres, consultée, déclara dans un langage plutôt cru, qu'elle se méfiait de la magistrature et de ses auxiliaires :

« Les avoués, les avocats et les juges forment une trinité qui favorise les faux-fuyants et les arguties et qui souvent méconnaît l'équité pour obéir à quelque « technicality » légale ».

Le Parlement ne sachant quelle attitude prendre en présence de ce désaccord, préféra maintenir les choses en l'état. En vain encore, en 1887, les principales chambres de Commerce du Royaume-Uni, au nombre de douze, se réunirent-elles à Leeds et envoyèrent-elles au Lord Chancelier, à l'issue de leur congrès, une députation chargée de lui remettre une résolution qu'elles avaient prise, faisant connaître l'insuffisance et l'incompétence des tribunaux ordinaires pour juger les affaires commerciales et la nécessité qu'il y avait de créer des tribunaux de commerce composés d'un jurisconsulte assisté de commerçants.

Aucune suite ne fût donnée à ces vœux.

Ce furent alors les juges qui s'émurent, inquiets de voir leurs prétoires de plus en plus désertés en faveur des Chambres d'Arbitrages. En 1892, ils projetèrent de créer, dans leur règlement intérieur, un rôle spécial aux affaires commerciales, une « commercial list », deux juges choisis parmi les magistrats de la « Supreme Court » devant être chargés de juger ces affaires avec l'assistance d'un jury spécial composé de personnes connaissant les matières commerciales.

Ce projet, qui aurait certainement apporté un remède très appréciable à la situation, n'entra pas dans le domaine des réalisations, et ce pour des raisons assez diverses et mal connues. Mais, sous la poussée des événements, et, en

particulier, pour lutter contre la concurrence chaque jour plus vive des Cours d'Arbitrage, une réforme ne tarda pas à s'imposer ¹. En février 1895, un juge de la King's Bench Division fut délégué en audience spéciale au Guildhall pour connaître des causes commerciales.

Sans aucune intervention du législateur, sans même que soient modifiées les « Rules and Orders », ces espèces de règlements organiques des cours anglaises qui fixent la procédure, les juges de la King's bench division se mirent d'accord pour prendre une résolution qu'ils rédigèrent sous forme de « notice » et qui est connue sous le nom de « Commercial causes notice » ².

Cette résolution, complétée par une autre de 1911, dite « Further Notice », établit un ensemble de règles précises pour les litiges commerciaux. Cette « notice » crée un organisme nouveau, la « Commercial Court » qui se compose essentiellement d'un juge appartenant à la King's bench division, spécialement détaché à cet effet.

Les audiences de ce magistrat, qui siège seul, se tiennent au Guildhall, toujours pour essayer d'enrayer les progrès de l'arbitrage.

Le juge qui doit siéger à la Commercial Court, est pris, par roulement, parmi ceux des juges de la K. B. D. qui connaissent les matières commerciales.

Il est à remarquer que la « notice » de la K. B. D. ne formule aucun critérium de la commercialité et qu'elle ne donne même aucune liste un peu détaillée des causes com-

1. En 1894, une affaire malencontreuse, que Lord Scrutton raconte dans le « Cambridge Law Journal », sous le titre « The Work of Commercial Courts » entraîna un vif mouvement d'opinion.

2. *The judges of the Q. B. D. desire to make, in accordance with the existing rules and orders, further provision for the dispatch of commercial business, as herein provided...* (Law Times Journal, 9 Feb. 1895).

merciales. Tout au plus son premier article contient-il une très courte énumération qui, d'après ses termes mêmes, est purement indicative :

« Les causes commerciales comprennent celles qui
« s'élèvent à propos des transactions ordinaires des négo-
« ciants et commerçants ; entre autres, celles relatives à
« l'interprétation des documents commerciaux, à l'expor-
« tation ou à l'importation de marchandises, affrètement,
« assurance, banque, représentation et usages commer-
« ciaux ¹ »

Cette dernière expression, aussi vague que possible, ne permet pas de trouver dans cette liste quoi que ce soit qui ressemble à une définition du procès commercial.

Pourquoi d'ailleurs donnerait-elle une pareille définition, puisque, et c'est là un trait tout à fait particulier de cette juridiction officieuse, le juge a un pouvoir absolument discrétionnaire pour inscrire l'affaire sur son rôle, sur la « commercial list », et qu'il est libre de refuser cette inscription sans avoir à fournir aucun motif et sans qu'il y ait aucun recours possible contre sa décision ².

Jamais d'ailleurs un procès n'est inscrit d'office sur la liste commerciale ; il ne l'est qu'à la demande d'une partie, et le défendeur, s'il ne veut pas soumettre le cas à la « commercial court » peut s'adresser à la Cour d'Appel qui devra dire s'il s'agit ou non d'un cas commercial.

C'est dans cette seule hypothèse qu'il peut y avoir lieu

1. Notice du 25 juin 1896, § I. — Cf. *The Commercial Law of Great Britain and Ireland*, t. I, p. 94.

2. Sur l'organisation de la Commercial Court et son fonctionnement, voir : H. C. Gutteridge, dans le *Journal du Droit International* (Clunet), 1923, p. 19. — André Strauss. *Communication à la Société de Législation Comparée, sur la juridiction commerciale en Angleterre*. Bulletin de la Société de Législation comparée, 1930, n° 1, p. 279.

à l'examen objectif de la commercialité du procès : quand le demandeur ayant réclaté l'inscription à la Commercial List, le juge l'a accordée, et que le défendeur conteste le bien fondé de cette inscription.

Un autre détail assez curieux, c'est que certaines affaires qui, normalement, ressortissent à une juridiction autre que la K. B. D., à la Division de Chancellerie, peuvent être placées sur la liste de la Commercial Court, après application d'une procédure dite de transfert.

La Commercial Court offre quelques avantages sur la K. B. D. du point de vue de la rapidité des jugements et des frais.

C'est ainsi que le juge peut, dans les cas urgents, fixer un jour proche pour entendre une affaire, sans que les délais ordinaires aient besoin d'être respectés.

La procédure si lourde du droit anglais est également très simplifiée. Lorsqu'une affaire a été inscrite sur la liste commerciale, ce qui se traduit par une mention placée sur toutes les pièces, le juge rédige une note sur les questions que les parties ont l'intention de soulever et chacune d'elles reçoit une copie de cette note.

On laisse aussi de côté, le plus souvent, les interrogations sur faits et articles, qui prennent un temps considérable dans la procédure ordinaire ; on n'utilise guère, non plus, les « affidavits », les attestations légalisées, qui sont une source de frais pour les plaideurs, mais toute dissimulation de pièce serait considérée comme un manquement au devoir professionnel de la part des avoués.

Le juge, aux termes de l'article 8 de la « notice », a d'ailleurs une grande liberté pour affranchir les débats de toute procédure trop formaliste qui pourrait retarder le jugement ; il lui est permis, en tout état de cause, de prendre

les mesures nécessaires, en se conformant cependant aux règles ordinaires, pour déterminer quelle est la question qui se pose exactement entre les parties ¹.

Les modes de preuve surtout sont très simplifiés ; la procédure en cette matière est, en Angleterre, fort compliquée et bien souvent purement dilatoire, aussi reçoit-elle une grande simplification lorsque, comme c'est le cas à la Commercial Court, on fait largement appel à l'aveu et au consentement des parties.

La « Commercial notice » permet au juge, au moins si les parties y consentent, de se dispenser des règles ordinaires de preuve pour éviter les frais et les délais inhérents aux enquêtes.

Enfin, il est à peine besoin d'ajouter que si, à la Commercial Court, comme ailleurs, il est toujours loisible aux parties de réclamer la convocation du jury et le déploiement de son encombrant appareil, les plaideurs n'usent jamais de cette faculté.

Les décisions de la Commercial Court sont susceptibles d'appel devant la Cour d'Appel, mais, la « notice » le prévoit expressément, les parties peuvent, si elles le désirent, convenir que la décision à intervenir sera définitive, et renoncer, par avance, à l'appel.

Malgré toutes ces règles simplifiées, et d'autant plus avantageuses que la procédure ordinaire est très formaliste, la Commercial Court n'a pas eu le succès qu'espéraient les magistrats de la K. B. D. en instituant, au sein de leur juridiction, cet organisme nouveau.

La Commercial Court connaît à peine de quelques cen-

1. *Commercial Causes Notice-8°* : « Such judge may at any time of appearance and without pleadings make such orders he thinks fit for the speedy determination, in accordance with existing rules, of the question really in controversy between the parties ».

taines de causes par an, infime proportion à côté des multitudes de sentences rendues par les Cours d'Arbitrage.

D'ailleurs beaucoup d'affaires, même réellement commerciales, échappent à la Commercial Court, soit parce que leur taux n'est pas très élevé (les litiges commerciaux dont le montant est inférieur à 100 livres sterling sont soumises aux Cours de Comtés), soit parce que ce sont des affaires qui n'intéressent pas des commerçants habitant à Londres, Manchester ou Liverpool, seules villes qui possèdent une Commercial Court.

Pour ces dernières affaires, la « notice » prévoit cependant que les parties pourront se mettre d'accord pour les soumettre à la Commercial Court, qui sera alors évidemment beaucoup plus un arbitre qu'un juge.

De plus, en matière maritime, il est intéressant de noter que des raisons analogues à celles qui ont amené la création de la Commercial Court dans la King's Bench Division, ont été la cause de la création de règles simplifiées de procédure devant la Probate, Divorce and Admiralty Division.

Le président de cette division de la Supreme Court of Judicature a créé une procédure particulière régie par les « admiralty short rules ».

Il existe donc en Angleterre une juridiction commerciale spécialisée, composée de magistrats professionnels, fonctionnant dans le cadre même d'une cour de droit commun, mais cet organisme n'a aucun caractère officiel, l'arbitraire du juge préside à l'admission et au rejet des causes, et enfin la compétence commerciale est assez réduite, puisque beaucoup de causes considérées comme commerciales dans d'autres pays : toute la matière des sociétés et des faillites, en particulier, échappent complètement à la Commercial Court.

CHAPITRE V

Des législations qui organisent des chambres ou des tribunaux commerciaux se composant à la fois de magistrats de carrière et de négociants.

Le système mixte, c'est-à-dire celui où les juridictions commerciales se composent à la fois de juges professionnels et de négociants élus ou désignés par le souverain, sur une liste qui lui est proposée par les commerçants, est à l'heure actuelle de beaucoup le plus répandu en Europe. Il semble même que, d'une manière générale, c'est vers ce mode d'organisation judiciaire que se tournent de plus en plus les pays qui procèdent à des réformes de leurs institutions. Certains pays, comme la France, pourtant très attachés à la justice consulaire, justice rendue aux marchands par les marchands, ne craignent pas cependant d'adopter, pour leurs colonies, un système différent, faisant place, à côté de l'élément commerçant, à l'élément judiciaire.

I

C'est plus particulièrement en Allemagne, dans plusieurs Cantons suisses (en particulier à Genève et à Zurich), et dans les trois États scandinaves, que l'on rencontre des tribunaux de ce genre.

C'est encore le cas du Portugal, où un jury commercial assiste un magistrat président, et, depuis peu d'années, de certains États du proche Orient, par exemple de la Turquie et de l'Égypte.

C'est aussi le système adopté dans plusieurs pays de l'Europe Centrale, par exemple en Yougo-Slavie.

En Allemagne, l'histoire des juridictions commerciales est particulièrement complexe, et particulièrement intéressante aussi, parce que liée à l'histoire politique des États germaniques.

C'est grâce à l'appui accordé avec bienveillance par les souverains des États allemands, qu'un droit particulier aux négociants et simplifié put se former peu à peu, que la procédure ordinaire, encombrée d'usages imparfaits et même barbares, comme les peines corporelles ou le duel judiciaire, s'améliora considérablement.

Certaines villes, les plus riches, c'est-à-dire les plus commerçantes, achetèrent, de leurs souverains, certaines des attributions judiciaires, qui, jusqu'alors, avaient appartenu au Prévôt, agent royal.

A la fin du XIII^e siècle, des gildes de marchands avaient ainsi obtenu, moyennant finance, le droit de régler leurs conflits, et de nommer leurs juges et leurs aldermans. Mais, généralement, la compétence ainsi déléguée, était limitée, et n'incluait qu'un nombre restreint de causes ; quelquefois, par exemple, le juge ne pouvait trancher que les difficultés nées à l'occasion des foires.

Ces institutions auraient très rapidement abouti à la création de tribunaux commerciaux, comme cela s'était produit en Italie, selon un processus assez analogue, si les souverains avaient permis au mouvement de se manifester librement.

Certains d'entre eux, tels les Hohenstaufen, comprenaient sans doute fort bien qu'il était de leur plus grand avantage de favoriser les commerçants, source de prospérité pour leurs États, mais craignaient, en agissant ainsi, d'éveiller en eux la conscience de leur importance et le désir d'émancipation de leurs villes ¹.

La chute des Hohenstaufen marqua le début d'une période de liberté plus grande pour les villes ; les tribunaux dont la compétence avait été jusqu'alors très limitée, surtout dans le temps, puisqu'ils ne pouvaient d'ordinaire juger en dehors des marchés, s'arrogèrent le droit de siéger en tout temps, même lorsqu'il n'y avait pas de foire, et constituèrent un tribunal urbain.

On ne peut donc pas dire que, pendant toute cette période, il ait existé à proprement parler une justice commerciale spéciale dans les États germaniques. Il demeure que dans beaucoup de villes importantes, existait un juge des foires qui était un magistrat communal, tandis que tous les différends étrangers aux foires étaient tranchés par un magistrat tenant ses pouvoirs du souverain.

Ailleurs, là où la justice était rendue par les burgraves au nom de l'empereur, il leur fût adjoint, pour les assister, ou même pour les suppléer, un magistrat nommé le « Schultheist », puis des échevins, choisis parmi les commerçants.

Peu à peu le rôle du Schultheist, qui avait supplanté le burgrave dans ses fonctions judiciaires, diminua ; et le tribunal urbain passa complètement aux mains des marchands.

1. Pour plus de détails sur ces questions historiques, voir : Worms. *Histoire Commerciale de la Ligue Hanséatique*. — P. Piazza. *Les Tribunaux de Commerce*, thèse Paris, 1918.

Mais cette évolution en faveur des magistratures consulaires qui marqua ,en Allemagne, les XIII^e et XIV^e siècles, fût assez brusquement interrompue par le grand mouvement juridique connu sous le nom de Renaissance du droit romain, qui se place dans les années voisines de 1350.

De cette Renaissance résulta surtout, à notre point de vue, une très grande complication du droit dont la connaissance nécessita alors de longues et laborieuses études, et qui ne pouvait plus être appliqué aux litiges que par des professionnels, tandis que le vieux droit germanique, droit coutumier beaucoup plus simple, pouvait très bien jusqu'alors, être compris sans qu'une éducation particulière et des études avancées soient nécessaires.

Et pourtant, la Renaissance du droit romain fût peut-être en Allemagne une des raisons qui influèrent le plus, bien qu'indirectement, sur le développement des juridictions commerciales.

C'est que la complication du droit introduite par cette réforme, devait fatalement amener des protestations et une réaction de la part des commerçants qui, au XV^e siècle comme aujourd'hui, sentaient que seul un droit simple et à la portée de tous, que seule une procédure rapide, pouvaient répondre aux nécessités des transactions commerciales.

Aussi, dans beaucoup de villes, s'était-il créé une juridiction qui siégeait à côté du tribunal urbain, et qui rendait des sentences rapides, dépouillées de tout formalisme inutile : c'était le Bourgmestre qui tenait ce tribunal exceptionnel, jugeant suivant une procédure très simplifiée que certains auteurs se sont plu à rapprocher de la « *cognitio extraordinaria* » à Rome.

Dès le XVI^e siècle, il apparut, dans quelques villes, des

tribunaux spéciaux au commerce, dont l'existence était parfaitement légale et dont la juridiction des « Fronboten » de Nuremberg est peut être la plus célèbre¹ : les procès commerciaux étaient tranchés par des marchands choisis par l'Empereur parmi les membres du Conseil de Ville. La procédure était des plus sommaires, puisqu'il suffisait de formuler sa demande sur un registre tenu au greffe et que la sentence était rendue presque immédiatement ; et pourtant, cette juridiction tranchait en dernier ressort tous les litiges d'un intérêt inférieur à 600 florins, somme considérable pour l'époque.

Des tribunaux analogues furent organisés vers la même époque, dans plusieurs villes : celui de Leipzig, notamment, créé au ^{xvii}e siècle, est très connu.

Cette dernière juridiction avait une organisation assez complexe. Les deux magistrats mercantiles qui la composaient, étaient assistés d'un conseil dans lequel entraient, à la fois, des juristes et des commerçants d'autres villes.

Par contre, la procédure était exceptionnellement rapide. La comparution personnelle y était exigée et le délai d'appel n'était que de quarante-huit heures.

La puissante organisation commerciale que constituait la ligue Hanséatique, avait, bien entendu, de son côté, ses juges du commerce spéciaux ; elle avait même — privilège particulier que lui valait son rôle prépondérant dans les régions de la mer du Nord et de la Baltique — sur certains points du sol étranger, des magistrats qui rendaient la justice entre ses membres.

C'est ainsi qu'à Londres, au Guildhall, siégeait, à côté de l'alderman anglais, dont le rôle était plutôt vis-à-vis

1. Cette juridiction tirait ses origines d'une charte octroyée par l'empereur Maximilien I^{er} aux marchands de Nuremberg.

des membres de la ligue, celui d'un protecteur que celui d'un juge, un autre alderman, hanséate, qui tranchait les conflits qui pouvaient diviser ses compatriotes ¹.

En somme, et jusqu'en 1879, il n'y avait aucune unité dans la manière dont la justice commerciale était rendue dans les différentes régions de ce qui allait devenir le territoire du Reich. Chacun des vingt-six États allemands avait, à cet égard, son organisation particulière, souvent tout à fait différente d'un état à l'autre ².

Presque partout, l'élément commerçant et l'élément judiciaire étaient mêlés dans des proportions variables, et ce n'est qu'en Prusse Rhénane ou en Alsace-Lorraine, où le système français avait été maintenu après 1871, que l'on pouvait trouver des juridictions exclusivement composées de commerçants.

Dans quelques États (Wurtemberg, Principauté de Reuss) les procès commerciaux étaient déferés au tribunal ordinaire, auquel on adjoignait quelques commerçants ; dans d'autres, même, (en Saxe-Cobourg et à Francfort) il n'était adjoint de commerçants au tribunal ordinaire que dans le cas où l'une des parties le demandait.

Quant à l'appel des jugements commerciaux, il était le plus généralement de la compétence des Cours d'Appel ordinaires, mais, dans certains États, la Cour se voyait adjoindre, dans ce cas, un certain nombre de commerçants, tandis qu'en Bavière, fait plus rare, il existait

1. Sur l'organisation judiciaire de la Ligue Hanséatique, voir Worms. *Op. cit.*

2. Voir dans la Revue Foelix, t. XIV, p. 563 l'article de M. Bergson, intitulé *Coup d'œil sur l'institution des Tribunaux de Commerce dans les anciennes provinces de la Prusse par la loi du 3 avril 1847*. — Voir également : Bahr (Richard). *Prud'hommes et Tribunaux de Commerce en Allemagne* (en Allemand). Leipzig, 1905.

un tribunal d'appel, où ne siégeaient que des commerçants.

Les juges commerçants étaient eux-mêmes recrutés de diverses manières : élus tantôt par les marchands, tantôt par les chambres de commerce, tantôt par un collège plus restreint de notables, ils étaient toujours soumis à l'investiture du souverain, de qui ils tenaient leurs pouvoirs.

Une organisation aussi peu homogène ne pouvait pas survivre à la création de l'Empire. Un premier effort en vue de l'unification fût réalisé par la création d'un Tribunal Supérieur (Reichsoberhandelsgericht) à Leipzig, juridiction qui fonctionna de 1870 à 1879.

Elle statuait, en fait comme en droit, sur les procès commerciaux déjà portés devant les tribunaux de l'un quelconque des États Allemands, et permettait de maintenir une certaine uniformité dans l'interprétation de la législation commerciale allemande.

Elle se composait exclusivement de juristes, de magistrats nommés par le gouvernement allemand, et de 1872 à 1879, elle a remplacé, pour l'Alsace-Lorraine, la Cour de Cassation française, non seulement en matière commerciale, mais encore en matières civile et correctionnelle.

La création et le fonctionnement de ce tribunal supérieur de Leipzig, s'ils assuraient une certaine unité dans l'interprétation du droit commercial, ne suffisaient pas cependant à donner à l'Empire l'organisation judiciaire simple et homogène indispensable à un grand État.

Le gouvernement présenta aux assemblées un projet d'organisation judiciaire, d'après lequel les États de l'Empire étaient laissés juges de l'opportunité de la création de tribunaux de commerce sur leur territoire ; ces

tribunaux devaient se composer d'un magistrat président et de deux juges commerçants.

En 1877, la Commission du Reichstag, à qui le projet fût soumis, en supprima radicalement toutes les dispositions qui permettaient aux États de créer, lorsqu'ils le jugeaient bon, des tribunaux de commerce.

Il faillit donc arriver, en Allemagne, à cette époque, ce qui avait eu lieu en Espagne, en 1868, et ce qui allait advenir en Italie en 1888 : la disparition complète des tribunaux de commerce.

Mais d'énergiques protestations des commerçants des villes hanséatiques et des chambres de commerce d'Alsace-Lorraine, tous très attachés à leurs anciennes juridictions, décidèrent le gouvernement à faire revenir la commission du Reichstag sur sa décision première.

Le titre VII du Code d'organisation judiciaire allemand, tel qu'il a été promulgué le 27 janvier 1877¹, dispose dans son article 100 :

« L'administration de la justice de chaque État peut,
« si elle en reconnaît la nécessité, établir des chambres
« commerciales (Kammern für Handelsachen) près les
« Tribunaux régionaux, pour tout le ressort du Tribunal
« ou une partie déterminée de ce ressort.

« Ces chambres peuvent avoir leur siège, dans les limites
« du ressort du Tribunal Régional, dans un autre lieu
« qu'au siège du Tribunal Régional. »

Il n'y a donc pas en Allemagne de tribunaux de commerce indépendants, comme en prévoyait le projet du gouvernement, il est simplement loisible à chaque État (et beaucoup ont usé de cette faculté) de créer, au sein

1. Voir *Code d'organisation judiciaire allemand*. Traduction et notes par L. Dubarle. Imprimerie N^{le}, 1885.

du tribunal civil, du Landgericht, une ou plusieurs chambres spécialisées pour les affaires commerciales.

Ces chambres, qui siègent tantôt au même endroit que les chambres civiles, tantôt, au contraire, dans une autre ville du ressort qui, bien que n'en étant pas le chef-lieu judiciaire, a une certaine importance commerciale, sont composées d'un président, magistrat de carrière appartenant au tribunal régional, et de deux juges commerçants par chambre, nommés par le gouvernement, sur des listes dressées par un corps représentant les intérêts commerciaux du pays, qui est, en général, une chambre de commerce.

Comme partout où des commerçants sont investis d'une magistrature judiciaire, leurs fonctions sont naturellement gratuites.

Si beaucoup d'États ont créé des chambres commerciales dans leurs tribunaux régionaux, il y a cependant un grand nombre de Landgerichte qui n'ont pas de telle chambre ; les affaires commerciales sont alors jugées par les chambres civiles exactement comme les affaires civiles.

D'ailleurs il est à remarquer qu'il n'existe pas en Allemagne, à proprement parler, de procédure commerciale : les « Kammern für Handelsachen » ne connaissent aucune procédure particulière, sauf que les délais d'ajournement sont, en matière commerciale, réduits d'un mois à quinze jours ¹.

L'existence en Allemagne des Chambres Commerciales

1. Le ministère des avocats et avoués est obligatoire, même devant les Chambres commerciales. Un amendement au Code d'Organisation Judiciaire qui, en 1877, avait été proposé pour dispenser du ministère de l'avoué, a été rejeté. Cf. Dubarle. *Code d'Organisation Judiciaire de l'Empire d'Allemagne*. t. I. Introduction.

s'explique donc bien plus par des raisons de tradition, que par la nécessité de faire juger par des juges spéciaux des procès instruits selon une procédure particulièrement simple et rapide.

Enfin toutes les affaires commerciales de minime importance, échappent complètement à la juridiction spéciale, puisqu'elles sont jusqu'à 300 marks (en 1877) de la compétence des tribunaux de baillage, et que les sentences de ces tribunaux sont portées en appel devant la Chambre Civile et non devant la Chambre Commerciale du Landgericht. Le projet du gouvernement, repoussé par la Commission du Reichstag, prévoyait au contraire que toutes les affaires commerciales, indépendamment de toute question d'intérêt en litige, seraient de la compétence des tribunaux de commerce.

Il est à peine besoin d'ajouter que, même dans les ressorts de tribunal régional où il existe des chambres commerciales, la Chambre Civile n'en a pas moins la plénitude de juridiction et que les affaires commerciales ne sont par conséquent portées devant la chambre spéciale, que sur la demande des parties et dans certains cas déterminés, sans que la chambre civile puisse ordonner le renvoi d'office à la chambre commerciale.

Le système allemand tel qu'il vient d'être décrit fonctionnait également avant la guerre, dans les « Terres d'Empire ». La loi du 1^{er} juin 1924 a introduit, dans les trois départements recouvrés, le Code de Commerce et les lois commerciales françaises ; cette introduction n'a pourtant été faite qu'avec quelques restrictions. La principale de ces exceptions concerne précisément l'organisation de la judidiction commerciale (L. 1^{er} juin 1924, art. 25 et 55).

Pas plus que sous l'empire de la loi locale, c'est-à-dire de la loi allemande, il n'existe aujourd'hui en Alsace-Lorraine, de tribunal de commerce distinct du tribunal civil, mais chaque tribunal civil peut comprendre une ou plusieurs chambres commerciales, composées chacune d'un magistrat de profession qui préside et de deux juges assesseurs commerçants.

Mais, tout en laissant subsister le principe ancien, la loi du 1^{er} juin 1924 l'a profondément modifié, en disposant que les assesseurs des chambres commerciales seraient élus selon la loi française du 8 décembre 1883 ; tout électeur doit, de plus, être inscrit au registre de commerce et au rôle de l'impôt local sur les professions qui, en Alsace-Lorraine, tient lieu de l'inscription au rôle des patentes.

Les assesseurs des Chambres commerciales sont nommés pour quatre ans, avec renouvellement par moitié tous les deux ans.

Le législateur français n'a pas cru devoir supprimer, dans les départements recouvrés, le système mixte de l'*Handelsgericht* allemand qui donnait toute satisfaction.

II

De cette organisation très simple de l'*Handelsgericht* qui, au moins à première vue, paraît tout à fait satisfaisante, se rapprochent beaucoup celles adoptées par plusieurs Cantons suisses, Zurich, Genève et Fribourg.

Dans d'autres Cantons, au contraire, même importants comme ceux de Berne et de Vaud, des propositions faites en vue d'introduire une juridiction commerciale ont toujours été repoussées, surtout dans la crainte de voir

multiplier les conflits de compétence, arme toujours dangereuse dans la main des plaideurs et qui, à Genève, avait amené à d'invraisemblables abus.

A Zurich, la loi d'organisation judiciaire du 29 janvier 1911.¹ qui remanie les institutions antérieures, organise dans le cadre du Tribunal Supérieur (Obergericht) un tribunal de commerce (Handelsgericht), siégeant à Zurich, et composé de deux ou d'un plus grand nombre de membres du Tribunal Supérieur et de trente juges commerçants.

Le président, le ou les vice présidents et les juges de carrière sont choisis par le Tribunal Supérieur au moment où il constitue ses propres chambres.

Les juges marchands ne sont pas élus, mais choisis par le Conseil Cantonal (Kantonsrat) sur une liste dressée par la Commission des Affaires Commerciales (Kommission für das Handelswesen) et comportant deux fois plus de noms qu'il y a de sièges à pourvoir, liste sur laquelle ne peuvent figurer que des citoyens ayant exercé le commerce pendant au moins dix ans.

Les fonctions des juges-marchands sont gratuites et ont une durée de six ans ; elles peuvent être déclinées ou être abandonnées avant la fin de leur durée normale, mais seulement pour motifs graves, qui sont appréciés par le Conseil Cantonal, après avis de la Commission du Commerce et du Président du Tribunal de Commerce.

Le Tribunal siège avec deux membres du tribunal supérieur et cinq juges marchands, mais, et c'est là un trait particulier au Canton de Zurich, semble-t-il, chaque partie a le droit de récuser deux juges marchands sans avoir à donner aucun motif, et sous la seule condition que le refus

1. *Gesetz betreffend das Gerichtswesen im allgemeinen (Gerichtsverfassungsgesetz)*. O. S. XXIX, 72.

soit formulé au plus tard cinq jours avant les débats au principal.

De plus, la loi prévoit que si des membres commerçants du tribunal se trouvent empêchés de siéger, et ne peuvent être remplacés en temps opportun, la présence de trois d'entre eux suffit pourvu que les parties y consentent.

Le système présente donc une certaine élasticité dans ses applications, et le législateur zurichois de 1911 a réussi en effet à atténuer certains des inconvénients inhérents à la juridiction commerciale, par exemple en décidant qu'il pourrait être fait échec au tour de rôle prévu par le tableau de service des juges commerçants, pour tenir compte des connaissances particulières de ces magistrats.

Les règles de compétence sont très analogues aux règles du droit français, mais les difficultés qu'elles peuvent soulever sont beaucoup plus aisément tranchées, grâce à l'existence du registre de commerce (*Handelsregister*) qui, en Suisse comme en Allemagne, joue un rôle très important.

L'article 80 de la loi de 1911 décide en effet que toute difficulté juridique relative à une personne immatriculée au registre de commerce suisse est, dans le doute, considérée comme affaire commerciale.

D'autre part, tous les procès touchant à l'application des lois fédérales sur les brevets, les dessins et modèles, les marques de fabrique ou de commerce sont de la compétence du tribunal de commerce, hormis le cas de connexité avec une plainte pénale (loi de 1911, art. 78).

Enfin à Zurich, comme presque partout ailleurs, le Tribunal Civil a la plénitude de juridiction, en ce sens qu'il ne peut pas se dessaisir d'office d'une affaire qu'il estime commerciale; l'affaire ne peut être renvoyée devant

le Tribunal de Commerce que sur un déclinatoire de compétence.

Le Canton de Genève a connu successivement plusieurs systèmes. Comme en Belgique et en Hollande, le gouvernement français y avait organisé un tribunal de commerce établi sur le modèle des siens, exclusivement composé de commerçants, élus par les négociants genevois, parmi ceux d'entre eux qui remplissaient certaines conditions peu sévères.

Au cours du XIX^e siècle, deux réformes se montrèrent nécessaires : le choix des juges non plus par la voie du suffrage, mais par nomination du Grand Conseil, et le droit pour les officiers du Ministère Public d'intervenir aussi bien devant le tribunal de commerce que devant le tribunal civil.

Malgré ces réformes, la juridiction commerciale de Genève était très loin de donner satisfaction, parce que la plupart des juges commerçants se révélaient tout à fait ignorants du droit. Sans oser aller comme le Code Fribourgeois d'alors jusqu'à décider que « Le Tribunal de Commerce désignerait un homme de loi, avec un supplément pour la durée de ses fonctions et l'appellerait dans son sein, comme conseil, chaque fois qu'il le jugerait convenable », le Grand Conseil avait pris l'habitude invariable de ne nommer comme greffier qu'un juriste que les juges pouvaient consulter quand ils le voulaient.

Ce remède n'était qu'un pis-aller que l'usage démontra tout à fait insuffisant : ce greffier-juriste, n'ayant part ni à la délibération du tribunal, ni à la rédaction du jugement, était tout à fait irresponsable et, par conséquent, manquait complètement d'autorité.

Un autre inconvénient grave du tribunal de commerce

de Genève était l'abus considérable d'écritures qui s'y faisait. Alors que la loi de procédure disposait que « l'inscription préalable à l'audience ne serait point admise « devant le tribunal de commerce », l'usage s'était établi d'échanger un grand nombre de conclusions avant les débats. On avait pris l'habitude de ne motiver les exploits d'ajournement que très insuffisamment ; on négligeait de donner copie des pièces sur lesquelles la demande était fondée ; on ne précisait les véritables motifs que par la suite ; on ne communiquait les pièces que sur réquisition de l'adversaire, et parfois on ne passait aux plaidoiries qu'après échange de quinze ou vingt écritures ¹ !

Toutes ces pratiques avaient pour résultat certain d'allonger démesurément la durée des procès commerciaux et d'entraîner ces frais très élevés que, précisément, l'institution de la juridiction commerciale doit avoir pour but principal d'éviter.

Le tribunal consulaire de Genève voyait aussi diminuer chaque jour sa besogne pour divers motifs particuliers à la Suisse et liés aux grandes réformes juridiques entreprises dans la Confédération. En matière de faillite d'abord cette portion très importante de la compétence commerciale, l'administration et la direction des faillites, était enlevée par la loi fédérale aux tribunaux de commerce pour être confiée exclusivement à « l'Office des faillites », qu'elle créait.

En ce qui concerne les causes jugées par défaut, qui constituaient à Genève plus de la moitié des affaires soumises à cette juridiction, elles diminuèrent dans de très

1. Sur la justice commerciale à Genève avant 1891 et ses inconvénients, voir Nessi. *Les Tribunaux de commerce en Suisse*. France Judiciaire, t. IX, 1885, p. 54 et 55.

fortes proportions, dès que la loi fédérale permit de poursuivre tout débiteur reconnaissant sa dette, sans qu'il soit besoin de prendre un jugement contre lui.

Enfin, la loi fédérale cessa de considérer comme commerçants certains citoyens, que, jusqu'alors, elle avait regardés comme tels : petits débiteurs, petits industriels n'ayant pas, en moyenne, pour 2.000 francs de marchandises en magasin et ne réalisant pas plus de 10.000 francs de recettes brutes (et c'est de francs suisses qu'il s'agit).

Cette réduction accidentelle de la compétence du tribunal de commerce, et surtout les inconvénients graves qu'entraînait son fonctionnement, devaient fatalement aboutir à une réforme complète de cette juridiction.

La loi du 15 juin 1891¹ supprima du même coup les trois sortes de tribunaux inférieurs qui existaient à Genève: tribunal civil, tribunal de commerce, tribunal de la justice de paix, pour les remplacer par un tribunal unique de première instance comprenant cinq chambres dont quatre civiles et une commerciale.

La chambre commerciale est, comme à Zurich, de composition mixte : le président étant un magistrat du Tribunal de Première Instance, les deux assesseurs et les deux suppléants étant élus parmi les commerçants ou anciens commerçants inscrits au registre du Commerce ou l'ayant été.

La loi de 1891 n'a pas touché aux dispositions de la Constitution Cantonale de 1847, d'après lesquelles les juges consulaires sont élus par le Grand Conseil, pour une période de quatre ans, avec rééligibilité indéfinie.

La situation antérieure est donc très améliorée, le greffier, conseiller officieux et irresponsable du tribunal

1. Cf. *Annales de Droit Commercial*, 1892, p. 85.

étant remplacé par le magistrat de carrière qui préside maintenant la Chambre Commerciale.

Surtout, on a presque complètement mis fin aux contestations sur la compétence dont le système juridique genevois souffrait plus qu'aucun autre, et dont les débiteurs de mauvaise foi savaient se servir pour obtenir, contre le gré de leurs créanciers, des délais presque indéfinis.

Aujourd'hui, c'est la chambre même devant laquelle la cause est introduite, qui tranche toutes les difficultés qui peuvent naître au sujet de la compétence, et ce, d'après les règles de la procédure sommaire, dans une seule audience, et sans échange d'écritures.

Le système genevois et le système zurichois sont donc très voisins l'un de l'autre et paraissent bien répondre à tous les désirs des justiciables helvétiques.

III

Cette organisation mixte des tribunaux de commerce paraît bien être, à l'heure actuelle, la formule que préfèrent les législations de l'Europe Centrale.

Dès 1859, il existait en Serbie, à Belgrade, un tribunal de commerce, placé par la loi sur le même plan que les tribunaux de première instance serbes, et composé d'un président et de deux juges permanents, magistrats devant remplir les conditions requises pour les juges des tribunaux civils et, comme eux, nommés par le prince, sur la proposition du ministre de la justice.

Rien d'ailleurs ne les différenciait de leurs collègues des tribunaux civils : ils prêtaient serment comme eux, lors de leur entrée en fonction, et étaient rétribués sur les fonds

de la caisse nationale. Mais ils étaient appelés à siéger en compagnie de commerçants (six juges et six remplaçants également commerçants).

Ces juges commerçants étaient nommés, pour un an, par l'Assemblée des commerçants de Belgrade, dont le choix était soumis à l'approbation du prince.

Ils exerçaient gratuitement leurs fonctions et devaient être choisis parmi les citoyens serbes âgés de trente ans au moins, ayant exercé au minimum cinq années leur commerce « avec honneur et probité » et se présenter physiquement sous l'aspect d'hommes normaux !

Le tribunal, pour siéger valablement, n'avait besoin de comprendre en dehors du président et des deux juges permanents que trois juges commerçants ou leurs remplaçants.

Il suffisait même, dans certaines hypothèses, considérées comme de moindre importance, par exemple lorsque l'intérêt du litige était inférieur à 3.000 dinars (le dinar avant la guerre avait sensiblement la même valeur que le franc), ou encore lorsqu'il s'agissait de jugements sur documents, que siégeassent, en plus des trois magistrats de carrière, deux juges commerçants.

La compétence de ce tribunal de commerce de Belgrade était très analogue à la compétence commerciale française et l'appel de ses jugements était porté à la Cour d'Appel de Belgrade.

En dehors de la capitale, les affaires commerciales étaient jugées par les tribunaux de première instance ; cependant il était loisible à chaque partie à un procès commercial de désigner un juge supplémentaire, choisi sur une liste de douze commerçants ou artisans, établie chaque année par chacun des tribunaux civils ; mais ce juge ainsi

désigné, ne venait pas s'adjoindre au tribunal, il siégeait à la place de l'un des magistrats.

Après la guerre mondiale, la Serbie faisant désormais partie de la Yougo-Slavie, une refonte complète de tout le système judiciaire fût réalisée en 1929.

La nouvelle loi d'organisation judiciaire de 1929 ne consacre que quatre brefs articles aux tribunaux de commerce.

Elle s'applique au tribunal déjà existant de Belgrade et à celui qu'elle crée de Zagreb (Agram) et à ceux de toutes les villes où ils seront institués dès que le besoin s'en fera sentir.

Les tribunaux de commerce se composent de trois juges comme les autres tribunaux, mais l'un des magistrats est remplacé par un commerçant nommé pour un an, choisi par l'assemblée des commerçants de la ville, avec l'agrément du Roi et exerçant gratuitement ses fonctions.

Ce juge commerçant est, lui-même, toutes les fois qu'il s'agit d'affaires maritimes ou minières, remplacé par un spécialiste de ces questions.

Partout où il n'y a pas de tribunal de commerce, la connaissance des affaires commerciales appartient aux tribunaux civils, sans qu'aucune modification puisse être apportée, comme autrefois, à leur composition.

Il n'existe pas d'ailleurs en Yougo-Slavie de procédure commerciale, les jugements en cette matière suivent exactement les mêmes règles que les jugements civils.

La justice commerciale dans l'ancienne Autriche-Hongrie, était rendue d'une manière assez voisine de celle en usage en Serbie¹. A Vienne, à Prague, à Trieste, existaient des tribunaux de commerce de composition mixte,

1. Loi d'Organisation Judiciaire du 27 novembre 1896. *Annuaire*

et, pour les affaires de moindre importance, des tribunaux de canton spéciaux pour les affaires de commerce.

En dehors de ces trois villes, les affaires de commerce étaient tranchées par les tribunaux ordinaires, mais, devant des chambres spéciales nommées « Handelssenate ». Dans ces « senats de commerce » aussi bien que dans les chambres des tribunaux spéciaux pour le commerce, un « juge populaire » élu de la classe commerçante était adjoint aux deux juges professionnels et jouissait du même droit de vote qu'eux.

Un système mixte analogue est celui de la plupart des pays du Nord : à Copenhague ¹, le tribunal de commerce comprend un président, homme de droit, et suivant l'importance de l'affaire, quatre ou deux commerçants.

En Norvège, à Oslo et à Bergen, existent également des tribunaux de commerce mixtes, se composant d'un président, juge ordinaire du tribunal inférieur (du « Byretten » ou tribunal de ville) et de deux commerçants.

En Suède il existe également dans quelques villes des tribunaux spéciaux.

Dans ces divers pays, les affaires maritimes sont jugées par des juridictions spécialisées ², mixtes également dans leur composition, ou quelquefois, comme à Copenhague, par le tribunal de commerce ³.

de Législation Etrangère, 1897, p. 331. — Ordonnance du 5 mai 1897. *Annuaire de Législation étrangère*, 1898, p. 338.

1. Ce tribunal porte le nom de « Sö-og Handelsret ». — Cf. Compte rendu du Congrès des juriconsultes scandinaves à Christiania, dans le *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1879, p. 454.

2. Qui, en Norvège, s'appellent Söretter.

3. En Pologne, également, fonctionne le système mixte : le Tribunal d'arrondissement comporte, dans les arrondissements commerçants, des chambres commerciales composées d'un juge du Tribunal, qui pré-

IV

Un système beaucoup plus original est celui qui fonctionne depuis longtemps déjà au Portugal.

D'après le Code de Commerce Portugais, entré en application le 18 septembre 1833, les tribunaux de commerce de première instance étaient composés d'un président, juge du droit, et de jurés.

Le rôle du président était de diriger les débats et d'appliquer la loi, tandis que le jury prononçait souverainement sur le fait. Ce magistrat président, juge de carrière remplissant les mêmes conditions que les autres juges de première instance, était nommé comme eux par le pouvoir exécutif.

Les jurés étaient élus pour un an dans une assemblée composée de tous les commerçants de l'arrondissement de chaque tribunal. Leur nombre était d'ailleurs variable d'un tribunal à l'autre, mais sans pouvoir être inférieur à quatre, ni supérieur à douze ; des juges suppléants, moins nombreux de moitié que les juges titulaires, étaient également élus dans les mêmes conditions.

Pour pouvoir appartenir au jury commercial, il était nécessaire d'être commerçant, indigène ou naturalisé portugais, et d'avoir exercé le commerce « avec honneur et distinction » depuis cinq ans.

Cette organisation était maintenue par le Code de Commerce Portugais de 1888, le jury commercial devant fonctionner dans la plupart des procès commerciaux, et, en particulier, en matière de faillite ; elle était maintenue

side, et de deux commerçants. Cf. *Annuaire de Législation Etrangère*, 1928, p. 372.

également par le décret du 14 décembre 1905, portant promulgation d'un nouveau Code de Procédure Commerciale, qui, dans son livre II, détermine la procédure qui doit être suivie devant les tribunaux de première instance; dans son livre III, la procédure en appel; et dans son livre IV, le recours en révision devant le « Suprême Tribunal de Justice. »

Un décret du 29 mars 1920¹ a créé un Tribunal de Commerce dans chacun des ressorts de première instance. Comme par le passé, le tribunal se compose d'un juge du droit et d'un jury de commerçants élus, mais en nombre proportionnel au nombre des commerçants en exercice résidant dans le ressort.

Le président tranche les questions de droit et applique la loi, le jury est juge du fait, mais il n'est pas compétent à l'égard des faits sur lesquels il y a soit aveu, soit accord des parties, ni à l'égard des faits qui seraient prouvés par des actes authentiques.

En appel, les décisions de ces tribunaux de commerce sont portées devant les « relações » c'est-à-dire devant les Cours d'Appel ordinaires.

Mais l'appel fonctionne d'une manière tout à fait particulière, qui ressemble plutôt au pourvoi en cassation, puisqu'on ne peut appeler qu'en cas de nullité ou de fausse application de la loi; le fait est tenu pour constant tel qu'il a été déterminé par les jurés².

Il n'y a que quelques cas tout à fait exceptionnels, dans

1. *Annuaire de Législation Etrangère*, t. XX, p. 461.

2. On peut rapprocher du système portugais, la réforme proposée par Odilon Barrot : extension des pouvoirs des tribunaux de commerce qui pourraient juger souverainement sur le fait, l'appel n'étant possible que sur les points de droit. *Comptes rendus de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, 1871, t. XCVI, p. 1293).

lesquels la Cour puisse encore ordonner une enquête et fonder son arrêt sur des faits nouveaux que cette enquête aurait pu révéler.

V

Il est enfin utile de signaler que certaines législations viennent très récemment d'organiser une juridiction commerciale, mixte également. En Turquie existent, dans quelques grandes villes, des tribunaux de commerce composés de juges professionnels assistés de commerçants. Et, fait assez curieux, la Cour de Cassation turque qui provisoirement fait aussi office de Cour d'Appel, comporte une section commerciale ¹.

En Égypte, les sentences des tribunaux de commerce sont le résultat de la délibération de cinq personnes : trois magistrats du tribunal de première instance, dont un étranger ; président, et deux négociants, l'un national égyptien, et l'autre étranger, ayant voix délibérative, et choisis à l'élection par l'assemblée des négociants.

C'est donc dans un très grand nombre de législations, et parmi les plus modernes, que le système mixte, alliant dans des proportions et selon des modes variables, l'élément judiciaire proprement dit et l'élément commerçant, est adopté. Ce système donne parfaitement satisfaction aux justiciables, au point que certains États, ayant à réformer complètement leur organisation judiciaire après la guerre de 1914, n'ont pas hésité à créer d'emblée des tribunaux de ce genre.

1. Communication du docteur Loufty-Bey, ancien consul général de Turquie, sur la législation turque moderne (*Société de Législation comparée*, 19 décembre 1931). — Et Loi du 11 avril 1928, n° 1221 (*Rec. Rizzo*, vol. 6, p. 121).

N'est-il pas frappant aussi de constater que des États qui, comme la France, se montrent très attachés à leurs tribunaux consulaires, n'hésitent pas, pour leurs colonies, à adopter le système mixte ?

A Madagascar, par exemple, la justice en matière commerciale, est rendue depuis le décret du 9 septembre 1910, par des tribunaux mixtes de commerce qui existent à Tananarive, Tamatave, Diégo-Suarez et Majunga.

Ces tribunaux mixtes se composent du Président du Tribunal Civil et d'assesseurs, commerçants âgés de vingt-cinq ans au moins élus par un corps électoral de composition analogue à celui des tribunaux de commerce français. Ces assesseurs dont le mandat est gratuit et renouvelable, étaient au nombre de deux jusqu'au décret du 16 mars 1922 qui a élevé ce nombre à cinq.

Cependant, comme il peut être difficile de réunir ces cinq assesseurs, le décret prévoit, grave entorse au principe, que si le tribunal ne peut se constituer par suite de démission, d'absence ou d'empêchement, le juge statuera seul. Il peut donc se trouver que, dans une ville qui possède un tribunal civil, un juge unique statue cependant sur les procès commerciaux.

Il est vrai que cette solution un peu singulière, n'a pas d'inconvénient puisque, partout dans la colonie où il n'y a pas de tribunal civil, c'est un juge unique, le juge de paix à compétence étendue, qui est compétent.

En Indo-Chine, il existe également des tribunaux de commerce de composition analogue. Dès 1898 (décret du 9 août) le tribunal de première instance de Saïgon avait une composition spéciale pour statuer en matière commerciale : le président du tribunal assisté de deux juges commerçants.

CHAPITRE VI

Des tribunaux consulaires.

Au dernier stade de notre classification, il faut placer les États qui possèdent des tribunaux de commerce proprement dits, ayant une place indépendante dans l'ensemble de l'organisme judiciaire, et composés exclusivement de commerçants, sans la collaboration d'aucun magistrat professionnel.

Ce ne peuvent être évidemment que des pays de civilisation assez avancée, où la classe commerçante est instruite et possède une certaine éducation juridique.

Certains États, dont il a déjà été parlé, ont connu à une époque ou à une autre, des tribunaux consulaires et se sont trouvés dans l'obligation de les supprimer, justement à cause de l'insuffisance des connaissances juridiques des commerçants et de leur peu d'aptitude à trancher des litiges où se rencontrent, à côté des difficultés d'ordre purement commercial, des questions de droit parfois fort délicates.

D'autres États, au contraire, ont cru jusqu'à présent devoir conserver leurs tribunaux consulaires.

I

Une vieille survivance d'usages antiques est intéressante à signaler en Amérique du Sud. Il existe en République Argentine, une institution qui rappelant celle des édiles romains¹.

Il y a, dans chaque marché, sur le territoire fédéral de Buenos-Ayres, un juge nommé par le pouvoir exécutif, sur une liste de trois noms dressée par la municipalité. Ce juge est un commerçant du marché ; ses fonctions, qu'il exerce gratuitement et pour un an, il est obligé de les accepter et ne peut s'y soustraire que pour juste motif. Ce magistrat connaît de toutes les questions relatives aux transactions du marché : livraison de bétail ou de fruits, prix du transport des marchandises vendues, difficultés à propos des quantités livrées, etc..., mais il n'a pas qualité pour se prononcer sur la validité des contrats, et ne peut être valablement saisi, s'il y a contestation sur la convention elle-même.

Il juge en dernier ressort tous les litiges dont l'intérêt ne dépasse pas cent pesos ; au-dessus de cette somme, l'appel est possible, et doit être porté devant un tribunal de dernière instance, composé de trois marchands désignés de la même façon que le juge du marché.

La procédure est aussi simple que possible devant ces deux juridictions, qui statuent verbalement, et séance tenante, sans aucune forme.

Elles ont un rôle assez actif, car les difficultés de toutes sortes, qui peuvent s'élever sur les grands marchés argentins, sont nombreuses.

1. *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, 1927, n^{os} 4-6.

Mais cette institution, intéressante parce que voisine de juridictions très anciennes, et aujourd'hui presque partout disparues, est limitée au marché, et même à certaines seulement des difficultés nées sur le marché. La République Argentine n'a pas, pour la généralité des affaires commerciales, de magistrature consulaire.

Les procès commerciaux y sont soumis à des magistrats de carrière : ce sont des juges du tribunal de première instance qui les tranchent, mais ces juges sont spécialisés pour les affaires régies par le Code de Commerce et les lois commerciales.

II

Il n'y a plus guère à l'heure actuelle qu'en France et en Belgique, que l'on rencontre des tribunaux consulaires, composés exclusivement de commerçants,

C'est ce qui explique que plusieurs auteurs, hostiles à cette institution, aient cru pouvoir accuser ces deux pays de se montrer particulièrement retardataires, en refusant de supprimer les anciennes juridictions.

En Belgique ¹, on a beaucoup discuté sur le point de savoir si l'institution des tribunaux de commerce avait des racines profondes sur le territoire belge, ou si elle n'était, au contraire, qu'un produit de la domination française.

Il est incontestable, cependant, qu'il a existé depuis

1. Cf. Xavier Janne. Dans la *Vie Juridique des Peuples* (bibliothèque de droit contemporain, sous la direction de MM. Lévy-Ullmann et B. Mirkin-Guetzévitch, I. La Belgique, 1931, p. 327.

fort longtemps, dans plusieurs provinces, des juridictions spéciales dont on trouve des traces dans diverses coutumes, et, en particulier, dans celles d'Audenarde, de Grammont, de Nieuport et d'Alost.

On rencontrait, dans ces pays, des tribunaux nommés Hal-Heeren, composés de marchands ou d'artisans, qui n'étaient pas élus par leurs pairs, mais choisis par le Bourgmestre et les Echevins de la ville, et dont la compétence était très étroitement limitée, puisqu'elle s'étendait seulement à une corporation déterminée. Seuls les différends qui pouvaient s'élever entre les membres d'un même métier leur étaient soumis. C'étaient là bien plutôt des chambres disciplinaires de la corporation, que des tribunaux proprement dits.

En plein Moyen-Age, Anvers possédait une juridiction très particulière, qui siégeait à la Halle aux Draps, et qui avait pour mission de trancher tous les différends relatifs à la fabrication des étoffes de laine et à leur teinture.

Elle était exclusivement composée de gens du métier : doyens, essayeurs et anciens, mais son rôle était tout à fait limité.

Plus récemment, en 1703, un édit de Philippe V établit à Bruxelles, une chambre de commerce qui devait juger sommairement et à bref délai, comme à Anvers, les contestations relatives aux manufactures de drap et d'ouvrages de laine.

Si donc il paraît assez difficile de rattacher directement à ces petites juridictions éparses, et d'une aussi étroite compétence, les tribunaux de commerce tels qu'ils fonctionnent actuellement en Belgique, encore que des auteurs d'une autorité considérable admettent l'existence de ces

liens ¹, il est **en tout** cas certain que la création, lors de la conquête française, sur le territoire belge, de tribunaux de commerce tout à fait semblables à ceux de notre pays, ne constitue pas une innovation complète, comme le prétendent, en des termes à peine mesurés, certains polémistes belges :

« La juridiction consulaire, telle qu'elle existe actuellement dans notre pays est un legs de la conquête ; elle nous a été apportée et imposée par la Révolution française et elle rappelle ainsi les sombres jours de la domination étrangère. »

écrit H. de Nimal, avocat à Charleroi, dans son ouvrage sur les Tribunaux de Commerce.

Et ailleurs, cette affirmation tout à fait erronée, puisque nous avons montré que c'est d'abord en Italie que la juridiction commerciale est apparue :

« Les consuls sont une invention des rois français du ^{xvi}^e siècle, et cette magistrature a été primitivement entre leurs mains, non un levier pour le commerce, dont ces monarques se souciaient fort peu, mais un brandon de discorde qu'ils jetaient au sein des communes, pour les diviser et s'y créer des alliés. Le malheur des temps, à défaut de persuasion, fit franchir à l'institution, les frontières de la France : elle pénétra chez nous, en Hollande et en Espagne, et elle fût avec la liberté, l'égalité et la fraternité, le don de Joyeuse Entrée de nos nouveaux maîtres. »

Et pourtant, la juridiction commerciale était considérée en Belgique, comme une institution tout à fait fondamentale, puisque la Constitution Belge de 1831 confir-

1. Lyon-Caen. Annales de l'Ecole des Sciences Politiques, 1886 ; *De la juridiction commerciale en France et dans les principaux Etats.*

mait (comme les chartes françaises de 1814 et de 1830), dans son article 105 alinéa 2, le principe de ces tribunaux, en laissant au législateur le soin d'en déterminer et l'organisation et les pouvoirs.

Mais, dès 1832, des réformes étaient cependant réclamées par les tribunaux civils de Bruges, Bruxelles, Louvain, et Mons, qui s'adressèrent au Ministre de la Justice pour demander que soient radicalement supprimés les tribunaux de commerce.

Dans le projet d'organisation judiciaire de 1856, l'exposé des motifs contient la condamnation de l'institution, et propose de confier, au moins, la présidence du tribunal, à un magistrat civil.

En 1859, c'est le Barreau d'Anvers qui se lève tout entier pour réclamer énergiquement un changement de législation.

En 1860, le Procureur Général près la Cour de Gand consacre sa mercuriale de rentrée à l'examen de la question, et n'hésite pas à envisager l'abolition pure et simple des tribunaux de commerce et leur absorption par les tribunaux civils.

En 1867, plusieurs représentants demandent à la Chambre que ces juridictions soient supprimées ou au moins modifiées.

Enfin, vers 1885, s'ouvre une vaste polémique, dont on trouve l'essentiel dans deux ouvrages, souvent d'une rare violence : une petite brochure anonyme, intitulée « De la réorganisation de la justice consulaire », par un groupe d'avocats d'Anvers, et un livre plus important, déjà cité, « Les tribunaux de commerce », par H. de Nimal.

Le Barreau anversois était particulièrement mal disposé à l'égard des tribunaux de commerce, comme il l'avait déjà montré par ses protestations de 1859.

Il faut dire qu'il semble bien, à lire ces deux ouvrages, et surtout le premier, qu'il y avait à Anvers des raisons particulières pour faire juger défavorablement l'institution consulaire.

Il y avait à cette époque, en Belgique, des partis très nettement divisés et en lutte ouverte. A Anvers, le parti libéral et le parti catholique s'affrontaient constamment.

Cette lutte incessante entraînait ce fâcheux résultat, si l'on en croit la brochure des avocats d'Anvers, que les élections consulaires étaient dirigées beaucoup plus par des considérations d'ordre politique, que par des raisons d'intégrité et de compétence des candidats. Il en résultait alors, presque forcément, que les juges élus dans ces conditions, étaient préoccupés de faire triompher, même dans le domaine de la justice, les idées politiques de leurs électeurs.

Le tribunal de commerce d'Anvers, composé en majorité de juges libéraux, était accusé de prononcer plus facilement la faillite des commerçants catholiques que celle des libéraux et aussi de se laisser guider par les mêmes préventions dans le choix des experts, des arbitres-rapporteurs, et des curateurs de faillite (qui sont l'équivalent en Belgique de nos liquidateurs-syndics).

Ces griefs exposés, l'ouvrage des avocats d'Anvers concluait :

« Le tribunal de commerce devient un instrument politique, une espèce de forteresse libérale, un centre, un moyen d'action, d'où l'on distribue, selon les circonstances, les coups ou les faveurs. »

Et encore :

« Tel négociant préfère une transaction désastreuse au risque de soumettre un différend à l'appréciation de juges qu'il sait systématiquement hostiles. Tel autre

« n'ose plaider que contre un adversaire catholique, « croyant que, dans ces conditions seulement, la partie « est égale. »

Ces deux ouvrages, particulièrement violents (celui de Nimal porte en épigraphe « Delenda est Carthago »), ne doivent évidemment être considérés que comme des œuvres de polémique, sans prétention scientifique, mais ils traduisent cependant un malaise certain dans le milieu commerçant belge en général et anversois en particulier, qui nuisait considérablement à la sécurité des transactions.

Le petit nombre des commerçants qui se dérangeaient pour prendre part aux élections consulaires, et qui devenait chaque jour plus restreint ; la médiocre estime dans laquelle étaient tenues, par les commerçants les plus honorables, les fonctions judiciaires ; la création, enfin, à côté de la juridiction consulaire, de chambres arbitrales instituées par toutes les grandes branches du commerce anversois, autant de signes indéniables d'une crise judiciaire, fruit de l'intrusion de la politique dans un domaine qui doit toujours lui rester étranger.

Les réformes proposées échouèrent cependant, parce qu'on ne voulait pas faire disparaître une institution que l'on considérait comme faisant partie des principes constitutionnels du pays.

Les adversaires des tribunaux de commerce avaient pourtant proposé bien des subterfuges pour faire disparaître cette juridiction, sans porter atteinte à la Constitution. Cette dernière prévoit uniquement le principe des tribunaux de commerce, elle n'en fixe ni l'organisation, ni le nombre, ni le ressort ; elle laisse au gouvernement le soin de créer des tribunaux de commerce là où il le juge

utile. Il n'est donc nullement contraire à la Constitution, disait-on, de supprimer tout tribunal qui ne répond pas, d'une manière satisfaisante, au but pour lequel il a été créé. Il serait loisible au gouvernement de décider que nulle part la juridiction commerciale n'est véritablement utile, et par conséquent de supprimer toutes celles qui existent, toutes les affaires commerciales, dans tout le Royaume, devant ressortir aux tribunaux civils.

Les partisans d'une réforme moins radicale, qui ne voyaient d'inconvénients à la juridiction commerciale que parce qu'elle était uniquement composée de commerçants, faisaient, à leur tour, remarquer que la Constitution ne précisait pas ce que devraient être ces tribunaux de Commerce, dont elle préconisait la création partout où leur existence pourrait paraître utile, et qu'on resterait en parfait accord avec ses termes, si on attribuait la présidence de ces tribunaux à un magistrat du tribunal civil ou à un jurisconsulte, ou si on mélangeait dans une proportion quelconque l'élément judiciaire et l'élément consulaire dans les prétoires commerciaux.

Quelle que puisse être la valeur des arguments présentés au cours de la seconde moitié du dernier siècle, pour justifier une suppression ou une profonde réforme des tribunaux de commerce sans violer la Constitution, le gouvernement belge a pensé que l'esprit de la Constitution, à défaut de sa lettre, exigeait la création et le maintien, partout où la justice n'aurait pas à en souffrir anormalement, de tribunaux spéciaux aux commerçants, et organisés sur le modèle des tribunaux consulaires français, les seuls que l'on connût vraiment en Belgique, à cette époque.

Il paraît en effet difficile de considérer les justifications

et les accommodements proposés, autrement que comme très spécieux.

Pourquoi le Constituant Belge avait-il jugé bon d'inscrire, parmi les lois fondamentales du Royaume, le principe de la juridiction commerciale ?

Il semble bien qu'on ait vu, à cette époque, en Belgique, dans les tribunaux consulaires, une nouvelle organisation démocratique, fruit de la Révolution, qui devait être maintenue aussi énergiquement que possible, et bien protégée contre les entreprises d'un gouvernement qui pouvait devenir moins libéral.

Conception erronée, d'ailleurs, du principe de la juridiction commerciale, que toute son histoire en France dément formellement.

Cette juridiction, avantageuse sans doute pour la classe des commerçants, que la Révolution entendait favoriser, constituait cependant, à leur profit, un privilège d'une gravité exceptionnelle, puisqu'elle allait diamétralement à l'encontre de l'idée si neuve, et si chère aux hommes d'alors, l'égalité ; et cela dans un domaine où l'égalité devait paraître particulièrement précieuse à chaque citoyen.

Privilège resté debout cependant, parce qu'il ne profitait ni à la noblesse, ni au clergé, mais uniquement au tiers-état dont seuls, jusqu'alors, les membres pouvaient, sans déchoir, se livrer à l'exercice des professions commerciales.

Quoiqu'il en soit, le gouvernement belge, à tort ou à raison, a repoussé tous les projets de réforme ou de suppression, qui lui furent proposés en grand nombre, pour remédier aux inconvénients dont, presque partout, on se plaignait très vivement.

La juridiction consulaire subsiste donc en Belgique telle qu'elle avait été créée à l'imitation des tribunaux fran-

çais¹. Dans son fonctionnement pratique, elle s'écarte peu de la nôtre, dont elle s'est directement inspirée.

Pourtant certaines différences qui sont loin d'être négligeables, ont été introduites, soit dès l'abord, soit ultérieurement. Comme en France, la compétence territoriale du tribunal de commerce est limitée à l'arrondissement judiciaire, mais il arrive parfois qu'il y ait plusieurs de ces tribunaux dans le même arrondissement², c'est alors la loi qui crée ces juridictions, qui détermine également leur ressort. Beaucoup d'arrondissements ne possèdent aucun tribunal de commerce parce qu'on a jugé inutile d'en créer ; c'est alors le tribunal civil qui rend la justice commerciale, mais sa composition ordinaire est en ce cas, modifiée : c'est le « tribunal de première instance siégeant consulairement », suivant l'appellation officielle ; tribunal qui juge sans l'assistance du Ministère Public. Cette exclusion du Ministère Public se justifie assez mal d'ailleurs ; aucune bonne raison théorique ne peut en être fournie. Que les tribunaux consulaires n'en soient pas assistés, on le comprend assez facilement, si l'on songe que des juges non professionnels, généralement peu instruits du droit, se laisseraient trop facilement déterminer dans leurs sentences par un membre du Parquet dont l'influence deviendrait à coup sûr prépondérante, sans que, pourtant, il ait aucune responsabilité dans la rédaction des jugements.

L'institution purement consulaire est incompatible avec la présence du Ministère Public.

1. Constitution du 7 février 1831. — Loi sur l'Organisation judiciaire du 18 juin 1869.

2. Dans l'arrondissement de Bruges, par exemple, il existe un tribunal de commerce à Bruges et un tribunal à Ostende.

Mais lorsqu'il s'agit du tribunal civil siégeant consulairement, le même inconvénient n'est plus du tout à craindre, la présence du procureur ou d'un substitut ne risquerait pas d'entraver le libre arbitre de juges qui ont reçu la même formation qu'eux.

Il semble que ce soit plutôt par un souci d'uniformité qu'on ait voulu en Belgique, qu'en aucun cas, les procès commerciaux ne soient soumis au contrôle du Parquet.

La présence du Ministère Public aux audiences commerciales pourrait pourtant présenter une incontestable utilité : en matière de faillites, notamment, puisqu'en Belgique comme en France, la faillite ne peut frapper que les commerçants et que toutes les difficultés qui s'y rapportent sont de la compétence commerciale, le Ministère Public pourrait relever toutes sortes d'infractions constitutives de délits qui, en son absence, ont de grandes chances de rester sans répression.

On a craint, en Belgique, que si le tribunal de première instance siégeant consulairement, était assisté d'un ministère public, il y ait alors deux poids et deux mesures et que les justiciables se voient traiter différemment selon que le hasard les conduirait devant un tribunal de commerce ou devant un tribunal civil tenant audience commerciale. L'expérience française montre que ce danger n'est pas réellement à craindre, et qu'il n'y a pas de sérieuse différence entre les deux juridictions, même au point de vue des répercussions possibles sur la répression des délits que peuvent révéler les débats commerciaux.

Une autre particularité des tribunaux consulaires belges a été introduite par une réforme que l'ignorance des commerçants en matière juridique a rendue nécessaire.

Cette insuffisance de connaissances, que nous avons

déjà signalée, à propos de l'Espagne et de l'Italie, est un phénomène absolument général et fort explicable. C'est pourtant l'objection essentielle que l'on peut faire au principe même de la juridiction commerciale.

On avait pensé répondre à cette objection, en plaçant auprès de chaque tribunal une personne particulièrement compétente en droit, auprès de qui les juges pourraient trouver tous les conseils juridiques dont ils auraient besoin. C'est pourquoi on prit l'habitude, en Belgique, sans que cet usage soit consacré par aucun texte législatif, de toujours nommer un docteur en droit comme greffier auprès des tribunaux de commerce. Une loi du 11 mai 1910, consacra cet usage, en créant des « Conseillers Référendaires. »

Ces référendaires, nommés par arrêté royal, ont officiellement un double rôle ; celui de conseiller juridique, et celui de greffier près le tribunal de commerce ; ils sont chargés de la rédaction des jugements et ils participent à leur élaboration. Lorsque le tribunal est important, et divisé en plusieurs chambres, le Roi nomme, pour chacune des chambres, un Référendaire adjoint, qui doit remplir les mêmes conditions que le conseiller Référendaire titulaire, c'est-à-dire être âgé de plus de vingt-cinq ans, et posséder le titre de docteur en droit.

Le système paraît donner des résultats assez satisfaisants, bien que l'on puisse penser que le greffier d'un tribunal soit assez mal placé pour conseiller les magistrats auprès de qui il exerce sa charge.

L'institution, critiquable dans son principe, paraît pourtant ne pas avoir soulevé de sérieuses objections à l'application, surtout depuis 1910. Les « conseillers référendaires » sont choisis par le Roi de manière à offrir aux

justiciables, en même temps que toute la compétence juridique désirable, l'absolue indépendance, qui avait parfois fait défaut aux simples greffiers.

L'idée de rendre officielle la charge des Conseillers Référendaires, et d'entourer leur nomination de toutes les garanties, en particulier en appelant à cette fonction d'anciens avocats, paraît avoir été bonne. C'est peut-être même elle qui a sauvé la juridiction commerciale en Belgique d'une suppression ou d'une profonde réforme, en faisant disparaître une grande partie des défauts qui lui étaient reprochés.

Depuis la guerre, la violente polémique contre la juridiction commerciale, dirigée principalement par le barreau d'Anvers, est complètement tombée dans l'oubli. Les influences politiques si violemment dénoncées par M. Nimal, ont complètement cessé de se faire sentir.

Un grave abus qui ne pouvait être réprimé facilement autrefois et dont la justice commerciale souffrait très gravement, provenait de la liberté laissée aux greffiers des tribunaux de commerce de procéder à des arbitrages, ce qui risquait de compromettre l'indépendance de leurs avis.

On a remédié radicalement à cet abus en interdisant aux référendaires de procéder à aucun arbitrage¹. Mais il subsiste un autre abus dont se plaignent particulièrement les avocats anversois. On sait qu'il n'existe pas en Belgique, comme en France, ou au moins comme dans les grandes villes françaises, de liquidateurs-syndics ayant une existence officielle. En Belgique, ce sont les avocats qui assu-

1. Pour ne pas porter atteinte à des droits acquis, cette interdiction de procéder à des arbitrages rémunérés a été limitée aux référendaires admis au serment postérieurement au 31 décembre 1924.

ment les « curatelles » de faillite, et ces curatelles, au lieu d'être confiées à tour de rôle, sont attribuées beaucoup plus fréquemment à ceux qui ont su se faire apprécier soit d'un juge, soit d'un référendaire.

Cet abus ne porte peut-être pas directement préjudice aux justiciables, car les avocats qui sont choisis le plus souvent pour être curateurs peuvent être les plus compétents et les plus intègres, mais la dignité des Barreaux belges ne souffre pas moins de ce que leurs membres puissent être désignés comme curateurs de faillites.

Enfin, on se plaint aussi beaucoup que, lorsque le tribunal se compose surtout d'une certaine catégorie de marchands, il soit trop facilement porté à donner raison aux commerçants de la même branche ou de la même ville, plus volontiers qu'aux autres.

Beaucoup de justiciables remarquent, par exemple, que les capitaines de navires sont traités sans ménagements, lorsqu'ils sont jugés dans des chambres composées de négociants en grains ou autres marchands terriens et que, réciproquement, les réceptionnaires de marchandises en conflit avec l'armement sont défavorisés devant une chambre composée de courtiers en navires ou d'armateurs.

Ce grave inconvénient est plus sensible à Anvers qu'en aucune autre ville de Belgique, parce que les difficultés de toute nature que soulèvent les transports maritimes mettent aux prises, dans ce grand port, deux catégories de commerçants dont les intérêts sont, dans la plupart des cas, opposés : les armateurs et les courtiers en marchandises.

Pourtant il semble que, même à Anvers, il serait possible de supprimer ces abus en veillant à ce que les

chambres commerciales soient toutes composées de commerçants de diverses branches. On éviterait ainsi d'intempestives manifestations d'un esprit de corps des plus fâcheux.

Malgré ces critiques, malgré la lenteur d'une procédure qu'il faudrait très rapide, mais que l'encombrement des rôles dû à l'insuffisance du nombre des chambres commerciales dans les grandes villes, rend interminable ; malgré la création, en marge de la loi, de multiples et puissants organismes d'arbitrage (Chambres d'arbitrage pour grains et graines, pour bois, etc..., à Anvers) créés à l'image des juridictions commerciales, les douze tribunaux de commerce belges ont été maintenus, sans que leur organisation ait jamais fait l'objet de grands remaniements, sauf en ce qui concerne le choix des juges consulaires.

En cette dernière matière, des modifications importantes ont été introduites par la loi du 13 juin 1924, qui est venue abroger un bon nombre d'articles (35 à 51) de la loi fondamentale du 18 juin 1869 ¹. L'élection, tant des juges suppléants que des juges effectifs, se fait par ressort de tribunal de commerce, à la pluralité des voix des commerçants inscrits sur les listes électorales commerciales. Sont portés sur ces listes tous ceux qui, sans distinction de sexe, réunissent les conditions de l'électorat communal et qui, depuis deux ans, exercent le commerce dans le ressort du tribunal, ou y participent à la gestion d'une société commerciale ayant son principal établissement en Belgique ². L'exercice du commerce ou la participation à la

1. Sur le mode d'élection des juges consulaires, en Belgique, avant la loi de 1924, voir *Annuaire de Législation Etrangère*, 1885, p. 485.

2. Sur la loi du 13 juin 1924 (*Moniteur* du 15 juin 1924), voir *Annuaire de Législation Etrangère*, 1925, I, p. 22.

gestion d'une société commerciale, conditions exigées pour être électeur, sont constatés par l'inscription au Registre de Commerce, créé en Belgique par une loi du 30 mai 1924 (qui ne fût que tardivement publiée au « Moniteur » le 11 mai 1927).

Les listes électorales consulaires sont établies à la même époque que les listes communales et par les mêmes autorités, c'est-à-dire dans chaque ville par le collège du Bourgmestre et des Echevins.

Les conditions pour être éligible sont un peu plus strictes : sont éligibles comme juges effectifs ou suppléants, sans distinction de sexe, les Belges de naissance, ou les étrangers ayant obtenu la grande naturalisation, âgés de vingt-cinq ans accomplis, résidant habituellement dans le ressort du tribunal, et qui ont, durant cinq ans au moins, « avec honneur et distinction », exercé le commerce ou participé à la gestion d'une société commerciale ayant son principal établissement en Belgique.

L'élection, qui a lieu à la pluralité des voix, pourrait, au cas où ses opérations présenteraient de graves irrégularités, être annulée par la Cour d'Appel.

Le législateur belge, tout en adoptant le suffrage universel pour les élections consulaires, a cependant maintenu le système de l'article 7 du décret impérial du 6 octobre 1809 : les membres du tribunal de commerce, après leur élection, sont soumis à la formalité de l'institution royale, qui confère seule la qualité de magistrat. On assure ainsi le respect de l'article 99 de la Constitution, d'après lequel les juges sont nommés par le Roi, et on permet au gouvernement d'écarter ceux qui seraient indignes et, par exemple, ceux qui n'auraient pas exercé le commerce avec honneur et distinction.

Les présidents et vice-présidents sont choisis pour deux ans, parmi les juges effectifs âgés de vingt-sept ans au moins, par l'assemblée générale des juges du tribunal, à laquelle assistent les suppléants. Dans les tribunaux importants qui comportent plusieurs chambres, on procède, chaque année, au renouvellement de la moitié des mandats de président ou de vice-président, pour assurer plus de continuité dans le fonctionnement du tribunal. Tous les juges consulaires doivent prêter serment devant la Cour d'Appel, dans le ressort de laquelle se trouve leur tribunal. Le nombre de chambres est variable d'un tribunal à l'autre, selon l'importance commerciale de la ville où il siège ; il est fixé par les dispositions réglementaires de chaque tribunal, mais il peut être, soit d'office, soit sur injonction de la Cour d'Appel, constitué en une ou plusieurs chambres temporaires, si l'encombrement des chambres existantes l'exige.

L'organisation judiciaire belge a été, après la guerre, modifiée provisoirement par une loi du 25 octobre 1919, prorogée elle-même par une autre loi du 18 août 1928¹. Cette législation nouvelle introduit le régime du juge unique, concurremment avec le régime de trois juges. Il en résulte une certaine complication de fonctionnement des tribunaux de commerce, dont la composition n'est plus homogène, puisqu'elle comporte une ou plusieurs chambres normales à trois juges et une ou plusieurs chambres à juge unique, le nombre respectif de ces diverses chambres étant fixé par arrêté royal et les ajournements devant être, suivant les cas, donnés devant une chambre à trois juges, ou, au contraire, devant une chambre à juge unique.

1. Cf. X. Janne. *Op. cit.*, p. 329.

Quant à la procédure commerciale, elle est tout à fait analogue à celle que nous connaissons en France, avec un très petit nombre de particularités introduites par des lois postérieures au Code, ou provenant d'une interprétation différente donnée aux mêmes textes, dans les deux pays.

C'est ainsi que, nous l'avons déjà signalé, le tribunal civil statuant consulairement, ne comporte pas, en Belgique, la présence du Ministère Public, alors qu'en France on a estimé, bien que la loi soit exactement la même que la loi belge, que le tribunal civil devait être considéré comme indissociable et que, privé de son Ministère Public, il cesserait d'être une juridiction.

Une différence importante, qu'une modification récente de la législation française est venue faire disparaître, existait depuis 1891 : la compétence du Président du Tribunal de Commerce pour statuer en référé sur les matières commerciales avait en effet été reconnue par la loi belge du 26 décembre 1891, alors qu'en France il ne pouvait être statué en référé en matière commerciale, ni par le président du tribunal de commerce, ni même par le président du tribunal civil.

On s'est demandé quelquefois, en Belgique, pourquoi la loi n'avait pas permis de porter les causes commerciales en référé, plutôt devant le président du tribunal civil, qui est incontestablement mieux préparé qu'un juge consulaire à trancher, rapidement et seul, des questions parfois très délicates. Il semble bien qu'on ait redouté, en accordant au président du tribunal civil la connaissance des affaires commerciales en référé, une emprise du juge civil sur la juridiction commerciale, qui faisait l'objet, à cette époque, de violentes attaques. On n'a pas voulu risquer de compromettre l'œuvre de la loi de 1876, qui faisait un départ très

sévère entre les tribunaux d'exception et les tribunaux de première instance, et qui refusait à ces derniers la plénitude de juridiction.

Le nombre des référés commerciaux n'a d'ailleurs jamais été très considérable en Belgique. En 1903, 273 référés ont été introduits devant le président du tribunal de commerce de Bruxelles, 396 en 1912¹.

Les justiciables peuvent comparaître en personne devant les tribunaux de commerce belges. Ils peuvent aussi se faire représenter par un avocat, par un avoué ou par un mandataire agréé par le tribunal pour chaque affaire, mais il n'existe pas de corps de mandataires ou d'agréés près les tribunaux de commerce, ayant, comme en France, un caractère quasi officiel.

Le délai des assignations est de un jour franc, mais le président peut rendre une ordonnance abrégative de ce délai et même dispenser du délai de distance.

Tout acte d'ajournement, signifié à la requête d'un commerçant ou d'une société de commerce, lorsque l'action trouve sa cause dans un acte de commerce, doit, aux termes de la loi du 9 mars 1929, faire mention du numéro sous lequel le requérant est inscrit au registre du commerce; et, si le requérant n'était pas encore inscrit, sa demande serait irrecevable, à moins qu'il ne se fasse immatriculer au cours de l'instance.

Les mesures d'instruction qui peuvent être ordonnées ou autorisées par les tribunaux de commerce, sont exactement les mêmes que celles admises devant le tribunal de première instance, les enquêtes ayant lieu comme en matière sommaire, et le tribunal pouvant ordonner une

1. P. Duault. *Du référé dans les affaires de la compétence des tribunaux de commerce*. Thèse, Paris, 1919, p. 135.

enquête devant un juge commissaire, qui peut être aussi bien un juge suppléant qu'un juge effectif.

Un usage fréquent en Belgique, comme en France, et qui se fonde sur l'article 429 du Code de Procédure Civile, consiste à renvoyer les parties devant un arbitre rapporteur pour examen des comptes, pièces et registres. L'arbitre rapporteur a pour mission de concilier les parties, si faire se peut, et dans la négative, de dresser un rapport sur lequel le tribunal statuera ultérieurement.

Des expertises sont également très fréquemment ordonnées, et chaque tribunal possède à cet effet un répertoire d'experts officiellement agréés.

Enfin, alors que le Code de Procédure Civile interdisait aux tribunaux de commerce, en Belgique comme en France, de statuer sur les vérifications d'écriture et sur les inscriptions de faux, l'article 38 de la loi du 25 mars 1876 a permis aux tribunaux de commerce de statuer sur les vérifications des écritures privées, en réservant aux tribunaux civils la connaissance des inscriptions de faux.

Quant aux appels des jugements du tribunal de commerce, ils sont déferés à la Cour d'Appel, et ils sont instruits et jugés par elle suivant la procédure instituée pour l'appel des jugements rendus en matière sommaire.

Telle est actuellement, dans ses traits essentiels, l'organisation de la justice commerciale en Belgique, directement inspirée du système français dont elle ne diffère que sur des points de détail.

III

Avant de passer à l'étude de notre système français, le plus évolué, celui qui occupe le sommet de l'échelle

logique que nous avons considérée, il est intéressant de rappeler qu'avant la guerre, un autre très grand pays possédait quelques juridictions consulaires. Les grandes villes commerçantes de la Russie impériale avaient leur tribunal de commerce, dont l'institution remontait à la tsarine Elisabeth¹. Il n'y avait pourtant pas une réglementation unique des tribunaux de commerce. Chacun avait la sienne propre, et les juridictions de Saint-Pétersbourg et de Moscou étaient assez différentes des autres (Arkhangel, Odessa, Varsovie, Taganrog, Kertch et Kichenew). Partout, les présidents et vice-présidents étaient nommés « par ordre suprême », c'est-à-dire par le tsar, sur la présentation, par le ministre de la justice, de deux candidats pour chacun des sièges à pourvoir. A Saint-Pétersbourg et à Moscou, ces candidats, présentés par le ministre de la justice, n'étaient pas choisis par lui, ils étaient élus par une assemblée composée de délégués des deux premières guildes (on sait qu'en Russie les bourgeois étaient divisés en cinq classes, celle des marchands ou kouptsy formant la seconde, et se divisant elle-même en trois « guildes » suivant le chiffre de leur patente, et les artisans ou remeslenniki n'occupant que la quatrième classe des bourgeois). A cette assemblée électorale pouvaient également prendre part les commerçants étrangers patentés.

Dans les autres villes, les présidents et leurs adjoints étaient également nommés, par ordre suprême, sur la proposition du ministre de la justice, mais sans que les commerçants de la localité aient été, en principe, appelés à présenter des candidats.

1. Voir Jean Kapnist. *Code d'organisation judiciaire russe*, 1893.

Cependant, en fait, il existait en faveur de la plupart des villes un droit de présentation (à Odessa, Taganrog, Kertch, Kichenew).

Les conditions pour être éligible à la présidence ou à la vice-présidence étaient assez strictes, et cette exigence particulièrement sévère, était indispensable pour écarter les commerçants trop ignorants. Ne pouvaient être élus à ces fonctions que les négociants ayant fait des études juridiques supérieures et ayant occupé pendant deux ans au moins des fonctions judiciaires ou administratives, ces dernières ayant trait au commerce ; ou encore, ceux qui, n'ayant pas fait d'études supérieures de droit, avaient rempli ces fonctions judiciaires ou administratives pendant six mois au moins ; la durée de ces stages étant réduite de moitié pour les adjoints au président.

Pour être simplement juge au tribunal de commerce, il suffisait d'appartenir à la première guilde, sans autre condition, et même, à défaut d'un nombre suffisant de candidats dans la première guilde, il était permis d'en choisir dans la seconde, sans que cette dernière puisse fournir plus de la moitié des juges à nommer.

A Odessa, Taganrog, Kertch et Kichenew, les trois commerçants conseillers étaient élus pour quatre ans par les commerçants de la ville et confirmés par le gouverneur. A Arkhangel, les conseillers étaient au nombre de quatre, dont deux nommés par le gouverneur, et deux élus par les commerçants.

Ces tribunaux de commerce formaient, en Russie, le premier degré de la juridiction commerciale. L'appel de leurs décisions étant porté devant la Cour de Justice ; ils étaient cependant compétents en premier et dernier ressort pour toutes les affaires peu importantes (quand

l'intérêt du litige était inférieur à 3.000 roubles, à Moscou et à Saint-Pétersbourg, et à 1.500 roubles dans les autres villes). De plus, toutes les affaires soumises aux tribunaux de commerce pouvaient être tranchées par eux en dernier ressort, et quel que soit l'intérêt en jeu, lorsque les deux parties étaient d'accord pour ne pas porter l'affaire en appel, et en avaient averti le tribunal.

Tel était le système singulièrement compliqué et particulièrement hybride de la justice commerciale russe.

Ce mode d'organisation ne donnait pas d'excellents résultats, ce qui explique que la commission qui dirigeait les travaux relatifs à la réforme judiciaire en 1864 ne se soit pas montrée très favorable à leur maintien sous cette forme. Avant la guerre, un projet de loi avait été déposé, prévoyant la suppression de tous les tribunaux de commerce : toutes les affaires de leur compétence auraient été confiées aux tribunaux ordinaires, renforcés dans ces circonstances de commerçants élus, investis des mêmes prérogatives que celles dont ils jouissaient devant les tribunaux de commerce. En même temps, on prévoyait la simplification de la procédure, en vue d'accélérer la marche des affaires.

Ce projet de réforme, qui marquait bien la tendance générale, commune à l'Europe Centrale et Orientale, de l'évolution vers la juridiction mixte, n'a pas eu de suite, l'organisation judiciaire russe s'étant effondrée à la Révolution, pour laisser place à un tout autre système, organisé par des décrets de 1917 et 1918.

Il n'y a plus actuellement en U. R. S. S. de juridiction commerciale, bien que la liberté de certains commerces ait été rétablie par plusieurs décrets de 1921, après la fermeture des magasins municipalisés dont les stocks

s'étaient trouvés épuisés, sans qu'il fut possible de les renouveler.

Il n'existe qu'un tribunal populaire unique, comportant deux degrés : les tribunaux des juges populaires ruraux et urbains, et à l'échelon supérieur, les conseils des juges populaires, existant à raison d'un par gouvernement, avec bureau dans chaque « ouïezd ».

Ces conseils des Juges Populaires ont un double rôle : ils connaissent en appel des décisions des tribunaux populaires et, en première instance, dans des sessions spéciales, des procès civils importants. Depuis un arrêté pris le 25 août 1921, par le bureau du comité central exécutif, ils connaissent également des actions entre commerçants et industriels privés. Il existe un jury, même au civil, mais son importance est, en réalité, très faible. Quant aux juges, leur vénalité préoccupe les pouvoirs publics.

IV

Il n'y a donc plus aujourd'hui qu'en France et en Belgique qu'existent des tribunaux consulaires, composés exclusivement de commerçants élus. Dans ces deux pays, l'organisation de la juridiction commerciale, exactement la même au début du XIX^e siècle, a reçu des modifications qui n'ont pas été tout à fait identiques dans les deux pays voisins.

Le but de cette étude n'est pas d'envisager longuement l'histoire et le fonctionnement des tribunaux consulaires français ; ce travail a été excellemment fait par de nombreux auteurs¹. Il est pourtant indispensable d'examiner

1. Voir à ce sujet : Glasson. *Les Juges et Consuls des marchands*. — Nouguier. *Des Tribunaux de Commerce*. — J. Bédarride. *De la Juridic-*

le système français au même titre que les systèmes étrangers, pour avoir un tableau complet de la justice commerciale de la plupart des grands pays d'Europe et surtout, pour dégager des éléments de comparaison, et permettre de tirer d'utiles conclusions de l'étude descriptive qui a été faite jusqu'ici.

Il ne faut pas oublier non plus que, s'il est démontré que la France n'est pas le berceau de l'institution consulaire comme on l'a cru longtemps, c'est pourtant l'un des pays où la justice commerciale a des racines les plus anciennes et où elle est peut-être restée le plus longtemps sans recevoir de très graves modifications.

Enfin, il existe en France, et surtout à Paris, des particularités extrêmement intéressantes et caractéristiques, qu'il est indispensable de connaître et d'apprécier et qui n'ont pas du tout leur équivalent dans les législations étrangères.

Pour toutes ces raisons, on examinera rapidement et sans s'arrêter aux points d'histoire controversés, l'origine des tribunaux de commerce en France, leur évolution, leur organisation actuelle, en insistant plus particulièrement sur ce qui distingue nettement cette dernière des institutions étrangères analogues et, en particulier, des tribunaux de commerce belges.

Il faut remonter fort loin dans le cours de l'histoire, pour trouver les premières traces d'organisation judiciaire

tion Commerciale. — Genevois. *Histoire critique de la Juridiction consulaire.* Paris, 1867.

Et parmi les thèses : Lafage. *Tribunaux de Commerce en France*, 1885. — Morel. *Les Juridictions commerciales au moyen âge*, th. Paris, 1897. — Andrieu Delille. *Tribunaux de Commerce* (Leur histoire), th. Bordeaux, 1912. — Ch. Fedou. *Histoire de la Juridiction Consulaire en France*, th. Paris, 1914.

commerciale en France. Le premier monument qui en soit connu, est un édit de Philippe de Valois, en date du 6 août 1349, édit par lequel le Roi donnait aux gardes des foires de Champagne et de Brie, la connaissance des difficultés commerciales qui pouvaient prendre naissance à l'occasion de ces foires.

C'est surtout à Lyon, au ^{xv}^e siècle, qu'une véritable juridiction commerciale fût créée, qui prit rapidement une très grande importance. Sous les règnes de Charles VI et de Charles VII, avaient été créées à Lyon, de grandes foires annuelles qui étaient surveillées par des « gardes conservateurs ». Ces foires, extraordinairement importantes, voyaient accourir des marchands étrangers de toutes les parties de l'Europe :

« A Lyon, quatre fois par an, pendant vingt jours, les
« transactions étaient affranchies d'impôt, les monnaies
« étrangères avaient cours, les marchandises entraient
« et sortaient librement et se trouvaient placées sous la
« sauvegarde du Roi, les étrangers trouvaient dans la
« ville frontière asile et sécurité, ils étaient considérés,
« dans l'intérêt du commerce, comme des habitants et
« exemptés de la caution *judicatum solvi* ¹ ».

Les gardes conservateurs avaient, à Lyon, pendant la durée de ces foires une juridiction à la fois administrative, commerciale et criminelle. En 1462, un édit de Louis XI vint organiser une quatrième foire (il n'y en avait que trois jusqu'alors) et en attribua la juridiction au bailli de Mâcon, à charge de juger sommairement ces affaires,

1. Discours de M. Vincent, président du Tribunal de Commerce de Lyon, à la Conférence Générale des Présidents et Membres des Tribunaux de Commerce de France, le 11 juin 1932 (*Gazette du Palais* du 13 juin 1932).

comme le faisaient les gardes de Lyon. Dès l'année suivante, 1463, une ordonnance royale organisait officiellement la « Conservation des Privilèges et Foires de Lyon ».

Dépossédée de 1484 à 1494 de ses foires, transférées à Bourges, la ville de Lyon les vit revenir plus importantes encore que par le passé. Le Conservateur des Privilèges ayant acquis une importance considérable, les Lyonnais demandèrent, dès 1560, et obtinrent que deux notables commerçants lui soient adjoints comme assesseurs. La Conservation fût alors un véritable tribunal composé, en plus du Conservateur, du prévôt des marchands et des quatre échevins, membres de droit, de six juges marchands, dont deux nommés par le Roi et quatre par le Consulat.

Au xvi^e siècle, c'est aux marchands de Toulouse qu'Henri II permit d'élire chaque année « un prieur et deux consuls d'entre eux » pour connaître des affaires de commerce en première instance. En 1566, Rouen voit organiser pour ses affaires de commerce, une juridiction semblable¹. En novembre 1563, un édit célèbre, préparé par le Chancelier de l'Hospital, institua les juges consuls de Paris, ancêtres directs de notre grande juridiction commerciale parisienne. Ces juges de commerce étaient élus par une réunion de marchands.

Il semble bien, à lire le texte de cet édit, que la juridiction des juges consuls ait été créée à la demande même des marchands : « Sur la requête et remontrances à nous
« faites en notre conseil, de la part des marchands de
« notre bonne ville de Paris, et pour le bien public et
« abréviation de tous procez et différends entre mar-

1. Les tribunaux des marchands de Toulouse et de Rouen n'étaient pas des tribunaux de foires comme celui de Lyon, mais des tribunaux de Bourse.

« chands, qui doivent négocier ensemble de bonne foi, « sans être astreints aux subtilités des lois et ordonnances... »

L'ordonnance décidait que le Prévôt des marchands et les Echevins devaient nommer, en assemblée de cent notables bourgeois de Paris, cinq membres choisis dans cette assemblée ou pris parmi les marchands, nés dans le royaume, et habitant Paris.

Le premier d'entre eux était nommé « juge des marchands » et les quatre autres « Conseils ». Ils devaient prêter serment devant le prévôt des marchands et leurs fonctions, qui ne duraient qu'un an, ne pouvaient être renouvelées ; elles étaient entièrement gratuites ¹.

Les juges consuls tranchaient, en dernier ressort, toutes les affaires de commerce, pourvu que l'intérêt du litige n'excédât pas cinq cents livres ; s'il dépassait cette somme, l'appel était possible devant le Parlement de Paris.

En dehors de Lyon, Toulouse, Rouen, Paris, beaucoup d'autres villes commerçantes de France eurent par la suite leur juridiction commerciale : Angers, Auxerre, Bordeaux, Dieppe, Dijon, Orléans, Troyes. Malgré des différences dans les détails, toutes ces juridictions présentaient entre elles ce trait commun que les juges consuls étaient élus par les commerçants, ou au moins par les notables d'entre eux, sans que le Roi intervint en aucune manière, même pour donner l'investiture.

A Lyon, la compétence de la Conservation des Privilèges et Foires, qui avait été rattachée au Consulat, en 1655, par un édit de Louis XIV, était particulièrement étendue, en raison des usages des quatre grandes foires annuelles. Les billets et lettres de change souscrits à l'oc-

1. Les lettres patentes du xvi^e siècle sont les premières qui désignent les juges commerçants du nom de « consuls ».

casion de ces foires permettaient aux juges lyonnais d'attirer à leur barre tous ceux qui avaient trafiqué pendant les foires, abstraction faite de leur domicile ou de leur nationalité, sans qu'aucun délai supplémentaire fût nécessaire pour les ajournements d'étrangers. L'exécution des jugements de la Conservation était extraordinairement facilitée, puisqu'elle pouvait être poursuivie partout, sans aucune espèce de formalité, ni exequatur, et les sergents de la Conservation n'hésitaient pas à arrêter, même en territoire étranger, les débiteurs qui ne tenaient pas leurs engagements.

Comme à Paris, les sentences inférieures à 500 livres étaient exécutoires sur l'heure, sans appel, tandis qu'au-dessus de ce chiffre, elles pouvaient être portées en appel, devant le Parlement.

Non seulement la compétence territoriale de la Conservation de Lyon avait une étendue en quelque sorte illimitée, mais encore sa compétence était-elle très loin de se restreindre au strict domaine commercial. Le Tribunal jugeait lui-même tous les délits qui pouvaient se rattacher à des opérations commerciales : falsification des marchandises ou des monnaies, faillites, banqueroutes, etc... Aussi disait-on, dans le langage imagé de l'époque, que la Conservation de Lyon occupait « également les deux mains » de la justice, celle qui porte la balance pour rendre à « chacun son droit dans les procès civils et celle qui porte « l'espée pour chastier les meschans et combattre les « crimes. »

Cette compétence, qui paraît à notre époque extraordinairement étendue, n'était d'ailleurs pas aussi large pour tous les tribunaux de juges consuls en France. Le Consulat de Lyon devait sa fortune particulière aux

Grandes Foires, et ses magistrats n'en étaient pas peu fiers, comme le montre la réponse faite par le Consulat de Lyon, auquel les Consuls d'Arles avaient écrit pour demander des renseignements sur ses attributions judiciaires en matière commerciale, dans le désir où ils étaient de créer, eux aussi, de nouvelles juridictions consulaires :

« Quand nous vous ferions part de nos usages et de
« notre manière de procéder, tout cela vous serait inutile.
« Nous avons un style particulier pour la Conservation,
« nous y procédons comme dans les juridictions royales
« par le ministère des procureurs, nous faisons des décrets,
« nous connoissons en matière civile et criminelle de toutes
« celles de notre compétence, et la qualité de juges con-
« servateurs des privilèges de nos foires nous donne une
« étendue de juridiction sans limite. Vous voyés, Mes-
« sieurs, par ce petit détail, que vous ne sauriez vous
« conformer à ce qui se pratique dans notre juridiction,
« puisque la vostre est créée à l'instar des autres justices
« consulaires auxquelles vous prendrés la peine de vous
« adresser ».

Cette fierté était d'ailleurs fort légitime, si l'on en croit Savary :

« De tous les juges, gardiens et conservateurs de fran-
« chises de foires qui sont présentement en France, il n'y
« en a pas de plus célèbres que ceux de la ville de Lyon,
« ni dont les privilèges soient plus autorisés, la juridiction
« plus indépendante et plus étendue, et la réputation
« mieux établie, tant dehors que dedans le royaume ».

Dès la fin du ^{xvi}e siècle, le Roi de France s'était efforcé de réglementer un peu ces tribunaux de marchands, dont l'organisation et la compétence étaient si diverses. L'ordonnance de Blois de 1576 décidait que les juridictions

de marchands ne devaient être maintenues que dans les villes importantes et les capitales de provinces, et que, partout ailleurs, les affaires entre marchands seraient jugées par les tribunaux ordinaires, mais selon une procédure sommaire et sans faire plus de frais que devant les juges consuls.

Mais cette ordonnance rencontra de sérieuses résistances dans son application. Les Parlements de certaines villes qui n'avaient pas encore de juges consuls, craignant une concurrence qui leur retirerait une partie de leurs ressources, si ces juges venaient à être créés, dans leur ressort, en conformité de l'ordonnance de Blois, firent une violente opposition. Ce n'est guère qu'en 1673, qu'une législation uniforme pour tout le royaume put être introduite. L'ordonnance de 1673 sur le Commerce, le fameux Code Savary, rendit communes à tous les tribunaux consulaires du royaume les dispositions de l'Edit de 1563, instituant les juges-consuls de Paris. Quant aux contestations relatives au commerce maritime, elles relevaient depuis fort longtemps des Amirautés, c'est-à-dire des lieutenants de l'Amiral de France, dont il est fait mention, pour la première fois, en 1350. Ces tribunaux spéciaux, qui étaient loin d'exister dans toutes les villes maritimes, mais que l'on trouvait en Picardie, en Aquitaine, en Languedoc et en Provence, étaient remplacés, dans quelques localités, par des prud'hommes ou jurés de la mer, tandis qu'ailleurs leur compétence était dévolue aux tribunaux ordinaires.

La juridiction des Amirautés était à l'origine d'ordre plutôt disciplinaire, mais ces tribunaux n'avaient pas tardé à connaître « de toutes les affaires de la mer et dépendances, criminellement et civilement », ce n'est que pendant la courte période comprise entre les deux grandes

Ordonnances : celle de 1673 sur le commerce et celle de 1681 sur la Marine, que les Amirautés cessèrent de connaître des questions relatives au commerce de mer.

Quant aux faillites, ce n'étaient pas les tribunaux consulaires, mais les tribunaux ordinaires qui en connaissaient ¹.

On aurait pu croire que le privilège de juridiction dont les commerçants jouissaient ainsi depuis des siècles dans la plupart des villes importantes du Royaume (on comptait en France, d'après Jousse, 77 consulats), allait être aboli comme les autres par la Révolution de 1789 ² ; il n'en fût rien, et même bien au contraire, puisque les juges consulaires virent leur juridiction s'étendre, à la faveur de la suppression des Cours d'Amirauté, au droit maritime.

C'est que les commerçants réclamèrent instamment en 1789, la reconnaissance de leur privilège traditionnel d'être jugés par leurs pairs, et le maintien de cette juridiction consulaire qui leur offrait une procédure simple et économique, une exécution rapide et un jugement rendu par les personnes les mieux instruites des habitudes du commerce et des usages de chaque place.

En présence de ces réclamations, lorsque, le 27 mai 1790, la Constituante décida de supprimer les tribunaux d'exception, elle vota, cependant, et presque à l'unanimité, le « maintien des tribunaux particuliers pour le jugement des affaires de commerce tant de terre que de mer ».

Le décret du 16-24 août 1790 vint consacrer et préciser

1. En vain une déclaration royale du 10 juin 1715 attribua-t-elle la connaissance des faillites et banqueroutes aux tribunaux consulaires. L'opposition du Châtelet détermina le Roi à faire une exception en sa faveur jusqu'en 1739 où une nouvelle déclaration vint rendre la compétence en ces matières aux juges ordinaires.

2. Cf. Seligman. *La justice en France pendant la Révolution*, 1901.

cette situation, en disposant qu'il serait « établi un tribunal
« de commerce dans les villes où l'administration du départe-
« ment, jugeant ces établissements nécessaires, en forme-
« rait la demande, et que ce tribunal connaîtrait de toutes
« les affaires de commerce, tant de terre que de mer¹ ».

Jusqu'à la promulgation du nouveau code de commerce de 1807, ces tribunaux continuèrent à fonctionner de la même manière que sous l'Ancien Régime, l'appel de leurs décisions lorsqu'il était admis, étant déféré aux tribunaux de district, puis (après le 27 ventôse an VIII) aux tribunaux d'appel.

Une réforme fût cependant préparée, qui devait aboutir au Code de 1807, dont le projet fût soumis aux Cours, Tribunaux civils et de Commerce, ainsi qu'aux Chambres de Commerce. Cet examen provoqua des observations, en général favorables au maintien des juridictions commerciales, mais opposées à l'institution d'une juridiction spéciale pour les appels en matière commerciale.

Le nouveau Code détermina le ressort des tribunaux de commerce, limité normalement à l'arrondissement dans lequel chacun d'eux se trouve.

Chaque tribunal doit être composé d'un président, de juges et de juges suppléants, le nombre des juges titulaires devant être compris entre deux et huit, alors qu'auparavant il était uniformément de cinq, système beaucoup trop rigide, étant donné l'inégalité des arrondissements.

Pour l'élection des juges consulaires, le Code de 1807 revenait au système des notabilités, l'assemblée électorale devant être composée « principalement des chefs des mai-

1. Ce décret admet tous les négociants à concourir à l'élection des juges-consuls, alors que l'édit de 1563, généralisé par l'Ordonnance de 1673, n'y admettait que les notables.

« sons les plus anciennes et les plus recommandables par « la probité, l'esprit d'ordre et d'économie ». Selon le système impérial, c'était aux préfets qu'incombait le soin de dresser la liste des notabilités, qui devait être soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le président était nommé directement par les notables, et devait être choisi parmi les anciens juges, âgés d'au moins quarante ans ; les juges ne pouvaient eux-mêmes être choisis que parmi les commerçants ayant exercé pendant cinq ans « avec honneur et distinction ».

Les fonctions étaient gratuites et duraient deux ans, les juges consulaires n'étant rééligibles pour une seconde période de deux ans, qu'après un intervalle d'un an. On voulait éviter ainsi que les juges consulaires ne prissent un caractère de permanence, parce que, disait-on, « ils « sont et ne doivent être autre chose que des pairs appelés « temporairement à décider les contestations de leurs pairs. « L'institution serait altérée si la permanence des mêmes hommes sur le siège disposait le public à confondre leurs « fonctions avec les magistratures « civiles ¹ ».

En vue d'éviter les complications de procédure, le ministère des avoués était interdit devant le tribunal de commerce, comme par le passé. En fait, il continua d'exister, comme sous l'Ancien Régime, des mandataires spécialisés pour la défense devant les juridictions commerciales, et qu'on disait autrefois « agréés par Messieurs les Consuls pour porter la parole à l'audience », d'où le nom d'agréés qui leur est resté.

Une ancienne institution qui avait été abolie, était

1. Rapport fait au Corps Législatif par le tribun Gillet, l'un des orateurs chargés de présenter le vœu du Tribunal sur une partie du livre IV du Code de Commerce.

rétablie à Paris par le Code, c'étaient les Gardes du Commerce, chargés d'assurer l'exécution des jugements commerciaux par l'exercice de la contrainte par corps.

Le Code réglait enfin, en d'autres titres, la compétence commerciale, ainsi que la forme de procéder devant les Cours d'Appel¹, décidant à cet égard que les appels des jugements des tribunaux de commerce seraient instruits comme appels des jugements rendus en matière sommaire, et renvoyant pour la forme de procéder devant le tribunal, au Code de Procédure Civile.

Les modifications qui furent apportées par la suite à l'organisation des tribunaux de commerce ont surtout eu trait au mode de nomination des juges consulaires : les règles relatives à l'électorat consulaire en France reflétant les tendances successives des divers régimes politiques du XIX^e siècle.

Quant au principe lui-même de la juridiction consulaire, il continua à être considéré comme fondamental, puisque les deux Chartes de 1814 et de 1830 promettaient solennellement de conserver les tribunaux de Commerce.

La loi du 3 mars 1840 vint donner un peu plus de stabilité aux juges consulaires dont le mandat, jusqu'alors limité à deux ans et ne pouvant être renouvelé dès son expiration, s'était avéré beaucoup trop court. La loi permit aux présidents et juges sortant d'exercice, après deux années, d'être réélus sans interruption pour deux autres

1. Le projet de Code de Commerce de l'an XI comportait une institution particulière pour les appels des affaires de commerce : il aurait existé, dans chaque Cour d'Appel, une section commerciale dans laquelle trois commerçants auraient été admis. Cette partie du projet, comme celle qui envisageait la création d'avoués reconnus, ou d'un Commissaire du Gouvernement, ayant soulevé de nombreuses protestations de tous les corps auxquels le projet avait été soumis, fût finalement repoussée.

années, après lesquelles un délai d'un an était nécessaire, avant toute réélection. La loi élevait également de huit à quatorze, le nombre maximum des juges pouvant composer un tribunal de commerce.

Un décret du 28 août 1848 vint, passagèrement, mettre les règles relatives à l'élection des juges consulaires en accord avec les principes de la seconde République. Tout commerçant patenté depuis cinq ans et domicilié depuis deux ans dans le ressort du tribunal avait le droit de participer aux élections consulaires. Mais, dès le 2 mars 1852, un décret remit en vigueur toutes les dispositions antérieures.

Le pouvoir discrétionnaire rendu aux préfets ne tarda pas à soulever des plaintes et des critiques, qui devinrent plus vives à la fin du régime impérial, à tel point qu'une Commission du Corps Législatif avait été saisie de la question, et qu'une enquête extra parlementaire avait été commencée.

Aussi, pour faire droit à ces plaintes, la Délégation du Gouvernement de la Défense Nationale à Tours avait-elle, par décret du 17 octobre 1870, remis en vigueur la plupart des dispositions du décret du 28 août 1848.

L'Assemblée Nationale fût obligée d'abroger le décret de la Délégation de Tours, décret qui avait d'ailleurs introduit des innovations peu heureuses, telles que la participation aux élections consulaires de tous les patentés de l'arrondissement, c'est-à-dire aussi bien des avocats et des médecins que des commerçants.

Ce n'est que le 21 décembre 1871 qu'une loi vint abroger le décret impérial de 1852. Les « notabilités » sont supprimées, ou plutôt disparaît leur nom qui choquait les commerçants qui n'en faisaient pas partie. Mais le suffrage

universel est loin d'être rétabli. On estimait dangereux que tous les commerçants puissent, sans aucune garantie, participer à l'élection des magistrats consulaires. On reprend la formule de 1807, qui ne voulait voir parmi les électeurs que des commerçants recommandables par leur probité, leur esprit d'ordre et d'économie. Toutefois on ne veut plus laisser au préfet seul le soin de juger de la réunion de ces qualités, car on craint que des mobiles politiques ne viennent influencer sur l'établissement de la liste, et que l'électorat consulaire ne soit parfois une récompense à la disposition de l'administration préfectorale. Aussi est-ce à une commission qu'il appartiendra d'établir cette liste.

La commission devait dresser une liste d'électeurs portant un nombre de noms égal au dixième des commerçants inscrits à la patente, et sur laquelle devaient figurer, outre les commerçants choisis par la commission, les directeurs de compagnies anonymes de commerce, de finance et d'industrie, les agents de change, capitaines au long cours et maîtres de cabotage ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans et domiciliés depuis deux ans dans le ressort du tribunal.

Certaines exclusions qui, jusqu'alors, n'avaient fait l'objet que de circulaires ministérielles adressées aux préfets, étaient précisées dans la loi (d'une manière générale, étaient écartés de la liste tous ceux que la loi électorale privait du droit de voter aux élections législatives).

Pour être éligible aux fonctions de juge ou de suppléant, il fallait être âgé de trente ans et avoir exercé pendant cinq ans le commerce ou les professions assimilées par la loi. Pour pouvoir être nommé juge, il fallait, en outre,

avoir été suppléant, et le président ne pouvait être choisi que parmi les anciens juges.

L'élection était faite au scrutin individuel pour le président, au scrutin de liste pour les suppléants et les juges, en deux tours, la majorité absolue étant nécessaire au premier.

La loi du 8 décembre 1883, texte légal qui régit encore à l'heure actuelle, avec quelques retouches de détail, nos tribunaux de commerce, vint modifier le principe même de l'élection, en adoptant à nouveau le suffrage universel des commerçants, et en supprimant par conséquent la commission instituée en 1871 pour former la liste électorale.

La formation de la liste électorale n'est plus qu'une opération purement administrative, à laquelle procède le maire assisté de deux conseillers municipaux désignés par le Conseil. Une procédure de vérification et de rectification des listes, très simple, et facile à mettre en œuvre, est instituée.

La liste des personnes assimilées est encore augmentée par la loi, mais pour tous on exige la résidence depuis cinq années dans le ressort du tribunal.

La loi règlemente avec beaucoup plus de détails que par le passé, le mode suivant lequel les élections doivent être faites, ainsi que le contentieux électoral.

Depuis 1883, aucun des principes essentiels de l'organisation des tribunaux de commerce n'a été modifié ; seules quelques lois nouvelles sont venues depuis lors introduire quelques retouches de détail qu'il importe cependant de signaler pour avoir une vue d'ensemble de l'institution consulaire en France.

La loi du 18 juillet 1889 a supprimé le maximum fixé jusqu'alors à quatorze, des juges pouvant appartenir à un tribunal de commerce ; le minimum est toujours de

deux juges, mais il peut en être nommé, par décret, un nombre illimité, selon les besoins du service. Au Tribunal de la Seine, par exemple, il y a trente-six juges et trente-six suppléants, ce qui est pourtant à peine suffisant pour éviter l'encombrement des rôles ¹.

La loi du 23 janvier 1898 a élargi encore le corps électoral en y admettant les femmes lorsque, par ailleurs, elles remplissent toutes les conditions exigées pour pouvoir participer aux élections consulaires, mais elle leur refusait le droit d'être nommées juges.

Pour augmenter à nouveau la stabilité des magistrats consulaires, et leur permettre d'acquérir une plus grande expérience dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, le législateur a permis, par la loi du 17 juillet 1908, que les présidents et juges soient réélus sans interruption pour deux autres périodes de deux années chacune, après quoi un an d'intervalle est nécessaire avant qu'une réélection soit possible. Le président, dont on souhaite qu'il reste en charge assez longtemps, peut toujours, quelque soit le nombre de ses années de judicature, au moment où il a été nommé président, être réélu pour deux autres périodes de deux années chacune.

Quant à la liste des professions assimilées au commerce pour l'électorat, elle est légèrement complétée et modifiée par la loi du 19 mars 1926, qui accorde la qualité d'électeur consulaire aux pilotes lamaneurs réunissant cinq années d'exercice, ainsi qu'aux capitaines de la marine marchande

1. C'est le décret du 20 septembre 1920 qui fixe le nombre des juges du Tribunal de Commerce de la Seine : outre le président, vingt-neuf titulaires et vingt-neuf suppléants jusqu'au 1^{er} décembre 1921 ; trente-et-un jusqu'au 1^{er} décembre 1922 ; trente-trois depuis cette date. jusqu'au décret du 15 novembre 1930.

réunissant dix ans de navigation effectuée, en qualité d'officiers, depuis l'obtention de leur brevet, dûment constatée par les services de l'Inscription Maritime. Par contre, les capitaines au long cours et les capitaines du cabotage ne sont plus admis à voter que s'ils réunissent dix ans d'exercice au lieu de cinq.

Enfin, la dernière loi importante d'organisation judiciaire commerciale, est celle du 8 décembre 1931, l'une des toutes dernières conquêtes du féminisme. Reprenant et consacrant une proposition de loi de M. Louis Martin, déposée au Sénat une première fois en 1914 et à nouveau le 18 juin 1929 elle dispose : « sont éligibles aux tribunaux « de commerce les femmes commerçantes ou anciennes « commerçantes régulièrement inscrites sur les listes « électorales des tribunaux et chambres de commerce, et « qui satisfont aux conditions d'éligibilité imposées aux « hommes commerçants ou anciens commerçants » (la loi des 15-27 novembre 1908 accordait déjà aux femmes le droit d'être élues aux Conseils de Prud'hommes).

En matière de procédure, quelques modifications importantes aux règles posées par le Code de Procédure Civile, se sont révélées nécessaires, avec l'importance chaque jour plus grande, prise par certains tribunaux de commerce et surtout par celui de la Seine, et l'encombrement des rôles résultant de la multiplication des affaires commerciales. La procédure commerciale dont la principale qualité est d'être rapide, n'aurait pas tardé à devenir aussi lente que la procédure civile, si on n'avait eu recours à des mesures nouvelles et à une utilisation plus large des institutions prévues par le Code.

D'autres modifications ont encore été apportées pour répondre à divers besoins de la pratique.

L'article 423 du Code de Procédure Civile décidait, dans un but de célérité, que les étrangers demandeurs ne pouvaient être obligés, en matière de commerce, à verser la « cautio judicatum solvi ». Une loi du 5 mars 1897 a rétabli pourtant la possibilité d'exiger cette caution. En pratique, les ressortissants de la plupart des grands pays voisins de la France sont dispensés de la caution par des conventions particulières.

Dans un ordre d'idées différent, une loi du 13 juillet 1911, fort importante pour les avocats et les avoués, dispensa de procuration pour représenter leurs clients au tribunal de commerce, les avocats régulièrement inscrits à un Barreau, devant toutes les juridictions commerciales de France, et les avoués, devant le tribunal de leur ressort.

Une loi du 13 mars 1922 a modifié les délais d'ajournement, qui étaient alors uniformément d'un jour, comme aujourd'hui encore en Belgique. L'article 416 nouveau du Code de Procédure Civile prévoit pour les ajournements en matière commerciale, trois jours pour les défendeurs domiciliés dans le ressort du tribunal, huit jours si le domicile du défendeur est dans le département ou dans un département limitrophe, quinze jours pour le reste de la France continentale. Hors de France, les délais sont les mêmes qu'en matière civile.

Une très importante modification, réclamée depuis longtemps, a été apportée à la procédure commerciale par la loi du 11 mars 1924. Il n'existait en effet, jusqu'alors, aucun moyen d'obtenir des mesures urgentes et provisoires en matière commerciale. L'article 417 du Code de Procédure Civile permettait bien au Président du tribunal, dans les cas qui requièrent célérité, d'autoriser à assigner même de jour à jour et d'heure à heure, mais ce

mode de procédure était très peu utilisé, parce que d'une application difficile. D'autre part, il s'agissait de décisions au fond, donc impossibles à obtenir immédiatement. Ce qui était nécessaire c'était une procédure analogue au référé, permettant de solliciter du président, dans un délai très bref, une mesure urgente ne faisant pas grief au fond.

Or, aucun texte ne permettait au Président du Tribunal de Commerce de rendre des ordonnances de référés en matière commerciale et la jurisprudence refusait au Président du Tribunal Civil la connaissance en référé des affaires commerciales, bien que l'article 806 du Code de Procédure Civile ne fit aucune restriction à cet égard.

Pour hâter la solution des litiges urgents, on avait bien eu recours à divers procédés extra-légaux, mais aucun ne donnait la même satisfaction que l'excellente procédure du référé civil. C'est ainsi qu'en 1890, le président Guillotin imagina la « mise en délibéré immédiat ». Si les parties sont présentes à la première audience et si elles sont d'accord pour l'admettre, elles peuvent se voir renvoyer devant un juge qui siège en permanence dans son cabinet et qui procédera à une tentative de conciliation. Malheureusement cette « mise en délibéré immédiat » était d'une application peu pratique parce qu'elle exigeait, au moins à l'origine, la comparution personnelle des parties et qu'en tout cas, il était nécessaire que toutes les parties soient d'accord pour l'accepter, ce qui la rendait illusoire toutes les fois qu'un défendeur désirait gagner du temps.

C'est sans doute ce qui explique son faible succès auprès des justiciables. En 1893, il n'y eût, devant le Tribunal de la Seine, que 140 affaires mises en délibéré immédiat.

Plusieurs auteurs demandaient que l'on permit au Président du Tribunal de Commerce de rendre des ordon-

nances de référés à l'imitation de ce qui se faisait en Belgique depuis la loi du 26 décembre 1891. D'autres, craignant que les magistrats consulaires ne soient pas suffisamment préparés à la tâche particulièrement délicate qui incombe à un président d'audience de référés, souhaitent qu'il fût permis au Président du Tribunal Civil de statuer en référé, même en matière commerciale ¹.

Ces auteurs soutenaient même que les textes du Code de Procédure Civile ne s'opposaient nullement à ce que le Président du Tribunal Civil statuât en référé, sur des questions commerciales. La jurisprudence n'avait pas cru devoir se ranger à leur avis pourtant très motivé.

La loi du 31 juillet 1913, modifiant l'article 3 de la loi du 17 mars 1909, sur le fonds de commerce, pût faire croire un instant que le législateur allait créer ce que la jurisprudence se refusait à admettre. Elle permettait, en effet, de demander au Président du Tribunal Civil, statuant en référé, soit le cantonnement, soit la mainlevée des oppositions formées, en vertu de la loi de 1909 sur le prix de vente des fonds de commerce.

Mais le législateur estima ne pas devoir aller plus loin dans cette voie, craignant sans doute de compliquer encore les questions de compétence « *ratione materiae* » en donnant au président du Tribunal Civil, juge des référés, la connaissance d'affaires qui, au fond, ressortissent à la juridiction commerciale.

La loi du 11 mars 1924, faisant suite à un projet de loi de 1915, et à une proposition de M. Poulle de 1919,

1. Cette idée est très complètement étudiée, avec une analyse très juridique des textes et appuyée d'un grand nombre d'arguments dans la thèse de M. P. Duault. *Du référé dans les affaires de la compétence des Tribunaux de Commerce*. Thèse Paris, 1919.

ajouta deux nouveaux alinéas, d'une extrême importance, à l'article 417 du Code de Procédure Civile :

« Le Président du Tribunal de Commerce ou le juge
« qui le remplace pourra être saisi, par la voie du référé,
« dans tous les cas d'urgence, à la condition qu'ils rentrent
« dans la compétence des Tribunaux de Commerce... »

« Les articles 807 à 841 du Code de Procédure Civile
« sont applicables aux référés en matière commerciale ».

Depuis lors, il existe donc, au Tribunal de Commerce, une procédure de référé tout à fait analogue à celle existant au Tribunal Civil : procédure contentieuse, expéditive, supposant un débat contradictoire et une instance liée par un ajournement ou une mise en demeure de comparaître devant le juge. Les mesures qui peuvent être ordonnées ne sont que provisoires, elles laissent le fond en état, le juge statuant sans préjudicier au principal. Les ordonnances ne sont pas susceptibles d'opposition, et elles sont de plein droit exécutoires par provision et sans caution. En cas de nécessité, le président peut même ordonner l'exécution sur minute. L'appel est possible si la valeur du litige excède 1.500 francs ou est indéterminée, et le délai pour faire appel est de quinze jours seulement.

Les cas où le référé est possible en matière commerciale sont nombreux : nomination d'administrateurs de fonds, de séquestres de marchandises, d'experts en matière d'accidents, d'administrateurs provisoires de sociétés, etc...¹, aussi cette nouvelle procédure a-t-elle eu un plein succès, surtout au Tribunal de la Seine. En 1924, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 mars, il y a eu 1116 référés ; 1.600 en 1925 ; 1.695 en 1926 ; 1.597 en 1929 et 2.006 en

1. Voir à ce sujet le commentaire de la loi du 20 mars 1924 dans les *Lois nouvelles*, 1924, 3, 278 et 55.

1930. Cette progression montre bien que la création du référé commercial répondait à un véritable besoin des justiciables.

Enfin, la loi du 31 décembre 1925, en ajoutant un nouvel alinéa à l'article 631 du Code de Commerce, a reconnu la validité de la clause compromissoire en matière commerciale, clause qui jusqu'alors était considérée comme nulle entre Français par application de l'article 1.006 du Code de Procédure Civile, sauf en matière d'assurances maritimes.

Un protocole signé à Genève le 24 septembre 1923, à la suite des travaux du Comité économique de la Société des Nations, reconnaissait déjà la validité des clauses compromissoires insérées dans les contrats passés entre parties soumises respectivement à la juridiction d'États contractants différents ¹.

Depuis la loi de 1925 « les parties pourront, au moment « où elles contractent, convenir de soumettre à des arbitres « les contestations énumérées à l'article 631 du Code de « Commerce, lorsqu'elles viendront à se produire ».

L'arbitrage ainsi autorisé par la loi de 1925, dont le rapporteur devant le Sénat disait que « c'est la compétence « des juges, c'est l'économie des frais, c'est la rapidité et « le caractère confidentiel des sentences » n'a pas eu encore, en France, la même fortune que dans certains pays étrangers, et en particulier qu'en Angleterre, où existent de puissantes chambres arbitrales qui font aux Tribunaux une concurrence des plus sérieuses ².

Pour être complet, il faudrait encore étudier diverses institutions accessoires à la justice commerciale, tantôt

1. *Revue de droit international privé*, 1924, p. 26.

2. Voir *infra*, chapitre ix.

prévues par le Code et tantôt, au contraire, créées de toutes pièces par les Tribunaux eux-mêmes.

C'est ainsi, par exemple, que les mesures d'instruction dont disposent les magistrats de nos Tribunaux des grandes villes sont très nombreuses. L'enquête proprement dite, nous l'avons vu, est conduite comme en matière sommaire, c'est-à-dire en audience publique devant le Tribunal entier, et sans qu'il soit dressé de procès-verbal détaillé des dépositions, à moins que le jugement soit susceptible d'appel. L'affaire peut encore être mise « au délibéré d'un juge », c'est-à-dire renvoyée devant l'un des juges du Tribunal qui convoque les parties à son cabinet, les entend en leurs explications, s'efforce de les concilier et dresse un rapport d'après lequel le Tribunal statue en audience publique. Cette pratique, qui n'est pas prévue par la loi, n'existe que devant certains tribunaux. Elle est d'un usage très courant devant certains d'entre eux, notamment au Tribunal de la Seine.

L'affaire peut aussi être renvoyée devant diverses catégories d'arbitres ou d'experts. S'il y a des pièces à examiner et, en particulier de la comptabilité, on renvoie très fréquemment devant des arbitres-rapporteurs ¹.

Ces arbitres rapporteurs ont une origine très ancienne puisqu'ils existaient déjà au ^{xvii}e siècle, sous le nom de « Conseillers aux Consuls » ou de « Conseillers en la Chambre Consulaire ».

Ces conseillers, qui étaient nommés par les principaux corps de marchands, constituaient, auprès de chaque Tribunal de Commerce, un véritable corps d'arbitres-rapporteurs, auxquels étaient fréquemment soumises

1. Louis Pinta. *Les arbitres-rapporteurs près les Tribunaux de Commerce*, thèse Paris, 1905.

les affaires, lorsqu'un examen de pièces paraissait nécessaire.

L'ordonnance de 1667 continua à permettre aux juges consulaires de renvoyer ainsi devant des arbitres dont elle précise le rôle :

« Pourront néanmoins les juges-consuls, s'il est nécessaire de voir les pièces, nommer en présence des parties ou de ceux qui seront chargés de leur mémoire, un des anciens consuls ou autre marchand non suspect, pour les examiner et, sur son rapport, donner sentence qui sera prononcée dans la prochaine audience ».

Le renvoi devant ces arbitres donnait toute satisfaction, ainsi que le tribun Perin le constatait au Corps Législatif :

« L'utilité de cette espèce de tribunal de famille se fait mieux sentir qu'elle ne peut s'expliquer et, s'il n'en résulte pas une heureuse conciliation, du moins l'avis de ces arbitres aura-t-il l'avantage de réduire les débats à leurs véritables termes, et d'en faciliter la décision pour ceux à qui seuls la loi l'a confiée ¹ ».

Aussi cette mesure d'instruction a-t-elle été conservée par le Code de Procédure Civile (art. 429) et le nombre des arbitrages s'est-il considérablement accru depuis lors.

Il existe plusieurs catégories d'arbitres-rapporteurs : arbitres-contentieux, arbitres-comptables, arbitres-spécialistes...

Ces arbitres figurent sur une liste révisée chaque année par une commission du Tribunal de Commerce. Ils sont choisis d'ordinaire parmi les anciens secrétaires d'agréés, sans qu'aucun diplôme soit exigé d'eux. Ils sont disciplinairement soumis à la surveillance du tribunal.

1. Locré. *Législation Civile et Commerciale de la France*, t. XXI p. 638.

Le rôle des arbitres-rapporteurs est d'entendre les parties, d'examiner les pièces, documents, etc..., de tenter de concilier les parties et enfin de dresser un rapport.

Lorsque le rapport est déposé, la partie la plus diligente assigne l'autre en ouverture de rapport, et l'affaire revient en audience publique, le Tribunal se bornant souvent à entériner purement et simplement le rapport de l'arbitre.

Les arbitres-rapporteurs sont salariés et leurs honoraires, taxés par le Tribunal, entrent dans les dépens liquidés.

Le Tribunal peut encore renvoyer devant des arbitres commerçants non salariés ; il le fait très rarement, parce qu'il est assez difficile d'obtenir de commerçants, très occupés par ailleurs, qu'ils procèdent à des arbitrages avec autant de soin et de rapidité que les arbitres-rapporteurs, aussi peut-on considérer l'institution des arbitres commerçants comme complètement abandonnée (Au Tribunal Civil de la Seine, sur 11.098 renvois devant arbitres en 1902, 57 seulement devant des arbitres-commerçants).

Par contre, jusqu'en 1875, on renvoyait très fréquemment devant des syndicats professionnels, qui procédaient exactement comme les arbitres et déposaient des rapports pour lesquels ils ne demandaient pas d'honoraires. Mais une circulaire du 6 janvier 1875 interdit cette pratique comme contraire à la lettre de l'article 429 du Code de Procédure Civile, le renvoi devant avoir lieu devant un commerçant et non devant une commission de commerçants.

La loi de 1884 sur les syndicats professionnels vint disposer que « les syndicats professionnels pourraient être consultés sur tous les différends et sur toutes les questions « se rattachant à leur spécialité ».

La jurisprudence en a déduit la possibilité pour ces syndicats de remplir les fonctions d'arbitres-rapporteurs. Ils ne rédigent pas un « rapport » mais émettent un « avis ». Leur intervention est gratuite, ou fait l'objet d'une très faible perception pour couvrir les frais que l'organisation entraîne.

On a beaucoup critiqué l'abus qui était fait du renvoi devant arbitre, reprochant aux magistrats consulaires de se décharger de la décision sur un arbitre rapporteur, toutes les fois qu'une difficulté de fait ou même de droit se présentait. On a dit qu'ils abdiquaient leur pouvoir juridictionnel aux mains des arbitres, sans se préoccuper des frais élevés qu'entraînait cette pratique.

La suppression des arbitres-rapporteurs a été souvent demandée ; en particulier par la Commission extra-parlementaire de 1866, chargée de préparer un projet de révision du Code de Procédure Civile (Rapport Greffier), en 1888 (Projet Cruppi), et par une proposition de loi de M. de Boury, déposée à la Chambre des Députés en novembre 1911.

L'institution a cependant été maintenue, et on a continué à en abuser. Il serait pourtant fâcheux de la supprimer, car elle offre des avantages incontestables en déchargeant les magistrats d'une besogne longue et absorbante d'examen de documents, de pièces et de comptes, et en aboutissant fréquemment à des conciliations (dans 35 p. 100 des cas environ). Mais il serait bon de ne renvoyer devant arbitre que lorsque l'affaire l'exige vraiment, et, pour s'en assurer, il faudrait la soumettre à l'examen préalable d'un juge qui apprécierait si l'affaire doit être renvoyée devant arbitre et, dans l'affirmative préciserait les points sur lesquels les recherches de l'arbitre devraient porter.

Au Tribunal de la Seine, chacune des parties peut s'opposer au renvoi, qui est ordonné d'office seulement lorsque des débats contradictoires ont démontré que la complexité de l'affaire rend nécessaire l'intervention de l'arbitre-rapporteur.

Les renvois devant experts sont nombreux aussi, le rôle de ces derniers étant, théoriquement, du moins, différent de celui de l'arbitre; l'expert n'est pas spécialement chargé de concilier les parties, il ne devrait même pas, en principe, être chargé de donner son avis sur l'ensemble du litige, mais seulement procéder à certains examens techniques.

En réalité, la mission donnée aux experts est la plupart du temps très large; elle prévoit qu'ils devront s'efforcer de concilier les parties, si faire se peut, et leur permet de se comporter véritablement en arbitres-rapporteurs.

Il existe encore, auprès des Tribunaux de Commerce, diverses catégories d'auxiliaires de la Justice : les agréés qui, nous l'avons vu, existaient déjà sous l'Ancien Régime, sont des mandataires judiciaires des parties. On ne les trouve qu'auprès des Tribunaux importants, où ils forment, sous la surveillance du Tribunal, une compagnie officieuse, ayant des règles propres. Ce ne sont pourtant pas des officiers ministériels et ils ne jouissent d'aucun monopole.

A côté d'eux, le Tribunal de la Seine, reconnaît l'existence de « mandataires » attitrés, suivant régulièrement les audiences, mais qui ne jouissent d'aucun privilège.

Enfin on trouve encore auprès des Tribunaux importants des liquidateurs judiciaires syndics de faillites, et des administrateurs-liquidateurs de sociétés.

Telle est, rapidement examinée, l'organisation de nos Tribunaux de Commerce français, qui constituent la forme

la plus complète et la plus originale de la justice commerciale que nous ayons rencontrée.

Le Tribunal de Commerce français, et celui de la Seine en particulier, sont des institutions extrêmement importantes, très remarquables par la quantité considérable d'affaires qu'elles tranchent, par la variété des moyens dont elles disposent pour amener une affaire à bonne fin, par le nombre, la compétence et la spécialisation de leurs auxiliaires.

CHAPITRE VII

Appréciation critique des divers systèmes.

Après avoir examiné les solutions pratiques que la plupart des grands États ont cru devoir donner au problème de la justice commerciale, après avoir vu dans quelles conditions, et pour quels motifs, certains d'entre eux ont été amenés à modifier, parfois radicalement, leur organisation judiciaire commerciale ; après avoir examiné aussi l'origine historique des Tribunaux de Commerce, qui seule, peut-être, en explique la persistance, il reste à apprécier la valeur de ces institutions, à rechercher si elles répondent bien aux besoins et du commerce et de la justice, à se demander enfin, si certaines de ces formes doivent être préférées aux autres, ou s'il faut toutes les rejeter.

Le problème est délicat, parce qu'il met en jeu des intérêts privés, qu'il touche à des privilèges jalousement défendus, et qu'il peut être envisagé sous des angles divers.

Sous son aspect purement théorique, la seule question qu'il pose est de savoir si la différence de nature entre les procès civils et les procès commerciaux nécessite la création de juridictions distinctes.

Mais on doit aussi se demander si, lorsqu'un pays donné, la France, par exemple, possède depuis des siècles une

organisation judiciaire commerciale, il y a lieu de supprimer cette dernière ou de la modifier.

La manière la plus fructueuse de diriger cette étude critique paraît être de rechercher d'abord si, abstraction faite des considérations historiques, une juridiction commerciale est nécessaire ou tout au moins utile et, dans l'affirmative, quelle forme il conviendrait d'adopter.

On se demandera ensuite dans quelle mesure il y a lieu de tenir compte de l'Histoire et des traditions.

Et d'abord, comment peut-on avoir l'idée de créer une juridiction particulière pour les litiges commerciaux ? Y a-t-il donc, entre les difficultés commerciales et les difficultés ordinaires, une différence de nature ? Assurément non, puisque, on l'a vu au cours des chapitres qui précèdent, il existe des pays qui ne connaissent aucune législation particulière à une certaine catégorie de transactions. Il est très facile de voir que la distinction, là où elle existe, entre justice civile et justice commerciale, est un produit de l'histoire et ne tient nullement au fond des choses.

Cependant, personne ne peut nier que l'exercice du commerce exige une particulière célérité dans les transactions, que les commerçants s'accommodent très mal de la complication des formes, que l'incertitude d'une situation, même si finalement elle doit se dénouer favorablement pour eux, leur cause le plus grave préjudice.

Un procès dont la solution tarde c'est, pour le négociant, un capital improductif, c'est sa comptabilité troublée, ce sont surtout ses échéances compromises, et par répercussion, non seulement les siennes, mais aussi celles de ses fournisseurs, des autres commerçants avec qui il a traité.

Il ne faudrait pas que, par suite de la lenteur de l'appar-

reil judiciaire, des marchandises se trouvent immobilisées, déperissent ou se démodent.

La première qualité que doit donc avoir la justice commerciale, pour ne pas être plus nuisible qu'utile, c'est la rapidité. Même si cette rapidité devait dans quelques cas, entraîner des erreurs, le commerce entier y trouverait cependant un avantage, parce que le temps est, pour lui, un facteur prépondérant.

Dans les domaines juridiques étrangers au commerce, il n'en va plus de même. Lorsqu'il s'élève des difficultés sur les questions de l'état de personnes, sur le droit de propriété, sur les successions, etc..., il s'agit, d'ordinaire, de difficultés juridiques très délicates qui peuvent avoir des répercussions graves sur la vie même de la Société. Il est indispensable que le jugement ne soit rendu que par un juge qui a pu disposer à loisir de tous les moyens d'investigation, et dont la décision parfaitement motivée, en fait comme un droit, s'impose à tous les esprits. Il faut une jurisprudence impeccable et constante.

Or, ces qualités, l'expérience le prouve, ne sont guère conciliables avec la rapidité. La lenteur de la justice, pourvu qu'elle ne soit pas manifestement exagérée, et qu'elle ne soit pas dûe à des mesures vexatoires ou à des procédés dilatoires, est une condition de sa bonne administration.

Voilà donc une différenec essentielle qui doit exister entre la procédure civile et la procédure commerciale : l'une se hâtant lentement vers une solution absolument incontestable, tenant compte de toutes les circonstances de fait, appréciées selon des principes de droit précis et fixes, l'autre assurant rapidement les situations nettes dont le commerce a le plus grand besoin.

Montesquieu déjà, soulignait parfaitement cette différence essentielle, lorsqu'il écrivait dans l'*Esprit des Loix*¹ :

« Les affaires du commerce sont très peu susceptibles
« de formalités ; ce sont des actions de chaque jour, que
« d'autres de même nature doivent suivre chaque jour ;
« il faut donc qu'elles pusissent être décidées chaque jour.
« Il en est autrement des actions de la vie qui influent
« beaucoup sur l'avenir, mais qui arrivent rarement. On
« ne se marie guère qu'une fois ; on ne fait pas tous les
« jours des donations ou des testaments ; on n'est majeur
« qu'une fois ».

Et Montesquieu de rappeler, pour bien montrer que cette rapidité de la procédure commerciale avait toujours préoccupé les esprits juridiques, que Xénophon, au livre des Revenus, voulait qu'on donnât des récompenses à ceux des préfets du commerce qui expédiaient les affaires le plus rapidement.

De pair avec la rapidité, doit aller la simplicité. Les commerçants, et ce d'autant plus que leurs affaires sont plus prospères et qu'ils sont plus occupés, n'ont pas le temps d'étudier en détail le droit et la procédure. La pratique commerciale ne saurait s'accommoder de certaines subtilités auxquelles se complaisent les juristes, subtilités qui peuvent avoir leur valeur, mais dont le sens et la portée échappent parfois aux négociants.

Comment pourrait-on d'ailleurs assurer la rapidité autrement que par la simplification des formes, rejetant tout ce qui n'est pas strictement indispensable, toutes les formalités qui ont, sans doute, pour but de procurer quelques garanties nouvelles, d'assurer quelques moyens

1. *Esprit des Loix*, livre XV, chap. XVIII.

d'investigations supplémentaires, mais cela au prix d'une perte de temps considérable.

La procédure commerciale doit aussi être économique. Elle le peut, puisqu'elle doit être simple, puisqu'elle doit être rapide. Elle ne doit mettre en mouvement ni un nombreux personnel judiciaire, ni de multiples auxiliaires de la justice. Il s'élève très fréquemment de petits différends entre commerçants, qui portent sur un faible intérêt, mais qu'il faut pourtant faire trancher par un juge, parce que chacun est très jaloux de son point de vue, et se trouve dans l'obligation de ne pas faire certaines concessions qu'il devrait ensuite renouveler et étendre. Il ne faut donc pas que des frais de justice élevés paralysent l'action judiciaire et déterminent le commerçant lésé à renoncer à faire reconnaître son droit.

Ce n'est pas à dire, certes, que la procédure civile puisse être onéreuse sans inconvénient grave. C'est au contraire aujourd'hui un principe essentiel que la justice doit être à la portée de tout le monde ; mais, tout de même, il n'est pas mauvais que, parfois, la perspective de frais élevés à supporter incline le plaideur à la conciliation. Les procès civils sont chose grave, qui engagent souvent l'honneur même des plaideurs, et qui, trop souvent aussi, procèdent d'un esprit de malveillance ou de pure chicane. Il est malheureusement trop évident que la gratuité de la justice aurait pour conséquence la multiplication des procès.

En Angleterre, où la justice est hors de prix, puisqu'on prétend que pour y plaider, il faut être millionnaire, fou ou en faillite, les procès sont bien moins fréquents qu'en France.

En matière commerciale, le même danger est beaucoup moins à craindre. Les commerçants ont l'esprit des affaires,

ils sont d'ailleurs rarement chicaniers, peut-être parce qu'ils n'en ont pas le temps et parce qu'ils ne tarderaient pas à se discréditer s'ils se montraient trop processifs. Ils ne recourent pas volontiers à la justice.

Une autre considération extrêmement importante, mais d'un ordre différent, est que presque toutes les affaires de commerce roulent sur des questions de fait, sans qu'il y ait de contestation sur le droit lui-même. On prétend que la marchandise livrée n'est pas conforme aux échantillons, que tel objet n'a pas été soumis à toutes les phases d'un traitement industriel prévu par le contrat, il y a compte à faire entre les parties, etc...

Dans les différends qui s'élèvent en matière civile, ce seront presque toujours, au contraire, des questions de droit qui devront être tranchées par le juge. L'enquête sera assez rarement admise ; il faudra le plus souvent interpréter des contrats ou des textes, à la lumière des principes généraux du droit. Le juge devra choisir le texte qui s'applique au fait non contesté ou établi devant le tribunal.

Enfin, le droit commercial a été très longtemps et continue à être encore, dans une certaine mesure, un droit coutumier dominé par les « usages commerciaux » : on sait, en effet, qu'en France, la loi du 15 septembre 1807, relative à la mise à exécution du Code du Commerce, a maintenu tacitement l'autorité de ces usages, en n'abrogeant, pour toutes les matières sur lesquelles le Code a statué, que les anciennes lois, sans indiquer comme la loi du 30 ventôse an XII, sur la publication du Code Civil, que les « coutumes et usages étaient également abrogés ».

Le Conseil d'État, dans un avis du 18 décembre 1811, a expressément confirmé cette solution implicite en déclarant que « les Tribunaux doivent juger d'après les termes

« et l'esprit du Code de Commerce et, en cas de silence
« de sa part, d'après le droit commun et les usages du
« Commerce ».

Ces usages sont particulièrement nombreux en matière maritime.

La force obligatoire reconnue aux usages commerciaux en France l'est également à l'étranger.

En matière civile, au contraire, il faut appliquer la loi écrite, sans que le juge ait besoin de s'enquérir d'usages locaux ou particuliers à certaines catégories de justiciables.

Pourtant, cette considération qui avait du poids, il y a un siècle, en a beaucoup moins aujourd'hui, et perdra chaque jour de sa force, parce que les usages se raréfient. La loi commerciale, qui se développe avec rapidité, dans tous les pays, leur laisse de moins en moins de place ; et, si elle continue parfois, par tradition, à renvoyer aux usages, on a tendance à codifier ces derniers, parce que la multitude et l'importance des transactions commerciales exigent une sécurité incompatible avec l'incertitude ou la mobilité des coutumes.

C'est pour cette raison que M. Wahl s'élevait déjà, dans la préface qu'il écrivait naguère pour le *Traité de Droit Commercial* de César Vivante, contre l'idée très répandue que seuls des juges commerçants pouvaient connaître et appliquer convenablement ces usages :

« Les usages commerciaux..., voilà l'argument principal des défenseurs de l'institution consulaire. Il est
« singulièrement médiocre. Les usages n'ont guère moins
« d'importance en matière civile qu'en matière commerciale..., beaucoup ont été codifiés, d'autres sont à tel
« point connus qu'il devient inutile pour les déterminer

« de faire appel aux souvenirs des magistrats. Enfin, de
« plus en plus, les dispositions des lois commerciales
deviennent impératives et les usages cessent d'y déroger...»

Les principales raisons qui militent en faveur de la dualité des procédures sont donc la nécessité, en matière commerciale, d'obtenir des sentences rapides, sans formalisme, aussi économiques que possible, faisant une juste application des usages, s'il y a lieu. Sentences qui tranchent essentiellement des difficultés de fait, bien plus que des difficultés de droit. Tandis qu'en matière civile, l'instruction et le jugement de difficultés où le droit prime le fait, requièrent une certaine lenteur et des formes plus strictes.

A vrai dire, personne ne conteste sérieusement qu'une procédure particulière, caractérisée par la simplicité de formes, la proscription des subtilités, la rapidité obtenue par l'abréviation des délais, une exécution plus simple et plus prompte, ne soit indispensable en matière commerciale. Les litiges commerciaux ne peuvent pas s'accommoder des formes ordinaires de procéder.

Presque tous les pays reconnaissent cette notion comme fondamentale, sauf les États-Unis et l'Espagne, pays dont l'organisation judiciaire n'a jamais pu être considérée comme un modèle. Aux États-Unis, en particulier, nous avons dit combien elle était défectueuse.

Mais, allant plus avant, faut-il, pour appliquer cette procédure particulière, faire appel à des juges spéciaux, ou bien les mêmes juges connaîtront-ils de toutes les affaires indistinctement, utilisant tantôt la procédure ordinaire, et tantôt la procédure sommaire, plus expéditive, selon les litiges qu'il s'agira de trancher ?

Ici cesse l'accord.

Certains États qui, pourtant, ont eu d'abord leurs juges

du commerce, ont cru devoir y renoncer, pour une raison d'unité et de simplicité. La Hollande d'abord, l'Italie ensuite, n'ont voulu conserver qu'une juridiction unique ; tandis que d'autres restent attachés au principe de la spécialisation.

Les premiers peuvent invoquer, à l'appui de leur décision, un argument des plus sérieux : l'existence de deux ordres de juridiction pour connaître de contestations, qui ne peuvent pas être séparées par une ligne de démarcation bien nette, permet en effet, aux débiteurs de mauvaise foi de se soustraire, au moins provisoirement, à l'exécution de leurs obligations, en abusant des demandes de renvoi pour incompétence.

La procédure, que l'on cherchait à simplifier va, dès lors, perdre une bonne partie de ses avantages si, à propos de chaque affaire, vient se poser une question de compétence, qui pourra souvent être fort délicate :

« Tant qu'il existera deux juridictions rivales, une scolastique puérile présidera à la distribution des causes entre elles (un bottier fait commerce, mais non plus un cordonnier, à moins, paraît-il, qu'il ne fasse travailler des compagnons avec lui ¹) ».

L'inconvénient est certain, il ne peut y avoir pluralité d'ordres de juridiction, sans que se produisent des difficultés de compétence et, partant, des retards et des abus.

L'objection est grave, elle n'est pourtant pas décisive. De ce que des abus sont possibles, ne résulte pas forcément que le principe doive être condamné. Il suffit que les abus soient réprimés toutes les fois qu'ils se produisent, pour que les mauvais débiteurs sachent que leur ruse sera

1. Thaller. *Annales de Droit Commercial*, 1889, p. 200. *De l'Avenir des Tribunaux de Commerce, Etude de Critique Législative*.

déjouée. Si le législateur prend soin de préciser, autant qu'il est possible, le domaine propre de chacune des juridictions, il ne pourra plus y avoir de difficultés que pour un petit nombre de « cas frontière » que la multiplication des solutions jurisprudentielles rendra de moins en moins nombreux.

Rien n'empêche en outre le législateur d'éviter les abus en obligeant le demandeur à soulever l'incompétence dès le seuil du procès. Le retard apporté par l'exception d'incompétence sera réduit au minimum, et cette exception, qui n'a le plus souvent qu'un caractère purement dilatoire, perdra tout intérêt pour ceux qui ne cherchent qu'à retarder une condamnation qu'ils savent inévitable.

Les pays qui préfèrent avoir leurs juges du commerce, ont aussi d'excellentes raisons pour justifier leur choix. Si les mêmes juges connaissent indifféremment des causes civiles et des causes commerciales, il leur sera très difficile d'appliquer tantôt une procédure simple et tantôt une procédure complexe. L'attention même soutenue des magistrats ne pourra éviter des erreurs, ou bien ne le pourra faire qu'au prix d'une grande lenteur dans les jugements. Si l'on veut aller vite, il n'y a pas d'autre moyen, qu'il s'agisse de juger, aussi bien que de construire des machines, que de recourir à la division du travail et à la spécialisation.

Le « Discours Préliminaire », qui précède la revision du Projet du Code du Commerce de l'an XI, magnifique plaidoyer en faveur de la juridiction commerciale signalait le danger qu'il y aurait à supprimer la dualité des juridictions :

« Comment des juges accoutumés à toutes les formes
« qu'exigent les lois civiles, pourraient-ils changer alter-

« nativement de système, et passer chaque jour de la
« lenteur des procédures ordinaires à la rapidité des pro-
« cédures commerciales ? Nous croyons que ce serait
« exiger plus que ne le comporte l'attention la plus réfléchie
« et qu'il en résulterait, pour toutes les contestations, un
« inconvénient également grave, en ce qu'il semblerait
« donner à la justice deux poids et deux mesures, et qu'il
« détruirait l'uniformité de jurisprudence à laquelle on
« aurait voulu atteindre ».

Non seulement une procédure spéciale est nécessaire, ce qui est de nature à compliquer l'œuvre du juge ordinaire, mais encore l'esprit dans lequel les débats sont conduits et dégagée la sentence doit-il être différent.

Le juge du commerce doit parfaitement connaître la mentalité commerciale ; il faut qu'il puisse se rendre compte des conséquences du jugement qu'il va rendre, des répercussions, graves peut-être, que sa sentence va entraîner dans le commerce de la place. S'il est imbu de l'esprit du Droit Civil, il ne va pas hésiter à accorder à un débiteur en difficultés passagères, qui a laissé protester des traites par lui acceptées, le délai qu'il demande pour se libérer. Si au contraire, il connaît bien le commerce et ses exigences, il recherchera si sa décision ne risque pas d'empêcher le demandeur de tenir ses propres engagements et, de proche en proche, de déterminer un malaise important, de nature à entraîner des faillites successives.

Le commerce repose en grande partie sur le crédit, c'est-à-dire sur un appui particulièrement fragile ; aussi les commerçants sont-ils en droit d'exiger que chacun d'eux fasse, à tout prix, exactement honneur à ses engagements.

Comment donc, puisqu'il faut non seulement juger avec

d'autres formes, mais encore avec un autre esprit, pourrait-on exiger que les mêmes hommes jugent alternativement, sinon peut-être à la même audience, du moins à des dates rapprochées, des affaires civiles puis des affaires commerciales.

Qu'un juge puisse avoir assez de souplesse intellectuelle pour procéder indifféremment selon des modes divers, c'est possible ; bien que la justice risque d'en souffrir. Ce qu'il lui est impossible de faire, c'est de modifier sa manière même d'envisager les choses.

Enfin, nous avons déjà rappelé que les litiges commerciaux portent la plupart du temps sur des questions de fait, des questions d'ordre technique, tandis que le droit n'y occupe souvent que le second plan. Cette constatation oblige également à opter pour la spécialisation des juges. Un bon juriste risque d'être un mauvais technicien, car les esprits universels sont rares. Il est pourtant indispensable que le juge du commerce soit apte à saisir les questions de fait qui lui sont exposées. Il pourra bien s'entourer d'experts qui l'éclaireront sur ces sortes de difficultés, mais s'il n'est que juriste, il lui sera parfois difficile de saisir leurs explications et, à plus forte raison, de les vérifier. Il sera obligé de se borner à entériner les rapports de ses experts. c'est-à-dire à abdiquer entre leurs mains sa fonction juridictionnelle. A quoi bon alors nommer des juges qu'il faut rétribuer, si ce sont, en réalité, les experts qui décident ?

Évidemment, il est impossible de se passer des services des experts, parce que les questions de toute sorte, qui peuvent se poser, sont trop diverses pour que le juge puisse à lui seul les trancher. Mais ce qui importe, c'est que le Tribunal ait une formation technique suffisante

pour saisir les explications que les parties ou leurs représentants peuvent fournir, pour vérifier les rapports d'expert, en un mot pour ne pas être réduit au rôle passif, incompatible avec sa dignité, qui serait le sien si les débats qu'il a mission de diriger échappaient en fait à son contrôle.

Aussi, dans beaucoup de contestations commerciales, l'expérience du commerçant et la compétence technique ne sont-elles pas moins nécessaires que l'intégrité du juge.

Toutes les considérations qui précèdent, sauf celles concernant les inconvénients possibles du renvoi pour incompétence, sont donc en faveur de l'existence de deux catégories de magistrats spécialisés, les uns dans les affaires civiles, et les autres dans les affaires commerciales.

Le déclinatoire de compétence peut évidemment présenter de très graves inconvénients, mais nous l'avons vu, on peut, grâce à certaines précautions, en éviter les abus.

C'est pour toutes ces raisons que la grande majorité des législations européennes que nous avons examinées, considérant que les avantages d'un organe judiciaire spécialisé dépassaient de beaucoup ses inconvénients, et prenant toutes les précautions utiles pour réduire au minimum la possibilité des incidents de compétence, ont décidé que les procès commerciaux pourraient être soumis à des juges, à des Chambres, voire même à des Tribunaux spéciaux.

Les Pays-Bas et l'Italie cependant ont préféré les avantages de l'unité à ceux de la spécialisation ; peut-être n'est-ce pas, d'ailleurs, pour ce motif purement théorique que la Hollande d'abord, l'Italie ensuite, ont cru devoir renoncer à leurs tribunaux de commerce, pour ne conserver qu'une procédure spéciale.

Si en 1827, le législateur hollandais a cru devoir sup-

primer totalement la juridiction commerciale, c'est surtout parce qu'il voyait dans cette institution une trace trop apparente de la domination française.

En Italie, la loi de 1888 a introduit une modification radicale au système antérieur dont les inconvénients multiples avaient soulevé les mécontentements et ému l'opinion. On ne s'est pas demandé s'il n'eût pas été préférable de se borner à une moindre réforme. La juridiction consulaire avait surabondamment prouvé son incompétence, on en a conclu, sans plus ample examen, qu'il fallait supprimer toute juridiction commerciale. C'était peut-être aller un peu vite.

Nous pouvons donc considérer comme un principe très généralement admis, qu'il est bon que des juges spéciaux connaissent des affaires commerciales.

Mais, ce point acquis, il devient impossible de trouver au problème de la justice commerciale, de solution plus précise admise par la quasi-unanimité des législations.

Les unes se contentent de déléguer certains magistrats de carrière pour juger les affaires commerciales, d'autres préfèrent voir les négociations soumis à une juridiction composée de ceux d'entre eux qu'ils ont choisis ; ailleurs, on pense réunir les avantages des deux systèmes, tout en en diminuant les inconvénients par une collaboration de l'élément judiciaire et de l'élément consulaire.

Les deux systèmes opposés qui s'affrontent : celui du magistrat spécialement chargé des causes commerciales, et le système consulaire proprement dit, ont chacun leurs partisans acharnés, parce que chacun peut invoquer en sa faveur de sérieux arguments.

Les défenseurs du premier système prétendent que la fonction juridictionnelle étant, au premier chef, une fonc-

tion sociale, c'est faire échec grave à ce principe, que de s'en remettre à des particuliers sans caractère officiel, du soin de statuer sur les litiges commerciaux.

On leur répond qu'un principe peut comporter des exceptions, pourvu qu'elles soient justifiées.

Or, dit-on, le juge consulaire a d'abord l'avantage sur le magistrat de carrière, de mieux connaître les usages commerciaux de la place, puisque, pendant des années, il en a vu dans son commerce l'application quotidienne. Ce ne sont pas, pour lui, des idées théoriques, des entités abstraites, mais des réalités au milieu desquelles il vit. Leur sens et leur portée lui sont parfaitement connus, tandis que le magistrat, s'il n'est pas spécialisé depuis longtemps pour les affaires commerciales, aura besoin de se renseigner, sans savoir toujours exactement à qui s'adresser pour s'éclairer. Les renseignements qu'il obtiendra seront des parères délivrés par un commerçant ou, dans le cas le plus favorable, par une Chambre de Commerce. Quelles que soient les garanties que puissent offrir ces documents, ils ont pourtant l'inconvénient d'associer indirectement à l'œuvre de la Justice des personnes qui ne portent pas la responsabilité de la décision.

Cependant, la nécessité de connaître les usages commerciaux ne suffirait pas, à elle seule, à justifier la création de juges consulaires, parce que ces usages sont, dans tous les pays, de moins en moins nombreux, de plus en plus connus, et, très souvent, ont fait l'objet de codifications qui en rendent la connaissance aussi aisée que celle de n'importe quel texte législatif.

Mais le juge consulaire aura encore l'avantage sur le magistrat professionnel, même spécialisé dans les matières de commerce, de connaître beaucoup mieux l'état d'esprit

des commerçants, puisque, commerçant lui-même, il n'aura aucun effort à faire pour adapter sa pensée à cette manière particulière d'envisager les choses, qui constitue proprement la mentalité commerciale. Il saisira mieux ce que les parties ont voulu exprimer dans leur convention, il verra peut-être plus facilement lequel des plaideurs est de bonne foi, et lequel cherche à se dérober, en utilisant les détours de la procédure. Il se mettra en somme plus facilement à la place des parties pour juger ce qu'un commerçant honnête eût dû faire en la circonstance. Sa supériorité éclatera surtout quand il s'agira, en matière de dommages-intérêts, d'apprécier la réalité et l'étendue du dommage causé par la violation d'un contrat.

On fait remarquer encore que le juge consulaire aura souvent plus d'autorité sur les justiciables, dont il parle la langue et partage les préoccupations.

Les commerçants croient bien souvent que ceux qui n'exercent pas le commerce, ignorent tout de ses usages et de son esprit ; aussi se montrent-ils peu enclins à entrer dans les vues du magistrat qui cherche à les concilier. Ils s'imaginent, en ce cas, que ce dernier n'a pas bien mesuré le sacrifice qu'il leur demande de faire ; en un mot, ils doutent de sa compétence en matière commerciale.

Au contraire, en présence d'un juge-commerçant, qu'ils savent avoir été mêlé aux affaires pendant des années, ils se sentent plus en confiance.

En faveur de l'institution consulaire, on a dit enfin, qu'un de ces principaux avantages résidait dans l'économie que son fonctionnement doit entraîner au profit des contribuables, et, chose curieuse, c'est à peu près le seul argument qu'aient fait valoir les quelques défenseurs de la

juridiction commerciale, devant la Chambre et le Sénat italiens, en 1888.

Qu'il faille être économe des deniers des contribuables, c'est un principe excellent dont il faut plus que jamais assurer l'application aux heures difficiles que traversent aujourd'hui les finances de la plupart des États. Et pourtant, lorsqu'il s'agit de la justice, doit-on hésiter à faire quelques dépenses de plus si elle doit être meilleure et mieux rendue ?

La justice est l'un des premiers besoins des peuples ; en assurer la qualité doit être l'un des soucis constants du législateur. Pour l'améliorer, aucun sacrifice ne doit être refusé, car une bonne organisation judiciaire est l'indice d'un État sainement constitué, et peut seule assurer le calme et le bon ordre dans la Cité.

Une bonne justice est si précieuse pour un État, que les considérations économiques doivent, en cette matière, être reléguées au second plan.

Mais à ceux qui montrent les avantages de la juridiction consulaire, les partisans des magistrats spécialisés ne se bornent pas à opposer l'argument de principe que nous avons examiné ; ils formulent encore d'autres objections.

On fait surtout grief aux juges consulaires de n'avoir trop souvent du droit, qu'une connaissance insuffisante. Ce ne serait pas écarter ce reproche que de dire que certains d'entre eux connaissent, au contraire, fort bien le droit, et ne le cèdent en rien, sur ce point, aux magistrats de carrière les plus instruits.

Il faut bien reconnaître, en effet, que ce ne sont là que des exceptions, qui peuvent être fréquentes dans les grandes villes, mais le sont moins en province.

Les commerçants n'ont pas ordinairement le loisir de

s'adonner à l'étude du droit ; leurs occupations les absorbent beaucoup trop. Comme le faisait très justement remarquer le tribunal d'Appel de Bordeaux dans les « Observations sur le Projet de Code de Commerce » (an XI) :

« Plus les négociants ont de talents et de qualités pour leur état, moins peut-être peuvent-ils donner de temps à l'étude, l'intérêt de leur commerce captive toute leur attention.

« Dans leurs spéculations, ils embrassent le monde entier, et souvent toute leur vie s'écoule dans les calculs et les combinaisons qu'elles entraînent après elles : quelque étendue qu'ait l'esprit humain, les forces sont néanmoins bornées ; il ne peut pas les appliquer et les exercer tout à la fois sur des sujets et des éléments essentiellement disparates... »

Et il concluait que « les commerçants, qui ne peuvent pas devenir jurisconsultes, ne peuvent pas remplir les fonctions qui en exigent les lumières ».

Depuis lors, la science du droit chez les commerçants a fait de très gros progrès, dans tous les pays. Sous l'influence des Chambres de Commerce, des cours pratiques à l'usage des commerçants ont été organisés, et ont réuni de nombreux auditeurs.

Les grandes écoles commerciales, dont le succès en France et à l'Étranger, a été très rapidement croissant, ces dernières années, ont mis à leur programme l'étude assez approfondie des branches du droit qui peuvent intéresser les commerçants.

Tous ces efforts, très louables, ne sont pas demeurés vains, mais n'ont pas suffi, et ne peuvent suffire à assurer la compétence juridique des juges consulaires.

En France, puisque ce n'est plus que chez elle ou chez

sa voisine belge, qu'on peut voir fonctionner les tribunaux consulaires, il n'est que trop certain que beaucoup de petits tribunaux manquent de juges vraiment compétents.

Et pourtant, à chaque instant, les procès commerciaux soulèvent des difficultés juridiques, parfois très délicates, notamment en matière de compétence, de sociétés et de faillites.

Comment le juge consulaire qui se trouve en présence de ces problèmes qu'il connaît mal, va-t-il les résoudre ? Ou bien il s'efforcera d'y répondre lui-même, après avoir étudié la question, mais comment en trouvera-t-il le temps ? Ou bien il cherchera à s'informer auprès de personnes qui connaissent le droit ; auprès du greffier par exemple ; mais alors, cela aboutira encore à un jugement préparé par quelqu'un qui n'en porte pas la responsabilité, c'est-à-dire à un jugement qui ne sera peut-être pas aussi soigneusement rendu qu'on pourrait le souhaiter.

C'est cette incompétence juridique, grief le plus sérieux que l'on puisse faire à la justice consulaire, qui a, nous l'avons vu, déterminé en Espagne et en Italie, la suppression de cette juridiction.

Une solution aussi radicale s'imposait-elle ? On en peut douter.

On a parfois proposé d'exiger des juges consuls, qu'ils possèdent des diplômes de droit. Jamais pourtant aucun pays n'a imposé aux candidats aux fonctions consulaires, d'être gradués en droit. On s'est rendu compte que ce serait limiter, beaucoup trop étroitement, le nombre de ceux qui pourraient y accéder. Dans les petites villes où les commerçants sont peu nombreux, comment serait-il possible de trouver assez de diplômés, pour constituer un tribunal ?

L'exigence du diplôme, que remédierait bien à l'incompétence du juge consulaire, n'est donc pas possible. On peut, il est vrai, concevoir d'autres remèdes. On pourrait n'admettre comme juges, que des commerçants ayant rempli, pendant un certain nombre d'années, les fonctions de « juge-auditeur ». Adjoints au Tribunal, ils s'habitueraient à voir trancher de nombreux litiges. Les principes essentiels du droit leur deviendraient familiers.

C'est une idée qui n'est pas nouvelle. En France, sous l'Ancien Régime, le Tribunal de Commerce de Chartres possédait des « petits consuls » ou « conseillers » : six jeunes marchands ou fils de marchands qui se destinaient au commerce, âgés de vingt à vingt-deux ans.

Ces jeunes gens n'avaient naturellement aucune voix délibérative, ils assistaient aux audiences, suivaient les débats et contractaient ainsi l'habitude des affaires.

En même temps, ils déchargeaient les juges, en assumant certaines besognes en rapport avec leurs capacités. Lorsqu'il y avait des comptes à faire entre les parties, par exemple, les juges les renvoyaient à leur examen. Les « petits consuls » rédigeaient un rapport qu'ils présentaient aux juges.

Lorsque ces jeunes gens, atteignant l'âge de trente à trente-cinq ans, étaient nommés juges, ils arrivaient à la judicature possédant des connaissances qui leur permettaient de mieux remplir leurs fonctions.

Un tel système serait déjà de nature à parer dans une certaine mesure à l'incompétence des juges, mais il faut reconnaître qu'il serait d'une application difficile.

Bien rares, en effet, sont les jeunes gens qui, exerçant le commerce ou s'y destinant, peuvent consacrer une partie importante de leur temps aux audiences du tribunal.

Ce que peuvent faire des commerçants plus âgés, qui ont une situation importante et des collaborateurs dignes de confiance, sur qui ils peuvent se reposer, est impossible pour des jeunes qui, s'ils veulent réussir, doivent consacrer à leur profession tout leur temps et toute leur activité.

De plus, si les juges consulaires sont nommés par l'autorité centrale, il sera facile de choisir parmi les anciens « petits consuls » ; mais si le système électif est adopté, il n'est pas sûr du tout que les suffrages se portent sur ceux qui ont fait le stage de « conseiller ».

On pourrait, il est vrai, faire figurer parmi les conditions d'éligibilité, un stage d'un certain nombre d'années auprès du tribunal ; mais ce serait restreindre l'accès des fonctions judiciaires à un petit nombre de privilégiés, à ceux auxquels une situation de fortune ou de famille aurait permis de trouver les loisirs nécessaires pour accomplir le stage exigé. Ce serait constituer pour les affaires commerciales, une véritable juridiction de classe, qui serait entièrement aux mains des gros commerçants. Le remède serait donc pire que le mal.

Tout ce qu'on a cru pouvoir faire, en France et en Belgique, pour assurer une meilleure compétence des juges consulaires, c'est de recruter les « juges titulaires », les « juges effectifs », parmi les anciens juges suppléants.

C'est une exigence excellente, car elle permet au magistrat consulaire de se mettre au courant de tout ce qui est nécessaire pour bien juger : connaissance des éléments de droit, procédure, habitude de l'audience.

Malheureusement une année de suppléance est un laps de temps beaucoup trop court, pour que le futur titulaire puisse acquérir la somme considérable de connaissances indispensables à l'exercice de sa fonction.

Trop souvent aussi, par suite de l'insuffisance du nombre de juges titulaires, les juges suppléants se trouvent appelés à jouer un rôle qui dépasse de beaucoup leur compétence, et qui devrait être réservé aux juges titulaires.

Quoi qu'il en soit, avec quelques modifications, le choix obligatoire des juges parmi les commerçants qui ont exercé pendant un certain nombre d'années les fonctions de suppléants, ne peut qu'assurer un recrutement de juges beaucoup mieux préparée.

Nous ne pensons pas, au contraire, que le système du greffier-docteur en droit inamovible, du « référendaire » belge, soit satisfaisant.

La compétence juridique de ce fonctionnaire est indéniable, son indépendance peut être assurée pleinement, mais son intervention diminue singulièrement l'autorité des juges consulaires. Le greffier devrait être un auxiliaire muet de la justice ; s'il devient le conseiller juridique du Tribunal, l'ordre des fonctions est troublé.

Comme nous l'avons déjà signalé à divers propos, il y a toujours un grave danger à permettre à des personnes de participer à la confection d'un jugement dont elles ne sont pas responsables. Un jugement est un tout indivisible ; le fait et le droit s'y mêlent intimement ; il faut qu'il soit l'œuvre d'une seule et même personne, ayant pu connaître tous les éléments de la cause, les analyser et les peser, puis leur appliquer les principes du droit. Si plusieurs concourent au jugement, chacun dans sa spécialité, la sentence sera très probablement mal rendue. Qu'un spécialiste dégage le fait, qu'un autre spécialiste soumette le résultat obtenu à l'application des règles de droit est une conception beaucoup trop schématique de l'acte de juger. Une

solution de pur droit est pratiquement aussi absurde qu'une solution de pur fait ; il y a action et réaction du droit et du fait l'un sur l'autre.

C'est pour avoir méconnu ce principe que l'institution du jury civil a fait faillite, même en Angleterre, son pays d'élection. On sait à quels résultats singuliers aboutit, même devant la juridiction répressive, la collaboration du jury et de la Cour ; le jury se voit dans l'obligation de nier parfois les faits les plus évidents pour éviter l'application d'une peine vraiment disproportionnée avec la faute.

L'existence auprès des juges-consuls d'un fonctionnaire jouant le rôle de Conseiller Juridique, paraît donc un palliatif insuffisant à l'incompétence possible des juges. Néanmoins il est encore préférable que le tribunal soit conseillé officiellement, par des gens dont la compétence est certaine, plutôt qu'officieusement, par tel ou tel auxiliaire de la justice, dont les capacités échappent à tout contrôle.

Il demeure qu'à notre époque, dans aucun pays, sauf peut-être dans quelques grandes capitales, il n'est possible de constituer des Tribunaux de commerce dont les membres connaissent suffisamment le droit, et que par suite, la critique formulée à cet égard par les partisans des juges spécialisés est fondée.

Mais l'incompétence juridique, grief essentiel adressé aux tribunaux consulaires, n'est pas le seul qui soit relevé contre eux.

On leur reproche fréquemment de ne pas être assez indépendants. Il est fort difficile, dit-on, pour un commerçant qui se trouve élevé à la magistrature consulaire et qui, surtout dans les centres peu importants, voit comparaître souvent devant lui d'autres commerçants qu'il connaît

ou même avec lesquels il est en rapports d'affaires, d'être aussi impartial qu'ils le souhaiterait lui-même.

Malgré sa haute intégrité, il sera inconsciemment enclin à favoriser celle des parties avec laquelle il a eu de bonnes relations d'affaires, et inversement à se montrer plus rigoureux à l'égard d'un négociant ayant peu de sympathie sur la place.

Il y a là, il faut le reconnaître, un réel danger. Le juge ne peut être véritablement indépendant que s'il vit à l'écart des justiciables, étranger à leurs préoccupations et à leurs calculs. Comment le commerçant qui, au contraire, a besoin de relations multiples dans tous les milieux, qui dépend de ses fournisseurs et de ses clients, pourrait-il être cet homme sur qui les influences n'ont point de prise ?

Il n'est point question de contester la haute intégrité des commerçants qui sont élevés aux fonctions judiciaires ; mais il faut bien reconnaître qu'il y a contradiction absolue entre les exigences de la vie commerciale et la sérénité du juge.

Il faut dire d'ailleurs que l'inconvénient s'atténue jusqu'à disparaître dans les grandes villes.

En résumé, dans cette comparaison entre les magistrats spécialisés et les juges consulaires, l'avantage revient finalement aux premiers ; si la mentalité commerciale leur échappe parfois, si les quelques usages qui subsistent encore, leur sont mal connus, s'il peut leur être impossible de dépouiller entièrement leur juridiction d'un certain formalisme auquel ils sont attachés, s'il leur arrive parfois de s'attarder trop longtemps à l'examen d'un litige qu'il faudrait trancher rapidement, ils offrent par contre plus de garanties que les juges consuls au double point de vue de la compétence juridique et de l'impartialité.

Les motifs qui militaient en faveur de la juridiction consulaire ayant peu à peu perdu une grande partie de leur poids, avec la diminution du nombre des usages ou leur codification, nous croyons donc qu'aujourd'hui il faudrait préférer aux juges consulaires, les magistrats spécialisés.

Mais entre les deux systèmes que nous venons d'examiner, il y a place pour un régime mixte qui, ainsi que nous avons pu le constater, est adopté par tous les pays dont l'organisation judiciaire a été récemment remaniée et même par certains pays qui, attachés à la juridiction consulaire pour la métropole, préfèrent un système mixte pour leurs colonies.

L'idée est très simple, puisque les deux modes d'organisation opposés sont incomplets, pourquoi ne pas réunir dans un même tribunal, l'élément judiciaire et l'élément commerçant ; pourquoi ne pas faire rendre la justice commerciale par un magistrat de carrière assisté de commerçants ? On réunira ainsi compétence juridique, impartialité absolue, connaissance des usages et de l'esprit du commerce.

Ce système, à l'application, paraît s'être révélé très satisfaisant. L'Allemagne, la Suisse, la plupart des États de l'Europe Centrale qui l'ont adopté, le déclarent tel. Encore faut-il que la diversité des éléments ne fasse pas échec à l'unité du tribunal ; aussi jugeons-nous tout à fait fâcheux le système portugais comportant un jury commercial qui dégage le fait, auquel des juges professionnels se bornent à appliquer le droit. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de cette dissociation artificielle du fait et du droit, d'éléments qui, dans la réalité, ne sont pas seulement juxtaposés, mais qui se compénètrent.

Pluralité des compétences associées dans l'élaboration

d'un jugement unique, où la part de chacun est inséparable du tout, voilà à notre avis, la formule la meilleure.

La juridiction mixte a pourtant ses adversaires qui se rencontrent parmi les champions du tribunal consulaire. Ces derniers estiment que les commerçants, adjoints au juge de carrière, se trouvent véritablement sous sa tutelle; que placés sous la direction d'un homme plus compétent qu'eux en droit, ils n'osent plus manifester librement leur opinion; et qu'ils n'ont plus, au bout de quelque temps, qu'un rôle effacé.

On ajoute que cette situation de juge un peu subalterne qui leur est faite, va écarter de la judicature les meilleurs commerçants.

Rendre la justice à ses pairs, être maître de ses décisions, et en porter seul toute la responsabilité, c'est exercer une noble fonction que recherchent les élites; tandis que la fonction de conseiller plus ou moins interrogé et plus ou moins écouté, ne doit tenter personne.

L'observation est juste dans une certaine mesure; mais elle ne suffit pas à condamner la juridiction mixte; le rôle des commerçants assesseurs au tribunal mixte peut être, s'il est bien compris, un rôle très intéressant et très honorable, moins intéressant que celui de juge consulaire certes, mais très digne, tout de même, d'être recherché par les commerçants.

Que les élites commerciales des pays où existent des tribunaux de commerce se détournent des fonctions judiciaires, si l'on y crée des tribunaux mixtes, c'est possible; à l'inverse, il n'en est pas moins vrai, que les mêmes fonctions tenteraient les commerçants, si elles étaient introduites dans les pays qui n'admettent pas encore leur intervention pour rendre la justice commerciale.

Cette simple remarque enlève à l'argument tout son poids dans la discussion actuelle.

Il suffit d'ailleurs d'interroger les commerçants des pays où le système mixte fonctionne, pour se convaincre qu'il donne toute satisfaction. Les Zurichois, en particulier, se montrent enchantés de leur « Handelsgericht », dont le fonctionnement est d'autant meilleur que les assesseurs ne sont pas choisis au hasard, mais toujours en considération de leurs compétences particulières, et que les justiciables ont un certain droit de récusation.

Après avoir ainsi comparé les institutions de la plupart des pays d'Europe, après avoir examiné la justice commerciale sous les aspects si divers qu'elle revêt, après en avoir considéré l'évolution, plus intéressante que la forme actuelle, parce qu'elle montre les tendances de l'opinion, et qu'elle permet, dans la mesure où c'est possible, d'anticiper sur l'avenir, nous arrivons à cette conclusion nette que la meilleure forme de la justice commerciale, la plus moderne aussi, celle qu'adoptent les États neufs, est la forme mixte.

Vouloir en préciser davantage les modalités, dire combien il doit y avoir d'assesseurs magistrats et combien d'assesseurs commerçants, serait vain.

Ce qui est essentiel, c'est le principe même de la juridiction mixte ; les proportions de chaque élément pourront varier selon des considérations propres à chaque pays.

Nous croyons cependant que le tribunal mixte ne doit pas comprendre un trop grand nombre de juges, si l'on veut éviter le désordre dans les délibérations, la difficulté de se mettre d'accord et finalement la passivité de beaucoup.

CHAPITRE VIII

Faut-il réclamer la modification de l'organisation judiciaire en France?

Nous sommes arrivé, au chapitre précédent, à cette conclusion, que c'est par un tribunal de composition mixte, que la justice commerciale paraît devoir être le mieux rendue ; que des tribunaux de ce genre devraient donc être institués dans les pays qui ont à créer de toutes pièces, ou à remanier complètement une organisation judiciaire.

Est-ce à dire que, dans un pays qui possède depuis longtemps un autre mode d'organisation judiciaire, une telle transformation s'impose ?

Faudrait-il, en conséquence, après avoir examiné, critiqué et comparé les législations étrangères, réclamer la suppression des tribunaux consulaires français, et leur remplacement par des juridictions où siègeraient ensemble des magistrats et des commerçants ?

C'est une nouvelle question à résoudre.

En principe, lorsque des institutions existent, il est fort dangereux de les supprimer pour les remplacer par d'autres, si l'on n'attend pas de cette transformation un très notable progrès.

Les tribunaux de commerce français donnent-ils complète satisfaction ?

Tous ceux qui les connaissent bien estiment que non. Les petits tribunaux, en particulier, sont très critiqués, et, à juste titre, bien souvent.

Leur recrutement est beaucoup trop limité pour permettre aux électeurs consulaires de nommer des commerçants vraiment compétents en droit.

L'indépendance du juge est, parfois, aussi difficile à assurer que sa compétence, parce que les commerçants des petites villes sont, presque tous, en rapports étroits d'affaires.

L'expérience montre qu'il n'est pas sans danger pour le plaideur étranger de plaider contre un commerçant de la place.

Inutile de dire que nos grands tribunaux de commerce : celui de la Seine, celui de Lyon, beaucoup d'autres encore, échappent pleinement à ses critiques. Dans les villes importantes, le choix des électeurs peut se porter sur des candidats parfaitement au courant des affaires, connaissant bien le droit et plus facilement impartiaux parce que plus éloignés des justiciables.

D'autres critiques, mais beaucoup moins graves, sont cependant adressées aux grands tribunaux et notamment à celui de la Seine. On leur reproche de ne pas trancher les litiges avec la rapidité souhaitable, de multiplier le procédures, d'en créer qui ne soient pas prévues par la loi, de renvoyer beaucoup trop fréquemment devant des arbitres. La solution des litiges commerciaux, qui devrait être très rapidement obtenue, peut y être assez longtemps retardée, surtout si le défendeur est habile.

Il est certain que, si de telles pratiques devaient s'établir définitivement et se généraliser, nos tribunaux de commerce perdraient leur meilleure raison d'être.

L'abus du renvoi devant arbitres, surtout, paraît flagrant. On l'a bien souvent dénoncé. En 1928, au Tribunal de Commerce de la Seine, 13.000 affaires ont été renvoyées devant arbitres salariés ou syndicats professionnels ¹.

Il est incontestable que ce chiffre est beaucoup trop élevé ; nombre de ces affaires auraient certainement pu être jugées par les magistrats eux-mêmes, sans qu'il soit nécessaire d'imposer aux parties les retards et les frais élevés inhérents aux arbitrages.

Lorsqu'un litige soulève une véritable difficulté technique, lorsque des constatations sur place sont utiles, on comprend fort bien que le juge soit obligé de désigner un expert. Mais, beaucoup trop souvent, dès que le juge entrevoit une difficulté de fait, ou même de droit, il renvoie devant arbitres et, en particulier, devant des arbitres-contentieux.

Une illégalité qui a des conséquences graves, mérite d'être signalée. Nous avons dit, en examinant le fonctionnement des institutions judiciaires françaises, que certains grands tribunaux avaient pris l'habitude, pour gagner du temps, pour éviter l'encombrement des audiences, de renvoyer les parties « au délibéré d'un juge ».

Cette mesure, que la loi ignore, permet, en effet, de gagner un temps précieux, lorsque les chambres suffisent difficilement à juger toutes les affaires inscrites à leur rôle. Elle n'a aucun inconvénient, s'il s'agit d'une affaire très simple, dont l'instruction ne nécessite que quelques mots d'explication des parties. Mais, par contre, si l'affaire est compliquée, comment admettre qu'elle soit privée des

1. Chiffre indiqué par M. Troullier à la Sté de Législation Comparée. Séance du 21 décembre 1929 (*Bull.*, janvier-mars 1930, p. 175.)

garanties qu'offre un débat contradictoire en audience publique ?

Il y a quarante ans déjà, Thaller s'élevait contre cet abus¹ :

« Les magistrats exercent une action de contrainte
« sur les justiciables pour leur imposer l'économie. On
« demande que l'affaire vienne à l'audience publique,
« s'éclaire au feu des plaidoiries. Le tribunal s'y refuse et
« l'on voit ainsi le différend à la merci d'un homme auquel
« manque le contrôle de ses collègues, et de deux clercs
« de vingt ans, dont le plus hardi, le plus bruyant peut-
« être, possède une supériorité certaine dans l'art de cir-
« convenir ».

Depuis cette époque, les « délibérés » se sont beaucoup multipliés. Des affaires fort importantes sont chaque jour tranchées de la sorte.

Sans doute les avocats ou les agréés viennent-ils fréquemment assister leur client dans le cabinet du juge. Il n'en reste pas moins que le magistrat, qui entend en quelques heures des explications sur trente ou quarante affaires, ne peut pas conserver de ce qui lui a été exposé, des souvenirs précis. Cette manière de procéder, si elle a l'avantage de décharger les audiences, ne permet, trop souvent, qu'une instruction insuffisante.

Quelle que soit la portée des critiques que l'on puisse faire au fonctionnement de ces grands tribunaux — critiques qui s'adressent plus à leurs procédés de travail, qu'au principe même de leur existence — il serait profondément injuste d'oublier les services considérables que rendent les juridictions consulaires des grandes villes.

1. Thaller, *De l'Avenir des Tribunaux de Commerce*, dans les *Annales de Droit Commercial*, 1889, p. 200.

Le Tribunal de Commerce de la Seine tranche chaque année plus de 100.000 affaires ¹. Malgré ce nombre considérable de jugements, rendus fort rapidement (M. Cruchon, a calculé, dans sa thèse consacrée aux Agréés que le temps consacré, en moyenne, par le tribunal à chaque affaire n'excédait pas quatre minutes et quelques secondes), la proportion des jugements infirmés en appel, n'est que de 10 p. 100 environ, c'est-à-dire légèrement inférieure à celle des jugements des tribunaux civils.

Ce simple chiffre montre que le reproche de ne pas connaître assez complètement le droit est, lorsqu'on l'adresse au Tribunal de la Seine, tout à fait immérité.

Les jugements sont, la plupart du temps, bien rendus, et, sinon aussi rapidement qu'on pourrait le souhaiter, du moins sans les lenteurs ordinaires des tribunaux civils. Le nombre des affaires restant à juger à la fin de chaque exercice est relativement très faible. (7 1/2 p. 100 seulement, en 1930).

Pourquoi donc voudrait-on supprimer ces grands tribunaux qui parviennent à juger, d'une manière satisfaisante, un nombre de procès si grand que le chiffre en est à peine croyable ?

L'amélioration qu'apporterait une réforme étant incertaine, il est impossible de ne pas tenir compte, en outre, pour en apprécier l'opportunité, des considérations d'ordre économique. La justice commerciale ne coûte à peu près rien à l'État, tandis que la justice civile figure au

1. Dans son discours prononcé à la Séance solennelle d'installation du Tribunal de Commerce de la Seine, le 20 janvier 1932, M. le Président Buisson a indiqué que 129.617 affaires ont été portées en 1931, devant le Tribunal de Commerce de la Seine, contre 121.213, en 1930. (*Gazette du Palais*, 21 janvier 1932.)

budget pour des sommes relativement considérables¹.

Nous l'avons dit : il ne faut pas reculer devant des dépenses importantes pour organiser une bonne justice ; mais, lorsque l'amélioration est problématique, tandis que l'accroissement de dépense est considérable et certain, les considérations pécuniaires reprennent toute leur valeur.

Cette préoccupation n'est sans doute pas étrangère au fait que les diverses modifications, qui avaient été envisagées² : suppression pure et simple des tribunaux de commerce et renvoi des affaires commerciales devant les tribunaux civils ou, plus récemment, introduction du système mixte (proposition renvoyée par la Chambre des Députés, quelques mois avant la déclaration de guerre à l'examen d'une commission, présidée par M. le Président Baudoin) paraissent être tombées dans l'oubli.

Une réforme radicale n'est donc pas souhaitable pour le moment. Il suffirait, pour répondre aux critiques justifiées, de supprimer les petit tribunaux de commerce, partout où les affaires commerciales sont peu nombreuses, et où, par conséquent, il est aussi difficile d'occuper les juges consulaires que de les recruter.

Il n'y aurait aucun inconvénient, dans ces villes peu commerçantes, à laisser ainsi la connaissance des causes commerciales aux Tribunaux civils qui jugent déjà, sans que personne songe à s'en plaindre, ces affaires dans tous

1. Au budget de 1932 (*Journal Officiel* du 1^{er} avril 1932. États annexés), le personnel des Tribunaux de première instance figure pour 81.074.090 francs, celui des Tribunaux de commerce pour 843.750 francs.

2. Déjà, il y a plus d'un siècle, Defermon demandait la suppression des tribunaux de commerce, au nom du principe de l'unité de juridiction, et Buzot proposait de faire assister les juges ordinaires, par des jurés commerçants, dans les affaires commerciales.

les ressorts actuellement dépourvus de Tribunal de commerce.

Nous croyons pourtant qu'il y aurait avantage, pour toutes les raisons que nous avons dites, à prévoir le concours de commerçants aux audiences commerciales de ces petits Tribunaux.

Il serait certainement possible, même dans les petits chefs-lieux d'arrondissement, de trouver les quelques juges commerçants nécessaires pour assurer au sein du Tribunal, la représentation commerciale.

L'un des juges du Tribunal civil, voire même les deux assesseurs pourraient, lors des audiences commerciales, être remplacés par des juges commerçants.

Cette pratique aurait le double avantage de faire concourir les commerçants à l'œuvre de justice en déchargeant d'autant les juges de carrière.

Pourquoi, d'autre part, n'accorderait-on pas aux juges de paix la connaissance des petits litiges commerciaux ? dans tous les pays étrangers, le juge de canton connaît des affaires commerciales jusqu'à un certain taux.

On estime, dans ces pays, avec beaucoup de raison, qu'il est inutile de faire appel à un Tribunal composé de plusieurs juges, pour trancher des litiges d'un intérêt très minime. Les frais qu'un tel système entraîne sont tout à fait disproportionnés avec l'intérêt du litige et la perte de temps qui en résulte pour les magistrats est manifeste.

En France, le juge de paix ne connaît pas des affaires commerciales parce qu'il est un juge d'exception et que la connaissance de ces affaires ne lui a pas été expressément dévolue.

Sans qu'il soit nécessaire de faire de la Justice de Paix

une juridiction de droit commun, à l'exemple de ce qui existe cependant dans plusieurs pays, il suffirait, pour réaliser cette réforme, qu'un texte lui attribuât expressément la connaissance des petits litiges commerciaux, ainsi que le prévoyait une proposition de loi de M. Jules Coutant, déposée à la Chambre des Députés le 11 mai 1909, et qui n'a pas eu de suite.

Une autre proposition, émanant de M. de Boury, et déposée à la Chambre le 13 novembre 1911, tendait à la création de juges de paix commerciaux.

On ne voit pas bien l'intérêt d'une telle innovation.

Les juges de paix sont parfaitement qualifiés pour connaître de ces petites causes, qui réclament d'ailleurs, avant tout, l'intervention d'un magistrat conciliateur.

CHAPITRE IX

L'arbitrage commercial.

Une étude de la justice commerciale serait tout à fait incomplète, si elle laissait de côté l'arbitrage, qui, dans certains pays, est le procédé auquel les commerçants ont le plus fréquemment recours pour trancher leurs différends.

Nous n'insisterons pas, cependant, sur le développement historique, ni sur le fonctionnement détaillé de l'arbitrage, parce que ces questions, fort intéressantes, sortent des limites que nous nous sommes tracées, et ont fait l'objet de récents et excellents travaux ¹.

L'arbitrage est surtout répandu dans certains pays étrangers et, en particulier en Angleterre, où il fonctionne avec grand succès, depuis de longues années.

Son principe répond fort bien aux besoins du commerce anglais et s'accorde parfaitement avec le caractère britannique. La justice du Royaume Uni, toujours si coûteuse, peut difficilement lutter contre la concurrence de l'arbitrage, qui n'entraîne que des frais réduits.

1. Voir à ce sujet : René Leray. *L'arbitrage et la loi nouvelle sur la clause compromissoire*, Paris, 1927. — F. de Menthon. *Le rôle de l'Arbitrage dans l'évolution judiciaire*, thèse Paris, 1927. — Jean Robert. *Clause compromissoire et organisation de l'Arbitrage*, thèse Paris, 1929. — P. Farcy. *Le livre de l'Arbitrage*, Paris, 1928. — Robert Vulliémin. *De l'arbitrage commercial, particulièrement en matière internationale*, Paris, 1931.

Aussi, toutes les grandes « companies » commerciales anglaises ont-elles organisé un système d'arbitrage très complet, dont la procédure s'inspire des règles posées par l' « Arbitration Act » de 1889.

Tous les contrats de ces « companies » portent une clause compromissoire, aux termes de laquelle, les litiges qui pourront naître de ces contrats devront être tranchés par la Chambre Arbitrale de la compagnie.

Lorsque le différend s'élève, chaque partie nomme un arbitre, et ces deux arbitres peuvent en nommer un troisième ; si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, le conseil exécutif de la « company » en choisit d'office deux.

Les membres du comité exécutif représentent les différentes branches de la profession, ce qui permet aux parties de choisir, comme arbitres, ceux qu'ils jugent les plus qualifiés.

On peut appeler de la décision des arbitres, dans un délai de sept jours, devant une juridiction composée de cinq membres choisis par la Commission d'Appel.

Cette procédure à la fois simple, rapide et économique (un arbitrage coûte environ 2 livres sterling en première instance) a beaucoup de succès, ainsi qu'en témoignent quelques chiffres : La London Corn Trade Association ¹ arbitre annuellement 5.000 affaires ; l'Incorporated Oil Seeds Association, 7.000 ; la London Oil and Tallow Trades, 600 ; la Copral Association, 600 environ ².

Les appels ne dépasseraient pas 1 p. 100 des cas.

En dehors de ces organismes, qui fonctionnent dans

1. Sur les contrats de la L. C. T. A. et le rôle très important de cette company », voir : Georges Schwob. *Les Contrats de la L. C. T. A.*, thèse Paris, 1928.

2. Chiffres rapportés par M. André Strauss, dans sa conférence à la Société de Législation Comparée, citée.

le cadre des grandes « companies », il existe, à Londres, une Chambre d'Arbitrage (« London Court of Arbitration ») créée par la corporation de la Cité et la Chambre de Commerce de Londres.

Cette Chambre a dressé une liste, sur laquelle les parties peuvent choisir leurs arbitres. Pour éviter toutes difficultés relativement à ce choix, les parties déclarent d'ordinaire, dans leurs contrats, que l'arbitre sera choisi par le Registrar (le secrétaire, le greffier) de la London Chamber of Arbitration, sur la liste courante des arbitres.

Dans la plupart des autres pays étrangers, existent, sur des bases plus modestes, des organisations d'arbitrage analogues : en Italie, la plupart des Chambres de Commerce, et celle de Gênes, en particulier, ont organisé des comités d'arbitrage, composés de cinq membres, élus pour cinq ans et rééligibles. Ces arbitres tranchent exclusivement des litiges de caractère commercial. Lorsque des commerçants veulent se soumettre à leur arbitrage, ils dressent un compromis sur lequel les arbitres doivent figurer en nombre impair ; ils peuvent renoncer à l'avance au droit d'appel et permettre aux arbitres de statuer comme amiables compositeurs. Les Chambres de Commerce font payer aux justiciables un droit proportionnel modéré pour couvrir leurs frais.

Ces Comités d'Arbitrage n'ont d'ailleurs pas très souvent à intervenir, parce que, en Italie, comme en Angleterre, la plupart des grandes associations commerciales ont organisé des comités pour trancher les controverses qui s'élèvent entre leurs membres.

En Belgique, il existe aussi de puissants organismes d'arbitrage : Chambre Arbitrale pour grains et graines, pour bois, etc...

La Chambre Arbitrale et de Conciliation des Grains et Graines a été organisée à Anvers, en 1907, un peu sur le modèle des Tribunaux de Commerce Belges. Elle possède un greffe, et beaucoup d'avocats plaident devant elle. Ses sentences sont pourtant rarement motivées.

La clause compromissoire des marchés de graines est assez singulière, puisqu'il est impossible de récuser un arbitre, fût-il même le père de l'adversaire.

Cet arbitrage ne serait pas à l'abri de toutes les critiques, s'il faut en croire les négociants en grains de l'intérieur, qui prétendent être défavorisés, lorsqu'ils se trouvent en conflit avec un commerçant d'Anvers.

Des organismes analogues existent dans la plupart des États.

C'est ainsi qu'on peut encore citer, en Allemagne, la Cour d'Arbitrage de Berlin, pour les difficultés de bourse ; les Cours d'Arbitrage des diverses associations commerciales de Hambourg, etc...

L'arbitrage fonctionne donc dans beaucoup de pays importants, et ce, depuis plus de vingt ans. Lorsqu'en 1909, le Ministère du Commerce des États-Unis fit réunir en un ouvrage, sous le titre « *Commercial Courts in Europe*¹ » des rapports sur la justice commerciale rédigés, à sa demande, par les consuls des États-Unis à l'étranger, il obtint en réalité une étude sur l'arbitrage en Europe, les chambres commerciales ou autres juridictions officielles ayant été négligées, tant leur importance paraissait secondaire à côté de celle de l'arbitrage.

C'est à propos de la France seulement que ces rapports faisaient état de la juridiction commerciale officielle,

1. *Commercial Courts in Europe* (Department of Commerce and labor) Washington, 1909.

parce que, à cette époque, l'arbitrage y était pratiquement inconnu.

Rien dans la loi française ne s'opposait cependant formellement à la validité de la clause compromissoire, mais la jurisprudence interprétant l'article 1.006 du Code de Procédure Civile, avait (Cassation 10 juillet 1843) prononcé la nullité d'une telle clause, entre français.

C'était du même coup condamner l'arbitrage, parce que le simple compromis, ne permettant pas de l'imposer à l'avance, les parties n'arrivaient jamais à se mettre d'accord y recourir après la naissance du litige.

Ce n'est que la loi du 31 décembre 1925, qui autorisa l'insertion d'une clause compromissoire, dans les contrats commerciaux (Code de Commerce, art. 631 nouveau).

A la faveur de cette loi, certains organismes d'arbitrage, qui existaient déjà, ont pris un essor nouveau, en particulier, la Chambre Arbitrale et de Conciliation de Dunkerque, créée en 1890.

D'autres se sont organisés et développés depuis.

Les Chambres Arbitrales sont les plus importants d'entre eux. Elles sont organisées, soit en associations déclarées (Chambre Arbitrale de Dunkerque), soit sous forme d'union d'associations professionnelles (Chambre Arbitrale de Paris), soit encore, en ce qui concerne la très importante Chambre Arbitrale de Strasbourg¹, suivant les règles du Code Civil Allemand.

Ces associations ou ces unions (la Chambre Arbitrale de Paris réunit une vingtaine de syndicats, celle de Dunkerque, 135 membres) introduisent dans leurs contrats-types (par exemple, les « Contrats de Dunkerque ») une

1. Dont la dénomination exacte est « Association de la Bourse de Commerce de Strasbourg ».

clause compromissoire, à l'imitation de celle de la London Corn Trade Association ¹.

Il existe également, en France, divers autres organismes : l'Institut Privé de Conciliation et d'Arbitrage, créé à Paris en 1925, qui propose une liste d'arbitres ou de médiateurs ; l'Arbitrage Français, dont le but est surtout la diffusion de la pratique de l'arbitrage ; la Chambre Inter-syndicale de Conciliation et d'Arbitrage des Industries Électriques, qui, selon les besoins, fournit des renseignements sur l'arbitrage, des greffiers, des arbitres, ou constitue même des tribunaux d'arbitrage.

La procédure, devant ceux de ces organismes qui possèdent des Chambres Arbitrales est toujours à peu près identique.

Lorsqu'il n'y a que deux parties, chacune choisit un arbitre, et le troisième est désigné par le Président de la Chambre ; s'il y a plus de deux parties, le Président nomme les arbitres.

Un projet de sentence est communiqué aux parties ; ce projet se transforme en sentence définitive dans les huit jours, à moins que les parties se soient conciliées ou que le projet n'ait été par elles déferé aux arbitres du second degré (cinq arbitres).

Les frais d'arbitrage sont peu élevés, ils varient, d'ordinaire, entre 200 et 2.000 francs.

Les affaires soumises aux Chambres Arbitrales ne sont pas encore très nombreuses : en 1928, 400 arbitrages, à Strasbourg ; 250 à Paris ; 98 à Dunkerque.

1. Voici le texte de la clause compromissoire de Dunkerque : « Toute contestation relative au présent contrat sera soumise à la Chambre Arbitrale et des Conciliations de Dunkerque, dont la décision sera finale, les parties renonçant ainsi à toute voie judiciaire. »

Les demandes d'exequatur de ces sentences sont rares, car elles entraînent le paiement de droits d'enregistrement.

On peut dire que, jusqu'à présent, et malgré l'innovation de la loi de 1925, l'arbitrage n'a pas pris en France un développement très grand¹.

Son avenir est étroitement lié à celui des organismes qui groupent les professions dont les activités tendent à la réalisation d'un objet unique.

« L'arbitrage ne peut pas se soutenir par lui-même.
« Il a besoin d'être étayé par des organismes économiques,
« dont les règles, pour ses membres, sont devenues un
« usage et une obligation² ».

Puisque la loi n'a pas cru devoir imposer l'arbitrage, puisque la partie qui se refuse à exécuter la clause compromissoire ne peut y être contrainte, ni par une ordonnance rendue sur requête par le Président du Tribunal de Commerce, comme le prévoyait la partie du projet disjointe par le Sénat, ni par une ordonnance de référé commercial, non susceptible d'appel, ainsi que le préconisait la Commission du Ministère de la Justice, la clause se trouve dépourvue de sanction suffisante, à moins que l'organisme interprofessionnel, dont les contractants font partie, ne soit assez puissant pour qu'une menace d'exclusion suffise à en assurer l'exécution.

Seuls d'ailleurs des organismes puissants peuvent procurer des arbitres compétents et offrant toutes garanties ; seuls aussi ils pourront imposer l'usage de la clause à un grand nombre de commerçants.

1. En 1931, La Chambre Arbitraie de Paris a tranché 475 affaires au premier degré et 74 au deuxième degré.

2. Jean Robert, *loc. cit.*

Ces organismes existent, nous l'avons dit, se développeront-ils rapidement, atteindront-ils jamais l'importance des « companies » anglaises, c'est le secret de l'avenir.

Nous ne croyons pas cependant que l'arbitrage ait jamais, en France, la même fortune que dans certains pays étrangers. S'il avait répondu à un pressant besoin, les clauses compromissaires se seraient, depuis 1925, multipliées beaucoup plus rapidement.

Il ne faut pas oublier que nous avons, en France, une juridiction commerciale qui rend ses jugements assez rapidement et à peu de frais.

Pourquoi s'adresserait-on à des Chambres Arbitrales, dont les frais ne seraient peut-être pas très inférieurs, et donc les décisions sont moins faciles à exécuter que des jugements ?

Si l'organisation judiciaire d'un pays est vraiment satisfaisante, et nous croyons, sous réserve des observations que nous avons faites, que c'est le cas de la nôtre, elle doit répondre à tous les besoins des justiciables, sans que ceux-ci aient à recourir à des juridictions privées, dont l'existence est anormale, la fonction juridictionnelle devant être une des prérogatives de l'État.

CONCLUSION

Après avoir examiné comment, autour de nous, les États ont cru devoir organiser leur justice commerciale, nous être efforcé de dégager les causes de l'évolution de leurs institutions, avoir enfin recherché laquelle des solutions connues, ou quelle solution nouvelle serait susceptible d'assurer la meilleure administration de la justice, nous avons opté pour le système mixte, parce qu'il nous paraît réunir presque tous les avantages de chacun des deux systèmes opposés, en même temps qu'atténuer partie de leurs inconvénients.

Mais, revenant plus spécialement à notre pays — puisque nous n'avons regardé fonctionner les institutions de nos voisins que pour mieux apprécier les nôtres — nous nous sommes trouvés en présence de traditions si fortement enracinées, et aussi, il faut le dire, de quelques tribunaux d'une telle qualité, que nous avons dû admettre une exception en faveur de ces derniers.

La réforme d'ensemble, qui pourrait être proposée, aurait ainsi pour traits principaux :

L'extension de la compétence des juges de paix aux petits litiges commerciaux (jusqu'à 1.500 francs, par exemple).

Le maintien, dans les très grands centres commerciaux,

des tribunaux consulaires, tels qu'ils y existent traditionnellement, avec les quelques légères modifications de détail que nous avons cru devoir proposer.

Enfin, partout ailleurs, l'adjonction aux tribunaux de première instance siégeant commercialement, d'un ou deux commerçants faisant office d'assesseurs.

Pour le recrutement des juges consulaires, le système de l'élection serait maintenu, bien qu'il ait été l'objet de sérieuses critiques de la part de certains auteurs et, en particulier, de Thaller :

« On l'a fait remarquer en 1883 : tous les citoyens sont
« exposés à plaider devant les tribunaux de commerce...
« Le premier particulier venu est justement traduit au
« Commerce pour des contrats de spéculation accidentelle,
« tels qu'un marché à terme de bourse, qu'il a pu con-
« clure. Il aurait donc fallu élire les tribunaux de com-
« merce, pour être conséquents, d'après les listes électorales
« des Conseils Municipaux ou de la Chambre des Députés ¹ ».

Nous ne croyons pas que ce raisonnement, bien que parfaitement logique, soit susceptible d'applications pratiques. Le but de l'institution consulaire est de faire juger les litiges commerciaux par des commerçants expérimentés et intègres. Qui donc, mieux que les commerçants eux-mêmes, peut juger de l'intégrité et surtout de la capacité des candidats ?

Le système électoral, tel qu'il fonctionne actuellement, avec la part active que prennent les syndicats professionnels à la préparation des élections, donne de bons résultats.

Il semble bien que l'élection des juges du commerce

1. Thaller, *loc. cit.*

au suffrage universel, ne pourrait être, au contraire, que désastreuse dans ses résultats. Ou bien les électeurs non-commerçants s'abstiendraient de participer à un vote qui les intéresse très peu, et la situation actuelle ne se trouverait aucunement modifiée ; ou bien ils voteraient, et seuls des mobiles politiques pourraient orienter leur choix, ce qui compromettrait le principe même de la juridiction consulaire, et ne tarderait pas à entraîner sa ruine.

VU

Le Président de la thèse,
HENRI LÉVY-ULLMANN.

VU :

Le Doyen,
BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris.,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

Allemagne.

- APT. — *Reichsgesetz betreffend Kaufmannsgerichte vom 6 juli 1904.* (Berlin, Guttentag'sche sammlung, 74-1904.)
- BAHR (Richard). — *Gewerbegericht, Kaufmannsgericht, Einigungsamt. Ein Beitrag zur Rechts-und Sozialgeschichte Deutschland im XIX^e Jahrhundert.* (Leipzig, Duncker und Humblot, 1905.)
- COSAK. — *Traité de Droit Commercial Allemand.* Traduction française dans la Bibliothèque internationale de droit privé et de droit criminel. (Paris, Girard et Brière, 1904-1907.)
- DUBARLE. — *Code d'organisation judiciaire allemand.* Traduction et notes. (Paris, Imp. Nationale, 1885.)
- SILBERSCHMIDT (W.). — *Die Entstehung des deutschen Handelsgerichts.* (Leipzig, 1894.)
- WORMS (Emile). — *Histoire Commerciale de la Ligue Hanséatique.* (Paris, 1864.)

Angleterre.

- COLFAVRU (Jean Cl.). — *Le droit commercial comparé de la France et de l'Angleterre.* (Paris, C. Hingray, 1861.)
- DE FRANQUEVILLE. — *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne* 2. vol., Paris, J. Rotsschild, 1893.)
- GUTTERIDGE (H.-C.). — *Le tribunal de commerce en Angleterre* dans le Journal du Droit International, 1923, p. 19.
- LÉVY-ULLMANN. — *Eléments d'introduction générale à l'étude du droit et des sciences juridiques.* — II. Le système juridique de l'Angleterre — t. I. Le système traditionnel. (Paris, Sirey, 1928.)
- SCHWOB (Georges). — *Les contrats de la L.T. C.A.* (Thèse Paris, 1928, Rousseau.)
- STEVENS (T. M.). — *Eléments de droit commercial anglais.* Traduction française dans la bibliothèque internationale de droit privé et de droit criminel. (Paris, Giard et Brière, 1909.)
- STRAUSS (André). — *Communication sur la juridiction commerciale en Angleterre.* Bulletin de la Sté de Législation Comparée, 1930, 1, 179.

Reports on the expediency of establishing tribunals of commerce. (Londres, 1858, 1871, 1874.)

Belgique.

BRAAS. — *Précis de Procédure Civile.* (Bruxelles, Émile Bruylant, 1929.)

JANNE (X.). — *La Vie Juridique des Peuples.* (Bibliothèque de droit contemporain, sous la direction de MM. Lévy-Ullmann et B. Mirkinet-Guetzevitch.) — I. *La Belgique.* (Paris, Delagrave, 1931.)

NAMUR (P.). — *Le Code de commerce belge révisé*, 3 vol. (Bruxelles, 1884.)

NICOLAI (Ed.). — *Les Tribunaux de commerce en Belgique. Etude statistique.* (Bruxelles, Imp. Fischlin, 1841.)

PIRARD (J.). — *Les Tribunaux de commerce; ce qu'en pensent les justiciables.* (Paris, Chevalier-Marescq, 1899.)

De la réorganisation de la Justice Consulaire. — Par un groupe d'avocats d'Anvers.

Égypte.

EL SAYED BEY et DESSERTAUX. — *Traité théorique et pratique de la Procédure civile et commerciale égyptienne.* (Dijon, Paul Berthier, 1926.)

États-Unis.

HELBRONNER (H.). — *Le pouvoir judiciaire aux Etats-Unis; son organisation et ses attributions.* (Paris, 1872.)

NERINCKX (A.). — *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis.* (Paris, Giard et Brière, 1909.)

Commercial Courts in Europe. (Washington, government printing office, 1909.)

Italie.

GIORDANO (Vincenzo). — *La procedura commerciale..., secondo il nuovo Codice di Commercio.* (Trani, 1884.)

MORTARA. — *Dell'esercizio delle azioni commerciali...*, dans le *Codice di Commercio commentato*-vol. IX. (Turin, Utet, 1914.)

VIVANTE (Cesare). — *Traité de droit commercial italien*, 1907-1909; traduction française dans la bibliothèque internationale de droit privé et de droit criminel. (Paris, Giard et Brière, 1911-1912.)

Progetto del nuovo Codice di Commercio. (Rome, Libreria dello Stato, 1925.)

Proposte di riforma, raccolte dalla Confederazione Generale dell'Industria. (Rome, Egeria, 1925.)

Pays-Bas.

MOLENGRAFF (W.L.P.A.). — *Principes de droit commercial néerlandais.* Trad. par Max Franssen. (Paris, Duchemin, 1931.)

Les Codes Néerlandais, traduits par Gustave Tripels. (Maestricht, 1886.)

Russie.

BACH (Lydia). — *Le droit et les institutions de la Russie Soviétique.* (Paris, Librairie Gén. de Jurisp., 1923.)

Suisse.

MORF (Hans). — *Die Handelsgerichte in der Schweiz.* Inaugural Dissertation, 1922. (Calw, Wurtt.)

France et Ouvrages généraux.

- ANDRIEU-DELILLE. — *Les Tribunaux de Commerce (Leur histoire)* (Thèse Bordeaux, 1912. Paris, Jouve.)
- BARTHELEMY (André). — *Les Agréés près les Tribunaux de Commerce.* (Thèse Paris, 1908, Rousseau.)
- BEDARRIDE (J.). — *De la Juridiction Commerciale.* (Paris, 1891 et 1920, Sirey.)
- BELIARD (J.). — *Du privilège des mandataires agréés par les Tribunaux de Commerce.* (Thèse Paris, 1901, Rousseau.)
- CAMBERLIN (E.). — *Manuel pratique des Tribunaux de Commerce.* (Paris, 1903, Chevalier-Mareseq.)
- DRUAULT (P.). — *Du référé dans les affaires de la compétence des tribunaux de commerce.* (Thèse Paris, 1909. Saint-Brieuc, F. Guyon.)
- FARCY (P.). — *Le Livre de l'Arbitrage.* (Paris, presses Universitaires, 1928.)
- FEDOU (Ch.). — *Histoire de la Juridiction Consulaire en France.* (Thèse Paris, 1914.)
- GENEVOIS (Ernest). — *Histoire critique de la Juridiction Consulaire.* (Paris, Durand et Pédone-Lauriel, 1866.)
- GLASSON. — *Les Juges et Consuls des marchands.* (Paris, Sirey, 1897.)
- GODRON (Jacques). — *La clause compromissoire, étude de droit comparé. (Jurisprudence française et belge, droit anglais.)* (Paris, Rousseau, 1916.)
- GUILLOT (A.). — *De certaines attributions du Président du tribunal de Commerce.* (Lyon, A. Rey, 1899.)
- HOUYVET (Alfred). — *Le référé en matière commerciale.* (Paris, 1893.)
Les Tribunaux de Commerce, organisation, compétence, procédure. (Paris, Berger-Levrault, 1894.)
- HUVELIN (P.). — *Essai historique sur le droit des marchés et des foires* (Thèse Paris, 1897, Rousseau.)
- LAFAYE. — *Histoire des Tribunaux de Commerce en France depuis leurs origines jusqu'à la Révolution.* (Thèse Bordeaux, 1885.)
- LERAY (René). — *L'arbitrage et la loi nouvelle sur la clause compromissoire.* (Paris, Dalloz, 1927.)
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial* (8 vol.) (Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence.)
- MENTHON (F. de). — *Le rôle de l'arbitrage dans l'évolution judiciaire.* (Thèse Paris, 1927, Spes.)

- MOREL (François). — *Les juridictions commerciales au moyen âge. Etude de droit comparé.* (Thèse Paris, 1897.)
- NOUGUIER (Louis). — *Des Tribunaux de commerce, des commerçants et des actes de commerce*, 3 vol. (Paris, Delamotte, 1844.)
- ORILLARD (J.). — *De la compétence et de la procédure des Tribunaux de commerce. Traité de la Juridiction commerciale.* (Paris, Cosse, 1855.)
- PIAZZA (P.). — *Etude historique et critique de l'organisation et du fonctionnement des Tribunaux de Commerce en France.* (Thèse Paris, 1918, Rousseau.)
- PINTA (L.). — *Les arbitres rapporteurs près les tribunaux de commerce.* (Thèse Paris, 1905, Rousseau.)
- ROBERT (Jean). — *Clause compromissoire et organisation de l'arbitrage.* (Thèse Paris, 1929, Sirey.)
- ROUX (M.). — *Les pouvoirs du Président du Tribunal de commerce.* (Thèse Paris, 1931, Pichon.)
- SELIGMAN (Ed.). — *La justice en France pendant la Révolution.* (2 vol., 1901-1903.)
- SOULIER et BONNET. — *Cours pratique de droit commercial.* (Paris, Delagrave, 1921.)
- THALLER (E.). — *Traité élémentaire de droit commercial.* (Paris, Rousseau.)
- VULLIEMIN (Robert). — *De l'arbitrage commercial, particulièrement en matière internationale.* (Paris, Rousseau, 1931.)
- Annuaire de Législation Etrangère.* (Librairie gén. de droit et de jurisprudence.)
- Conférences Générales des Tribunaux de commerce de France.* (Lyon, A. Rey, 1925.)
- Révision du Projet de Code de Commerce*, précédée de l'analyse raisonnée des observations des tribunaux. (Paris, Imprimerie de la République, an XI.)

II. — REVUES

- Annals of the American Academy of Political science* (t. XXII et t. LII).
- Annales de droit commercial* (1886 et 1889).
- Archivio Giuridico* (t. XXVII et t. XXXVI).
- Archiv für öffentliches Recht* (1906, t. XX).
- Bulletin de la Société de Législation Comparée* (1873, p. 306 ; 1875, p. 435 ; 1877, p. 308 ; 1879, p. 454 ; 1927, nos 4 et 6 ; 1930, nos 1-3).
- France Judiciaire (La)* (1885-1888-1893.)
- Law Time journal* (1875).
- Revista di diritto commerciale.*
- Revue critique de législation et de jurisprudence* (1870, p. 357 ; 1875, p. 1 ; 1926, p. 486).
- Revue Fuelix* (t. IV, p. 773 ; t. XIV, p. 563).
- Revue historique de droit* (1924, t. III, p. 83).
- Revue pratique de droit français* (1860, t. IX, p. 9 ; t. XX, p. 281).
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Le droit commercial et son origine. — La notion d'acte de commerce et ses diverses acceptions en droit étranger. — La codification du droit commercial. — Les aspects principaux présentés par la justice commerciale en France et à l'étranger. . .	5
CHAPITRE II. — Des pays dans lesquels la justice commerciale ne revêt aucune forme propre	15
I. États-Unis	15
II. Espagne	17
CHAPITRE III. — Des pays où il existe des règles de procédure spéciales aux affaires commerciales	19
I. Pays-Bas	19
II. Italie.	22
CHAPITRE IV. — Des Chambres ou des Magistrats Civils spécialisés pour les causes commerciales. — Grande-Bretagne.	39
CHAPITRE V. — Des législations qui organisent des Chambres ou des Tribunaux commerciaux se composant à la fois de magistrats de carrière et de négociants.	54
I. Allemagne	54
II. Cantons de Zurich et de Genève.	64
III. Législations européennes diverses.	70
IV. Portugal.	74
V. Proche Orient et colonies françaises	76
CHAPITRE VI. — Des tribunaux consulaires	78
I. République Argentine.	79
II. Belgique.	80
III. Russie.	98
IV. France.	102

CHAPITRE VII. — Appréciation critique des divers systèmes . .	130
CHAPITRE VIII. — Faut-il réclamer la modification de l'organi- sation judiciaire en France ?	157
CHAPITRE IX. — L'arbitrage commercial.	165
CONCLUSION	173
BIBLIOGRAPHIE.	177

1777. — ÉVREUX, IMPRIMERIE HÉRISSEY. — 11-32.

IMPRIMERIE
CH. HÉRISSEY
:: ÉVREUX ::